

ÉTUDE
SUR LES
Unions de Syndicats Agricoles

PAR

Maurice LAUNAY

RÉDACTEUR AU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

« Les forces individuelles librement
« associées font mieux que s'addi-
« tionner, elles se multiplient ».

DESCHANEL, 10 juillet 1897.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 11 Juin 1900, à 10 heures

Président : M. SOUCHON, professeur

Suffragants { MM. JAY
 { GIDE } *professeurs*

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE ET FORCEL**

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE DIRECTEUR DE LA LIBRAIRIE

1900

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

ÉTUDE

SUR LES

Unions de Syndicats Agricoles

PAR

Maurice LAUNAY

RÉDACTEUR AU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

« Les forces individuelles librement
« associées font mieux que s'addi-
« tionner, elles se multiplient ».

DESCHANEL, 10 juillet 1897.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 11 Juin 1900, à 10 heures

Président : M. SOUCHON, professeur

Suffragants { MM. JAY
 { GIDE } *professeurs*



PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE ET FORCEL**

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE DIRECTEUR DE LA LIBRAIRIE

—
1900



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ÉTUDE

SUR LES

UNIONS DE SYNDICATS AGRICOLES

INTRODUCTION

On a reproché souvent aux populations rurales d'être vouées à l'esprit de routine et de vivre dans un individualisme outré confinant parfois de bien près à l'égoïsme. Ce reproche qui a été trop longtemps mérité ne saurait être adressé aujourd'hui aux agriculteurs sans une profonde injustice.

Depuis quinze ans, mettant à profit la loi libérale du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels qui n'avait pas été faite pour eux, ils ont formé des associations d'un type nouveau, les syndicats agricoles.

Ces syndicats, « instruments merveilleux dont la souplesse se prête à toutes les combinaisons, à toutes les évolutions du progrès (1) », ont pris un développement inespéré et M. Deschanel en révélait, il y a trois ans, toute l'importance à la tribune de la Chambre (2).

(1) Discours prononcé au Musée social le 31 octobre 1897 par M. Méline (Concours entre les syndicats agricoles, p. 75).

(2) Séance du 10 juillet 1897.

Accomplissant sans bruit leur utile besogne, les syndicats agricoles sont généralement peu connus du public. Ils ont fait pourtant déjà l'objet de plusieurs études ; aussi nous bornerons-nous à rappeler rapidement les services qu'ils ont rendus à l'agriculture.

Mais, si l'association est utile aux individus, elle ne l'est pas moins aux groupements eux-mêmes. Les agriculteurs l'ont compris. Mettant à profit tous les avantages que leur conférait la loi du 21 mars 1884, ils ont formé de bonne heure entre les syndicats qu'ils avaient fondés des Unions ou Fédérations.

Ce sont ces Unions que nous proposons principalement d'étudier.

Après avoir montré comment les syndicats agricoles ont été amenés à se fédérer entre eux, nous ferons connaître les différentes sortes d'Unions qu'ils ont formées et la situation de ces Unions au point de vue légal. Nous exposerons ensuite les services qu'elles ont rendus dans l'achat des marchandises utiles aux cultivateurs et dans la vente de leurs produits, dans l'organisation du crédit rural et des assurances, dans la diffusion des connaissances agricoles et enfin dans la défense des intérêts de l'agriculture. Nous terminerons par l'examen des critiques auxquelles ces Unions ont donné lieu.

Le 4^me Congrès des Syndicats agricoles, qui doit se réunir à Paris au mois de juillet prochain, a inscrit, en tête de son programme, l'étude du rôle économique des Unions de syndicats agricoles ; notre sujet présente donc un caractère tout d'actualité.

PREMIÈRE PARTIE

LE MOUVEMENT SYNDICAL AGRICOLE

CHAPITRE PREMIER

SITUATION DE L'AGRICULTURE EN 1884. — CRÉATION ET DÉVELOPPEMENT DES SYNDICATS AGRICOLES

De 1848 à 1873, l'agriculture française avait traversé une période prospère. Cependant, dès la fin de l'Empire, commençaient à se manifester les premiers symptômes d'une crise agricole grave et le gouvernement ordonna une grande enquête afin d'en rechercher les causes et les remèdes. Cette crise ne tarda pas à s'accroître et, en 1884, la situation de l'agriculture était devenue particulièrement précaire.

Le développement des voies de communication, la baisse continue du fret (1), le percement de l'isthme de Suez ouvrant

(1) Cette baisse a été sans cesse en augmentant et, en 1897, M. Méline pouvait dire qu'il en coûtait moins pour transporter une tonne de blé de New-York au Havre que pour l'expédier du Havre à Marseille. V. Journ. Off. 20 nov. 1897, déb. parl. Chamb.

une route directe sur les Indes avaient fait du monde entier un vaste marché sans frontières ni limites qui s'était substitué aux petits marchés locaux et nationaux sur lesquels les agriculteurs jouissaient autrefois d'une sorte de monopole de fait.

Les blés des pays neufs : Amérique, Indes et Russie, les immenses troupeaux du Far West, de la République Argentine et de l'Australie venaient concurrencer les produits nationaux obtenus à des prix beaucoup plus élevés.

Les surfaces emblavées en colza, qui en 1862 étaient de 201.515 hectares n'étaient plus en 1882, par suite de l'emploi chaque jour plus répandu du pétrole, que de 92.765 hectares (1).

Le coton étant venu remplacer les fils de chanvre et de lin dans la fabrication de la toile, les surfaces cultivées en chanvre étaient descendues de 125.357 hectares en 1852, à 63.484 hectares en 1882 et celles cultivées en lin de 80.336 hectares à 44.148 hectares (2).

La baisse de valeur de l'argent par rapport à l'or constituait en outre, pour les Indes et l'Amérique du Sud, pays à étalon unique d'argent, une véritable prime à l'exportation.

La loi du 28 mars 1885, en supprimant non seulement pour les valeurs de bourse mais pour les denrées agricoles l'exception de jeu, allait favoriser d'autre part le développement de spéculations, faussant la loi de l'offre et de la demande et déprimant les cours des denrées agricoles.

Les impôts grevaient lourdement la terre. Tandis que la

(1) Enquête agricole décennale de 1882, p. 128.

(2) Enq. agr. décennale de 1892, p. 173.

propriété urbaine payait seulement 17 0/0 de ses revenus, le commerce et l'industrie 13 0/0, l'agriculture payait 25 et même sur certains points 33 0/0 (1). Une dette hypothécaire qu'on peut évaluer à 7 ou 8 milliards pesait en outre sur la propriété rurale.

Des fléaux nouveaux étaient venus aggraver encore cette situation déjà bien précaire. Le phylloxéra avait envahi le midi et ravagé plus de 1 million d'hectares de vigne (2) et le mildiou venait de faire son apparition.

Pour sortir de cette crise aiguë, le cultivateur devait s'efforcer d'obtenir des récoltes plus abondantes en améliorant ses méthodes de cultures et de réduire ses frais en perfectionnant son outillage.

La chimie, en analysant le sol et les produits qui en naissent, avait déterminé scientifiquement la théorie des engrais minéraux permettant d'entretenir et de renouveler la force productrice de la terre. La mécanique avait inventé des machines permettant de suppléer au manque de bras occasionné par l'émigration continue des campagnes. Mais des commerçants sans scrupules, profitant de l'inexpérience des paysans, menaçaient de compromettre en France le développement de la culture intensive, en vendant à des prix exorbitants des engrais souvent frelatés. Aucun laboratoire ne permettait en effet de vérifier au moyen de l'ana-

(1) Déclaration de M. Méline à la tribune du Sénat, en 1885, d'après un travail fait par M. Tisserand, directeur de l'agriculture.

(2) V. rapport présenté par M. Tisserand, en 1884, au nom de la Commission du phylloxera (Bulletin du Minist. de l'agriculture, année 1885).

lyse la teneur des engrais fournis et la loi ne réprimait pas les fraudes (1).

Les améliorations à introduire dans la culture exigeaient enfin un capital roulant plus considérable, que l'agriculteur trouvait difficilement à se procurer faute de crédit. La tentative faite sous l'Empire, en 1860, pour l'établissement d'une grande Société de crédit agricole avait abouti, en 1876, à un désastre.

Les cultivateurs commencèrent alors à sentir le péril de leur isolement. Les comices, institués par la loi du 21 mars 1851, se réunissaient toujours, mais ces sociétés se bornaient à distribuer des encouragements sans prendre une part suffisamment active dans l'œuvre de rénovation de l'agriculture. Quant aux chambres d'agriculture, réglementées par le décret du 25 mars 1852 qui les avait constituées sur des bases trop étroites, elles avaient presque partout cessé de se réunir. Seule, la loi du 21 juin 1865, en permettant aux propriétaires ruraux de former entre eux des associations syndicales pour l'exécution en commun de travaux de dessèchement, de curage et d'irrigation, avait donné un commencement de satisfaction au besoin de s'associer qui commençait à se manifester dans les campagnes (2) ; mais ces associations, créées dans un but toujours nettement déterminé, étaient insuffisantes.

En présence de besoins nouveaux, il fallait à l'agricul-

(1) La loi du 4 février 1888 est venue réprimer ces fraudes.

(2) Les associations syndicales existaient d'ailleurs bien avant cette loi. Certaines de ces associations sont très anciennes et remontent au ^x^e siècle.

ture une organisation nouvelle. Le législateur ne se pré-occupait point de la lui donner. Toutefois, lors de la discussion du projet de loi sur les syndicats professionnels uniquement destiné, semble-t-il, dans la pensée de ses auteurs, à favoriser l'émancipation des travailleurs urbains, M. Oudet, sénateur du Doubs, proposa d'étendre aux agriculteurs le bénéfice des dispositions de la loi nouvelle. Cette proposition passa presque inaperçue et l'amendement fut admis sans discussion (1).

Mais sous l'influence d'hommes d'initiative, les syndicats agricoles, associations libres formées entre agriculteurs ou personnes exerçant une profession connexe pour l'étude et la défense de leurs intérêts communs, ne tardèrent pas à se former et à se développer dans un merveilleux essor. Dès 1884 il s'en créa 5 ; en 1890, ils étaient 648 ; en 1895, 1.180 et en 1899 leur nombre s'élevait à 2.025 (2).

La loi du 21 mars 1884 avait rendu d'ailleurs ce développement facile, en exigeant seulement l'accomplissement de formalités très simples pour la constitution de ces associations : le dépôt des statuts par les fondateurs du syndicat à la mairie du lieu où il est établi (3), ainsi que des noms des administrateurs ou directeurs, c'est-à-dire des membres du bureau ; enfin, la communication des statuts par les

(1) C'est seulement le 21 février 1884, quelques jours avant le vote définitif de la loi, que cet amendement fut admis.

(2) Ces trois premiers chiffres sont empruntés à l'Annuaire des syndicats professionnels publié par le Ministère du Commerce. Le dernier résulte d'un relevé des syndicats agricoles fait par le Ministère de l'Agriculture en 1899.

(3) A Paris ce dépôt doit être fait à la Préfecture de police.

maires au procureur de la République. La loi avait doté en outre les syndicats d'un puissant moyen d'action, la personnalité civile, leur conférant le droit d'ester en justice pour la défense de leurs intérêts et le droit de posséder des biens meubles ou immeubles, pourvu toutefois que ces derniers fussent affectés uniquement à des salles de réunion ou de cours d'instruction professionnelle et à des bibliothèques.

Leurs ressources devaient être formées des cotisations des adhérents (1), de dons ou de legs et des subventions accordées par l'Etat, les départements, les communes ou les sociétés d'agriculture.

Les premiers services que les syndicats agricoles ont rendus à leurs adhérents ont été de faciliter à ceux-ci l'achat des engrais chimiques. Centralisant les commandes et achetant en gros, ils ont provoqué une baisse des prix variant de 20 à 45 0/0 dont ont profité même les non-syndiqués, par suite de la publicité donnée à leurs prix et de la concurrence suscitée entre les fournisseurs d'engrais.

Ils ont assuré en même temps, par la création de laboratoires permettant de faire procéder à des analyses, la bonne qualité des marchandises livrées.

Ils ont favorisé également l'acquisition de semences sélectionnées donnant de meilleurs rendements, de plants américains, de produits chimiques pour le traitement de la vigne. Ainsi, en 1893, le syndicat d'Allex (Drôme) a fourni à ses membres pour 170.000 kilos d'engrais chimiques et le syndicat des agriculteurs de Saint-Marcellin pour

(1) Les cotisations payées par les membres des syndicats agricoles varient de 0 fr. 50 à 4 ou 5 fr.

390.000 kilos. Le syndicat de Villefranche-sur-Saône a livré à ses adhérents 45.000 kilos de sulfate de cuivre en 1890 et 500.000 mètres de bois américains en 1892 (1).

Grâce aux efforts des syndicats qui ont su les mettre à la disposition des paysans à des conditions particulièrement avantageuses, les machines agricoles ont commencé à se répandre dans les campagnes. « Beaucoup de syndicats ont acquis sur leurs ressources disponibles un certain nombre d'instruments, choisis parmi ceux qui se prêtent le mieux à un emploi successif pendant une période assez prolongée des travaux agricoles tels que charrues ordinaires et défonceuses, distributeurs d'engrais, semoirs, houes à cheval, scarificateurs, presses à fourrages, trieurs à grains, etc... Ces instruments, placés dans les dépôts organisés par le syndicat, y sont loués moyennant une faible redevance ou mêmes prêtés gratuitement aux adhérents qui désirent les utiliser (2) ». Ainsi le syndicat de Livron (Drôme), a acquis en 1892 une batteuse à vapeur, système Garet Pilter, de 9.700 francs, à l'aide d'une souscription ouverte parmi ses membres, le syndicat de Châteaudouble un trieur Marot, etc. (3).

Les syndicats de la Bretagne et des départements de l'est ont acquis pour leurs adhérents des animaux reproducteurs de choix en vue d'assurer l'amélioration des races. D'autres

(1) Claude Silvestre, Monographie de l'Union du Sud-Est, p. 39 et 199.

(2) De Rocquigny. La Coopération de production en agriculture, p. 13.

(3) Claude Silvestre, Monographie de l'Union du Sud-Est, p. 84.

ont commencé à dresser des listes généalogiques, connues sous les noms de *herd-books* pour l'espèce bovine et de *stud-books* pour l'espèce chevaline, permettant de fournir aux acquéreurs toutes les garanties relativement à l'origine des animaux et à leurs qualités héréditaires. Citons notamment le *stud-book* de la race boulonnaise dressé par le syndicat Boulonnais (1).

Des syndicats spéciaux se sont formés afin d'assurer la préservation des récoltes : syndicats de hannetonnage dans la Mayenne, l'Orne, la Manche, l'Aisne, etc..., syndicats de défense des vignes contre les gelées printanières par la production de nuages artificiels dans les départements de l'est, syndicats de destruction de l'anthronome du pommier en Bretagne.

Enfin, pour faire pénétrer dans les classes rurales, les nouveaux procédés d'exploitation du sol, un grand nombre de syndicats ont créé des champs d'expériences et de démonstration, organisé des conférences, des concours, publié des bulletins contenant de nombreux articles de vulgarisation.

Les succès obtenus, grâce au groupement des commandes, dans l'achat des engrais, devaient pousser les syndicats agricoles à tenter la vente directe au consommateur des produits de leurs adhérents afin de les libérer de la dîme prélevée par le nombre toujours croissant des intermédiaires. Mais là les résultats n'ont pas répondu aux espérances. Quelques syndicats seulement ont réussi à placer des produits de choix particuliers à leur région : vins, cidres,

(1) De Rocquigny, La Coopération de production dans l'agriculture, p. 57 et s.

eaux-de-vie, raisins frais, fruits et légumes, lait et beurre, animaux de race pure, etc... (1).

Les services matériels dont nous venons de parler, en faisant comprendre aux masses rurales les bienfaits de l'association, ont assuré le succès des syndicats agricoles. Ceux-ci ne se sont pas toutefois enfermés dans cette tâche un peu étroite. Ils ont cherché à transformer les conditions économiques de la vie des paysans en essayant de développer parmi eux les idées, jusqu'alors peu pratiquées dans les campagnes, de coopération, de crédit, d'assurance et d'assistance.

Pour réaliser cette nouvelle tâche, ils ont constitué à côté d'eux des institutions annexes ayant une existence propre.

En vue de procurer aux agriculteurs à meilleur compte les objets nécessaires à la nourriture, à l'habillement et à l'entretien de leurs familles que la loi du 21 mars 1884 ne les autorisait pas à fournir à leurs adhérents en groupant les commandes, comme pour les marchandises utiles à l'exploitation du sol, plusieurs syndicats ont fondé des sociétés coopératives, notamment le syndicat agricole de la Charente-Inférieure, le syndicat des agriculteurs du Puy-de-Dôme, le syndicat agricole et horticole d'Hyères, le syndicat régional du Tonnerrois (2).

Sous l'impulsion des syndicats se sont développées également, pour le plus grand profit des cultivateurs à qui elles permettent d'obtenir un prix plus rémunérateur de leurs

(1) De Rocquigny. La Coopération de production en agriculture, p. 143 et s.

(2) De Rocquigny. Les synd. agr. et le social. agraire, p. 149 et s.

produits, de nombreuses petites coopératives de production : laiteries ou beurreries dans les Charentes, le Poitou et la Bretagne, fromageries ou fruitières dans le Jura et les Vosges, distilleries et féculeries dans la Charente-Inférieure, boulangeries coopératives dans les départements de l'Ouest, associations pour la préparation des conserves d'abricots et des câpres dans les Bouches-du-Rhône (1).

En ce qui concerne le crédit dont le besoin s'était fait particulièrement sentir dans les campagnes, afin de permettre aux agriculteurs de lutter par l'amélioration de leurs systèmes de culture contre la concurrence des pays neufs, les syndicats ont été, suivant l'heureuse expression de M. Levasseur : « la molécule germinative des caisses de crédit agricole en France ». Ils ont compris les premiers que, pour reposer sur une base solide, le crédit rural devait être organisé, comme on l'a dit souvent, « par en bas » et non « par en haut » ainsi qu'on l'avait tenté jusqu'alors.

Le syndicat agricole de l'arrondissement de Poligny a créé, dès 1885, une association de crédit mutuel sous la forme d'une société anonyme à capital variable, régie par la loi du 24 juillet 1867 qui, ayant commencé ses opérations avec un capital de 10.000 francs, a pu faire dans une période de 8 ans des prêts s'élevant à plus de 700.000 francs. Cet exemple a été suivi par le syndicat des agriculteurs du Doubs, le syndicat des agriculteurs du canton de Genlis, le syndicat agricole de Saint-Florent-sur-Cher, etc.

D'autres syndicats ont fondé un certain nombre de

(1) De Rocquigny. La coopérat. de product. en agric., p. 74 et s.

caisses de crédit, sur le type des caisses Raiffeisen à responsabilité illimitée qui ont pris un si grand développement dans les provinces Rhénanes de l'Allemagne.

Enfin, la loi du 5 novembre 1894 est venue favoriser la création, par les syndicats agricoles et à côté d'eux, de sociétés de crédit mutuel rural en leur donnant certaines facilités dont ne jouissent pas les sociétés de crédit constituées suivant le droit commun.

L'organisation du crédit devait porter naturellement les syndicats à s'occuper de l'assurance agricole qui seule donne au gage toute sa valeur en augmentant la sécurité du créancier.

Une grande quantité de petites caisses d'assurances mutuelles ou de secours mutuels contre la mortalité du bétail se sont constituées sous leur impulsion dans la plupart des régions d'élevage de la France, notamment en Normandie, dans les Charentes, la Vendée, le Jura et la région pyrénéenne.

Les syndicats agricoles n'ont pas attendu non plus le vote de la loi du 18 juillet 1893 qui a mis fin à une longue injustice en organisant l'assistance médicale gratuite dans les campagnes, pour créer entre leurs membres des caisses de secours mutuels.

Dès 1886, le syndicat d'Allex (Drôme) a fondé une caisse de secours qui rembourse, dans la proportion de ses ressources, aux membres malades les frais de médecin et de médicaments. Le syndicat de Béligneux (Ain) a assuré à ses membres des prix de consultation réduits au moyen d'une convention spéciale passée avec les médecins du canton. Le syndicat de Belleville-sur-Saône (Rhône) a créé

une caisse d'aide mutuelle qui permet, lorsqu'un syndiqué est malade, d'assurer la culture de ses vignes (1).

La loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels, en facilitant la création de ces sociétés et en élargissant leur champ d'action, permettra à de nombreux syndicats de suivre cet exemple.

D'autres syndicats agricoles se sont occupés de la création de caisses de retraite pour les ouvriers des champs. Citons notamment les syndicats de Castelnaudary, de la Marne, de la Charente-Inférieure, etc.

Enfin, dans un grand nombre de syndicats ont été instituées des commissions d'arbitrage. Ces commissions tranchent rapidement et sans frais les conflits pouvant naître entre syndiqués des hasards du voisinage ou des affaires qui sont si souvent dans les campagnes, lorsqu'ils se perpétuent, la source de haines, parfois même de vengeances. C'est ainsi que le tribunal arbitral du syndicat agricole de Belleville-sur-Saône a donné, en huit mois, 171 consultations juridiques.

(1) Concours entre les synd. agr. au Musée social. Distribut. des récomp. p. 21, 27, 31.

CHAPITRE II

UTILITÉ DES UNIONS DES SYNDICATS AGRICOLES

La loi du 21 mars 1884 n'a pas fixé de limites à la circonscription des syndicats.

Les premiers syndicats agricoles qui se fondèrent embrassaient un ou plusieurs arrondissements, le plus souvent même un département. Vingt syndicats départementaux se créèrent en 1884-85 et vingt-six en 1886-87 (1).

Cette forme paraissait alors la meilleure pour la réalisation du but que se proposaient leurs fondateurs, à savoir le groupement des commandes pour l'achat des engrais minéraux, les réductions à obtenir sur les prix ordinaires du commerce devant être d'autant plus importantes que les quantités à fournir étaient plus considérables. Mais, lorsque le mouvement syndical se fut développé et que les syndicats agricoles tendirent à rendre à leurs adhérents, non plus seulement des services d'ordre matériel mais des services d'un ordre plus élevé, tels que la création de

(1) V. 1^{er} Congrès national des syndicats agricoles. Lyon, 1894, p. 30.

caisses de crédit rural, fondées soit sous le type Raiffeisen, soit sous le type de la loi du 5 novembre 1894, de caisses d'assurances contre la mortalité du bétail ou de caisses de retraites pour les travailleurs des champs, la circonscription départementale sembla trop vaste. L'esprit de solidarité, indispensable pour le bon fonctionnement de ces institutions, ne pouvait en effet exister entre les membres des grands syndicats ne se connaissant pas et entretenant seulement des rapports en quelque sorte administratifs avec le bureau de l'association auquel ils se bornaient à transmettre leurs commandes. On fut amené alors à donner la préférence aux circonscriptions communales ou cantonales.

Les petits syndicats ont l'avantage, en effet, de grouper des gens de même terroir, ayant des intérêts identiques, entretenant entre eux des relations fréquentes et pouvant véritablement se connaître et s'apprécier. Seuls ils sont susceptibles de revêtir un caractère véritablement mixte et démocratique, c'est-à-dire de réunir dans leur sein non seulement les grands propriétaires terriens, mais les petits cultivateurs, les fermiers, les métayers, les ouvriers des champs. Les réunions des assemblées générales y sont plus suivies. Ils assurent mieux le développement parmi leurs membres, des institutions diverses fondées sur la mutualité ; ils offrent véritablement, ainsi qu'on l'a dit justement, « comme une image de la famille agrandie ».

La supériorité des syndicats agricoles à petite circonscription a été généralement admise et ils se sont rapidement répandus. Leur développement a été particulièrement remarquable dans les régions où la propriété est le plus morcelée, notamment en Provence, en Dauphiné, en Bour-

gogne et en général dans toute la région de l'Est. Dans le Centre et dans l'Ouest, particulièrement en Bretagne et en Normandie où les grands propriétaires dominent, les syndicats à vaste circonscription ont subsisté.

Mais, en présence des services nouveaux que les agriculteurs réclamaient d'eux, les syndicats départementaux ont été obligés le plus souvent de modifier leur organisation.

La plupart se sont divisés en un certain nombre de sections, possédant chacune un bureau spécial et jouissant d'une certaine autonomie mais qui restent sous la tutelle du bureau central du syndicat. C'est ainsi que le syndicat agricole d'Anjou, dont l'action s'étend sur tout le département de Maine-et-Loire et qui compte 7.000 adhérents, a été obligé de créer 60 sections communales et 19 sections cantonales. Le syndicat agricole du Loiret, dont le nombre des adhérents est de 7.500 s'est divisé en 22 sections cantonales (1), etc...

Ce moyen de remédier aux inconvénients que présentent les syndicats à grande circonscription est ingénieux, mais nous verrons qu'on peut en contester la légalité s'il aboutit finalement à la création de petits syndicats dans un plus grand (2).

La meilleure circonscription syndicale paraît donc bien être la commune ou le canton. Mais si les petits syndicats offrent des avantages réels, on ne saurait nier qu'ils pré-

(1) V. Concours entre les Syndicats agricoles. Distribution des récompenses au Musée Social, 1897, p. 23 et 29.

(2) V. Chapitre III, p. 33

sentent aussi de graves inconvénients. Il est souvent difficile de trouver dans chaque commune rurale des hommes à la fois assez instruits et assez entreprenants pour fonder un syndicat ou en assurer le succès par une direction habile. Le nombre des adhérents des petits syndicats est nécessairement assez faible et ne permet pas de passer de gros marchés avec les fournisseurs. Les ressources dont peuvent disposer ces associations sont de peu d'importance et ne leur permettent pas parfois de faire même procéder à l'analyse indispensable des engrais. Enfin, en ce qui concerne l'étude et la défense des intérêts professionnels, ils ne jouissent pas de l'autorité suffisante pour faire entendre avec quelque chance de succès les revendications même les plus légitimes de leurs membres.

Les petits syndicats qui théoriquement sont les plus parfaits semblent donc devoir être en fait, dans bien des cas, condamnés à végéter. Mais ils peuvent heureusement, tout en conservant leurs qualités propres, procurer à leurs adhérents les mêmes avantages que les grands syndicats en se réunissant pour former entre eux des Fédérations ou Unions, comme les y autorise la loi du 21 mars 1884.

La nécessité des Unions de Syndicats à ce point de vue a été reconnue de bonne heure par les promoteurs du mouvement syndical. Le premier Congrès national des syndicats agricoles qui s'est tenu à Lyon les 22-25 août 1894 a été d'avis :

« Que les circonscriptions syndicales par excellence étaient les circonscriptions de communes, de cantons ou d'arrondissements selon les régions, la création d'Unions devant leur donner l'impulsion et l'appui nécessaires.

Que les syndicats départementaux existants pourraient rendre les mêmes services, en multipliant le plus possible leurs sections par arrondissement, canton ou commune (1). »

Nous avons vu que plusieurs syndicats départementaux avaient suivi ce dernier conseil. Un certain nombre d'autres grands syndicats, au lieu de se sectionner, se sont désagrégés pour donner naissance à de petits syndicats, le plus souvent communaux, complètement indépendants les uns des autres, mais qui se sont réunis ensuite pour former des Unions départementales. Ces transformations qu'on ne saurait qu'approuver, car elles respectent absolument la loi du 21 mars 1884, se sont produites notamment dans les départements de l'Ardèche, de la Loire et du Doubs (2). Beaucoup d'Unions départementales ont la même origine.

Les syndicats agricoles ont formé d'ailleurs, comme nous le verrons, des Unions beaucoup plus importantes.

Ce mouvement a été provoqué par les avantages que la fédération permet d'assurer aux syndicats affiliés.

Elle rend possible tout d'abord le groupement d'un nombre infini de commandes et permet ainsi aux adhérents d'obtenir pour les achats des engrais, des semences, des denrées nécessaires à l'alimentation du bétail, des instruments aratoires, des réductions de prix considérables.

Isolés, les syndicats agricoles ont été impuissants à trouver des débouchés pour les produits du sol. L'Union plus puissante permet, grâce à l'étendue de ses relations, de fournir aux agriculteurs des renseignements utiles sur les

(1) Congrès national des Syndicats agricoles, Lyon, 1894, p. 37.

(2) Concours entre les Syndicats agricoles au Musée Social, p. 36.

besoins des marchés étraagers. Elle permet également de faire connaître aux agriculteurs la situation des récoltes dans les autres pays. Si celles-ci sont mauvaises, il se produira presque nécessairement une hausse. Les spéculateurs, d'ordinaire avertis les premiers, achètent avant cette hausse la denrée qui a fait défaut et tirent seuls profit de l'événement. Ainsi, en 1885, à la suite d'une récolte peu abondante des lins en Russie, des commissionnaires sont venus accaparer à vil prix tous les lins disponibles dans le Nord de la France et ont seuls profité de la hausse survenue peu après. Une Union de syndicats, qui aurait informé de la situation en temps utile les agriculteurs, aurait permis à ceux-ci d'éviter une semblable déconvenue.

En ce qui concerne la défense des intérêts agricoles, l'Union est préférable à un syndicat particulier quelle que soit sa puissance, car ce syndicat ne représentera jamais qu'un petit groupe d'agriculteurs. Au contraire, l'Union pourra prétendre parler véritablement au nom des intérêts d'une région ou même au nom de l'agriculture tout entière. « Aujourd'hui, dans la guerre économique comme dans l'autre, dit M. Jonnart, c'est le nombre qui fait la force. Au lieu de disperser nos forces soyons le nombre. Au jour de la bataille groupons-nous et serrons-nous les coudes. Le système des petites délégations est à l'agriculture ce qu'a été à nos guerres coloniales le système des petits paquets. Ne recommençons pas une expérience désastreuse (1). »

(1) Jonnart. Discours prononcé à Arras en Nov. 1896 lors de la constitution de la Fédération des associations agricoles du Pas de Calais.

Les Unions peuvent, d'autre part, devenir le centre d'institutions exigeant pour leur fonctionnement une circonscription plus vaste que celles des syndicats et que ceux-ci, réduits à leurs propres forces, n'eussent pas été en état de créer, telles que grandes coopératives de production et de consommation, caisses régionales de crédit, caisses de réassurance contre la mortalité du bétail, etc...

Mais les Unions, abstraction faite des organes annexes fonctionnant à côté d'elles, sont principalement faites pour le conseil.

Elles peuvent jouer un rôle des plus utiles, à ce point de vue, dans la création des syndicats nouveaux.

Lorsque les éléments d'une association nouvelle viennent à se manifester dans une commune rurale, il leur appartient d'en favoriser la naissance, soit en indiquant les formalités à remplir, soit en préparant les modèles des statuts.

Sans leur aide, beaucoup de syndicats agricoles, fondés le plus souvent d'enthousiasme à la suite d'une conférence, ignorant leurs droits et leurs devoirs, eussent risqué de s'égarer.

Grâce au lien que l'Union établit entre les divers syndicats d'une région, ceux-ci peuvent, en se communiquant les résultats qu'ils ont obtenus, se prêter un enseignement mutuel leur permettant d'éviter des errements toujours préjudiciables dans la création des institutions diverses qu'ils seront appeler à fonder.

Enfin les Unions, par des conférences, des circulaires ou des bulletins qu'elles publient sont mieux à même qu'un syndicat isolé et souvent mal informé, de faire connaître aux agriculteurs les mesures législatives prises en leur fa-

veur, de les commenter et de faire ainsi produire à celles-ci tous les résultats attendus.

Ajoutons que dans tous les pays où les associations rurales ont pris un développement de quelque importance, en Allemagne, en Belgique, en Italie, elles ont été amenées à se fédérer entre elles.

Au 3^e Congrès international d'agriculture, tenu à Bruxelles les 8-16 septembre 1895, la 3^e section a émis le vœu suivant :

« La 3^e section appelle l'attention du Congrès sur la nécessité de grouper en ligues ou fédérations les paysans, en vue de favoriser leurs intérêts matériels ou moraux (1). »

(1) V. 3^e Congrès international d'agriculture, tenu à Bruxelles 8-16 sept. 1895, tome II, p. 92.

CHAPITRE III

LÉGALITÉ DES UNIONS DE SYNDICATS. — LEUR CAPACITÉ JURIDIQUE.

Les Unions de syndicats sont autorisées par l'article 5 de la loi du 21 Mars 1884, ainsi conçu :

Art. 5. — « Les syndicats professionnels, régulièrement constitués d'après les prescriptions de la présente loi, pourront librement se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, commerciaux et agricoles.

Ces Unions devront faire connaître, conformément au deuxième paragraphe de l'article 4, les noms des syndicats qui les composent.

Elles ne peuvent posséder aucun immeuble ni ester en justice. »

Cet article fut l'objet d'une vive discussion devant le Sénat qui ne se décida à l'admettre qu'en dernière délibération.

Les adversaires des Unions, MM. Marcel Barthe, Béranger, Lalanne, Allou redoutaient, en les autorisant, de mettre entre les mains de la classe ouvrière une arme

redoutable qui lui aurait permis l'organisation de grèves générales et la préparation d'une révolution violente.

Leurs partisans : MM. Tolain, Lagrange, Edouard Millaud et Waldeck-Rousseau faisaient valoir que les Unions existaient en fait depuis longtemps ; les ouvriers de France avaient leur Union de Chambres syndicales ; les typographes leur Fédération, les ouvriers du bâtiment formaient une Union célèbre et très ancienne connue sous le nom de Groupe de la Sainte-Chapelle (1). Enfin, depuis 37 ans, les Chambres syndicales de patrons étaient groupées dans une association intitulée « Union nationale du Commerce et de l'Industrie » ayant son siège à Paris rue de Lancry qui avait prêté un concours utile au gouvernement dans la rédaction de plusieurs projets de loi et dans l'organisation de sections françaises à diverses expositions internationales. Ces Unions, tolérées par l'Empire, n'avaient jamais commis aucun excès.

On fit observer enfin, justement, qu'à côté des intérêts spéciaux à chaque syndicat il existait des questions d'intérêt général, communes à plusieurs corps d'état quelquefois même à toute l'industrie d'une région ou d'un pays : douanes, transports, apprentissage, travail des enfants et des femmes, etc. qui ne pouvaient utilement être étudiées qu'en permettant aux groupements locaux de s'unir entre eux.

« Plus encore que les syndicats eux-mêmes ajoutait M. Lagrange, les Unions sont appelées à produire des

(1) Aujourd'hui : Chambres syndicales de la ville de Paris et du département de la Seine, industrie et bâtiment.

œuvres durables. Elles grouperont des forces qui resteraient impuissantes si elles restaient isolées (1). »

Des avantages ou des dangers que pouvaient présenter les fédérations de syndicats agricoles il ne fut pas question car, ainsi que nous l'avons dit, l'extension du bénéfice des dispositions de la loi aux agriculteurs n'eut lieu qu'à la dernière délibération et passa pour ainsi dire inaperçue (2).

Finalement, comme ce que semblait surtout redouter la Haute Assemblée était de voir se constituer dans l'Etat des associations puissantes, jouissant de ressources illimitées, M. Tolain, rapporteur, proposa d'autoriser les Unions de syndicats, mais en leur refusant la personnalité civile et l'article 5 fut voté.

Nature du droit concédé aux syndicats par l'article 5. — Cet article n'accorde-t-il aux syndicats que le droit de se concerter pour la défense de leurs intérêts communs ou bien leur permet-elle de constituer un groupe permanent, une association ayant une organisation hiérarchique et une caisse sociale ?

En faveur de la première opinion on pourrait faire remarquer que l'article 5 porte simplement que « les syndicats professionnels pourront librement se concerter et ajouter que le Sénat ne s'est rendu aux vœux de la Chambre qu'après une longue hésitation et seulement lorsqu'il eut été décidé que la personnalité civile serait refusée aux Unions.

(1) V. Journal officiel. Chambr. des dép. Déb. parlem. Séance du 6 mars 1883.

(2) Nous examinerons les critiques que l'on a adressées depuis aux Unions de syndicats agricoles, dans la 3^e partie de notre étude.

La deuxième opinion est cependant seule fondée.

Il est certain que les syndicats professionnels ont le droit de former entre eux de véritables associations soumises à la publicité et affranchies des articles 291 et suivant du Code pénal mais ne jouissant pas de la personnalité civile.

En premier lieu, le droit pour les syndicats de correspondre entre eux, de se concerter, de tenir même des réunions publiques leur appartient en vertu de la loi du 30 juin 1881 sur la liberté de réunion, et si l'article 5 avait été rédigé uniquement dans le but de leur reconnaître ce droit, il ne présenterait aucune utilité.

Les paragraphes 2 et 3 de l'article 5 parlent d'ailleurs des Unions comme si elles formaient de véritables associations, puisque le paragraphe 2 les astreint à une déclaration de naissance, en les obligeant à faire connaître les noms des syndicats qui les composent et le paragraphe 3 leur interdit de posséder des immeubles et d'ester en justice.

Les discussions qui ont eu lieu au Sénat et à la Chambre ne laissent d'ailleurs aucun doute sur ce point. Ce qu'on a voulu autoriser, ce sont les Unions de syndicats telles qu'elles existaient en fait en 1884, c'est-à-dire de véritables associations, mais sous deux conditions toutefois : qu'elles ne fussent pas occultes et qu'elles ne constituassent pas des personnes morales.

Formalités exigées pour la constitution des Unions des syndicats. — Le paragraphe 2 de l'article 5 dispose que : « Les unions devront faire connaître, conformément au § 2 de l'article 4, les noms des syndicats qui les composent. »

L'article 4 visé par l'article 5 est ainsi conçu :

Art. 4 : « Les fondateurs de tout syndicat professionnel

devront déposer les statuts et les noms de ceux qui, à un titre quelconque, seront chargés de l'administration ou de la direction.

Ce dépôt aura lieu à la mairie de la localité où le syndicat est établi et, à Paris, à la Préfecture de la Seine.

Ce dépôt sera renouvelé à chaque changement de la direction ou des statuts.

Communication des statuts devra être donnée par le maire ou par le Préfet de la Seine au procureur de la République.

Les membres de tout syndicat professionnel chargés de l'administration ou de la direction de ce syndicat devront être Français et jouir de leurs droits civils. »

Ainsi l'article 5 exige que les Directeurs d'une Union fassent connaître, dans les départements, à la mairie de la localité où l'Union est établie et, à Paris, à la Préfecture de la Seine, les noms des syndicats affiliés. Cette formalité est destinée à empêcher la constitution clandestine des Unions de syndicats.

Il résulte d'ailleurs implicitement du texte de l'article 5 que toute adhésion nouvelle d'un syndicat à une Union déjà existante devra faire l'objet d'une déclaration supplémentaire.

Mais toutes les dispositions de l'article 4 applicables aux syndicats professionnels, le sont-elles également aux Unions, notamment le dépôt des statuts, des noms des administrateurs ou directeurs, l'obligation pour ces derniers d'être Français et de jouir de leurs droits civils ?

D'après une première opinion, toutes les formalités imposées aux syndicats devraient l'être aux Unions car il n'a pu entrer, dit-on, dans l'intention du législateur d'accorder

à celles-ci, qu'il n'a admises qu'après une vive discussion, plus de faveur qu'aux syndicats. On ajoute que telle est l'interprétation donnée au texte de la loi par M. Waldeck-Rousseau, ministre de l'Intérieur, dans sa circulaire aux préfets du 25 août 1884 (1) qui porte que « Les Unions de syndicats n'ont besoin, pour se former, d'aucune autorisation préalable. Il suffit qu'elles remplissent les formalités prescrites par les articles 4 et 5 combinés, c'est-à-dire qu'elles déposent à la mairie du lieu où leur siège est établi et, s'il est établi à Paris, à la Préfecture de la Seine, le nom des syndicats qui les composent. Si l'Union est régie par des statuts, elle doit également les déposer. Il est également nécessaire que l'Union fasse connaître le lieu où siègent les syndicats.

Les autres formalités à remplir sont les mêmes pour les unions et pour les syndicats. »

D'après une seconde opinion qui nous paraît mieux fondée il faut s'en tenir au texte de la loi. Or l'article 5 renvoie simplement au paragraphe 2 de l'article 4 et non pas à l'article 4 tout entier.

On ne saurait d'ailleurs soutenir qu'il y a eu inadvertance de la part du législateur.

La Commission du Sénat demandait en effet, en 1882, dans son projet :

1° Le dépôt des statuts de l'Union par ses fondateurs avec déclaration des syndicats affiliés et des administrateurs ou directeurs de l'Union.

(1) V. cette circulaire dans Ledru et Worms. Commentaire de la loi du 21 mars 1884.

2° La qualité de Français et la jouissance des droits civils de la part des administrateurs ou directeurs.

3° Le siège en France de tous les syndicats unis.

4° La personnalité civile au profit des Unions.

Or, de ces diverses propositions une seule a reçu la consécration légale, celle qui exige la déclaration à la Mairie dans les départements et à la Préfecture de la Seine, à Paris, des noms des syndicats affiliés.

M. Millaud, membre de la Commission du Sénat, le disait formellement : « La déclaration de l'Union à la Mairie ou à la Préfecture de la Seine *nous a paru suffisante*. Les syndicats légalement constitués ont rempli toutes les formalités indiquées par l'article 4. Pour connaître le caractère et l'importance d'une Union quelconque, il suffira de connaître les noms des syndicats qui la composent. Le gouvernement, le public et les intéressés sont parfaitement renseignés (1). »

Il convient enfin de faire remarquer que l'on est en présence d'une disposition pénale, or les dispositions pénales ne sont pas susceptibles d'interprétation extensive. Si les Unions de syndicats ne remplissent pas toutes les formalités exigées par l'article 4, on ne pourra, en l'absence d'un texte précis, prononcer contre elle aucune peine.

Nous pensons d'ailleurs que le législateur a eu tort de renvoyer seulement au paragraphe 2 de l'article 4. Les Unions constituent une personne distincte de celle des syndicats qui les composent et elles peuvent poursuivre un but différent. Il eut donc été logique que toutes les forma-

(1) V. Journal Off. Déb. parlement. Sénat, année 1884, p. 462.

lités exigées pour la constitution des syndicats le fussent également pour la constitution des Unions.

La loi est boiteuse ; mais c'est au législateur et non pas à l'interprète qu'il appartient de la redresser.

M. Waldeck-Rousseau l'a compris. Le projet de loi portant modifications à la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, qu'il a déposé sur la tribune de la Chambre le 14 Novembre 1899, modifie notamment l'article 5 de cette loi et renferme un alinéa ainsi conçu :

Art. 5, alinéa 2. — « Les dispositions de l'article 4 sont applicables aux Unions de syndicats qui devront, en outre, faire connaître les noms des syndicats qui les composent (1). »

Capacité juridique des Unions de syndicats. — Les Unions, à la différence des syndicats, ne jouissent pas de la personnalité civile. « Puisque la personnalité civile, disait M. Tolain, le deuxième rapporteur de la loi au Sénat, inquiète un grand nombre de nos collègues, et que nous ne croyons pas que ce soit, pour les Unions, une chose nécessaire à leur développement, nous donnons satisfaction à ces appréhensions, à ces craintes et nous supprimons la personnalité civile (2). »

Le dernier paragraphe de l'article 5 porte que les Unions ne peuvent posséder aucun immeuble ni ester en justice. Mais elles peuvent avoir un capital mobilier provenant des cotisations des syndicats affiliés et qui restera la propriété

(1) V. Journal offic., 1899. Docum. parlement. Chambre. Annexe 1185.

(2) V. Journ. offic. Déb. parlem. 1884, p. 457.

indivise de ces syndicats. Elles pourront de même soutenir un procès dans lequel les intérêts de l'Union seront engagés, mais à la condition que ces actions soient introduites par ou contre tous les syndicats affiliés.

En un mot les Unions constituent des associations pures et simples sans personnalité civile, comme les cercles, les comices agricoles, les sociétés musicales et on doit leur étendre toutes les règles applicables à ces sortes d'associations.

Il est d'ailleurs facile aux Unions de remédier au défaut de personnalité civile. Il leur suffit de s'adjoindre un syndicat qui, possédant cette qualité, exécute tous les actes qu'elles sont incapables de faire. Nous verrons que l'Union des syndicats des agriculteurs de France a eu recours à ce moyen. Elle s'est adjointe un syndicat, connu sous le nom de Syndicat central, dont la circonscription embrasse toute la France et qui lui sert en quelque sorte d'homme d'affaires ou de courtier. Cette combinaison ingénieuse côtoie la loi sans la violer.

D'autres Unions de syndicats agricoles sont arrivées à un résultat identique, en créant à côté d'elles des sociétés coopératives.

Ajoutons que le projet de loi de M. Waldeck-Rousseau sur les syndicats professionnels concède aux Unions de syndicats la personnalité civile.

L'article 5 nouveau porte en effet que : « les Unions pourront ester en justice. Elles pourront posséder les immeubles qui sont nécessaires à leurs bureaux, à leurs réunions et à leurs bibliothèques, cours d'instruction professionnelle, collections, laboratoires, champs d'expériences, abris pour machines, pour bestiaux ou pour ins-

truments, bourses du travail, ateliers d'apprentissage, hospices et hôpitaux.

Elles pourront recevoir des dons et legs avec affectation à ces institutions.

Les statuts prévoient la destination de ces biens en cas de dissolution de l'Union. »

L'exposé des motifs fait observer qu'il n'y a aucune raison plausible pour obliger les syndicats à recourir à un artifice légal lorsqu'ils veulent posséder en commun les locaux de leurs assemblées générales, leurs bibliothèques, leurs collections, etc... et que les asiles ou refuges pour les chômeurs ou les voyageurs, les maisons de retraite pour les vieillards et les infirmes peuvent être l'œuvre d'une Union de syndicats plutôt que d'un syndicat isolé.

Cette faculté nouvelle concédée aux Unions de syndicats n'est pas aussi dangereuse qu'elle le pourrait paraître au premier abord. La personnalité civile qu'on se propose de leur accorder n'est *qu'une personnalité restreinte*. Les immeubles qu'on les autorise à posséder sont seulement ceux *qui sont nécessaires à leur fonctionnement*.

Ajoutons que la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels autorise ces sociétés à former entre elles des Unions jouissant de la personnalité civile qui peuvent recevoir sous certaines conditions des dons et legs mobiliers. Les Unions de sociétés approuvées peuvent être en outre autorisées à acquérir les immeubles nécessaires soit à leur service d'administration soit à leur service d'hospitalisation.

Nous croyons cependant que les dispositions nouvelles de l'article 5 seront l'objet d'une vive discussion devant le Parlement. On hésitera à donner aux Unions de syndicats

une puissance trop grande, dans la crainte de les voir former un jour un Etat dans l'Etat.

Affiliations illégales de syndicats. — Les syndicats professionnels ne peuvent se grouper entre eux qu'à la condition de respecter scrupuleusement les prescriptions de l'article 5 de la loi du 21 mars 1884.

Un syndicat ne saurait par suite admettre parmi ses membres d'autres syndicats. Ainsi, un syndicat agricole général ne pourrait pas admettre dans son sein comme adhérents, sans former avec eux une Union proprement dite, des syndicats spéciaux de moindre importance, tels que des syndicats de pépiniéristes ou d'horticulteurs.

En vue d'éluder cette défense, plusieurs syndicats agricoles départementaux ont imaginé de former des groupes cantonaux ou communaux ayant une chambre syndicale distincte et constituant de véritables petits syndicats indépendants ; nous avons signalé notamment comme ayant eu recours à ce procédé, les syndicats agricoles d'Anjou et du Loiret. Mais le plus typique est le syndicat des agriculteurs de l'Indre dont l'article 18 des statuts porte que :

« Les groupes cantonaux *sont de véritables syndicats particuliers*. Ils s'organisent au chef-lieu de canton et nomment eux-mêmes leurs chambres syndicales.

Ils forment avec le syndicat central du département *une Union syndicale*. Ils devront, pour se conformer à l'article 4 de la loi du 21 mars 1884, faire à la mairie le dépôt de leurs statuts et des noms de leurs dignitaires (1). »

(1) Le Syndicat des agriculteurs de l'Indre a modifié ses anciens statuts et y a fait disparaître cette disposition illégale.

Ce syndicat qui remplit ainsi indûment l'office d'une union de syndicats est illégal et, si le parquet le requiert, les tribunaux devront en prononcer la dissolution.

Pour que la division d'un syndicat départemental en sections cantonales ou communales ne soit pas illégale, il faut que les comités locaux soient simplement les mandataires du syndicat lui-même, qu'ils ne jouissent pas d'un pouvoir propre d'administration et qu'ils n'aient ni patrimoine distinct, ni caisse spéciale (1).

Composition et circonscription des Unions. — Les Unions ne peuvent être formées qu'entre syndicats constitués régulièrement suivant les termes de l'article 2 de la loi du 21 mars 1884, c'est-à-dire ne comprenant que « des personnes exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés ». Mais elles peuvent réunir, ainsi qu'il résulte clairement des discussions parlementaires, des syndicats appartenant à des professions distinctes. Des syndicats agricoles auraient donc la faculté de s'unir à des syndicats commerciaux ou industriels. En fait aucune Union de ce genre n'existe.

La loi n'a fixé d'ailleurs de limites ni en ce qui concerne le nombre des syndicats pouvant faire partie d'une Union, ni en ce qui concerne l'étendue territoriale qu'une Union peut embrasser.

Un syndicat peut appartenir à plusieurs Unions. C'est ainsi qu'un grand nombre de syndicats agricoles sont

(2) V. en ce sens Boullaire. Manuel des syndicats profess. agricoles, p. 237.

affiliés à deux et souvent même à trois Unions différentes.

Mais la loi qui a été très large relativement aux conditions de groupement des syndicats entre eux n'a pas permis à une Union de s'affilier à une autre Union. Une pareille fédération serait illégale et les tribunaux devraient en prononcer la dissolution.

CHAPITRE IV

DIVERSES SORTES D'UNIONS DE SYNDICATS AGRICOLES

La faculté accordée par la loi du 21 mars 1884 aux syndicats de se concerter entre eux pour l'étude et la défense de leurs intérêts communs répond tellement au besoin naturel qu'ont de se rapprocher les hommes poursuivant un même but à l'aide des mêmes institutions, qu'elle a été bien vite exercée.

Dès 1886, les syndicats agricoles ont commencé à former entre eux des Unions.

L'article 5 de la loi du 21 mars 1884 n'ayant pas, comme nous venons de le voir, fixé de limites à la circonscription de ces associations, on peut concevoir *a priori* trois sortes d'Unions de syndicats agricoles : ou une vaste Union embrassant tout le territoire français, ou des unions s'étendant sur les différentes régions agricoles du pays, ou de petites Unions locales groupant seulement quelques syndicats.

Ces trois types ont été réalisés par les syndicats agricoles. Ils ont formé en effet entre eux :

1° Une Union centrale ;

2° Des Unions régionales ;

3° Des Unions locales.

Nous allons étudier successivement l'organisation et le fonctionnement de ces trois sortes d'Unions.

I. *Union centrale.* — L'Union centrale ou, plus exactement, l'Union des syndicats des agriculteurs de France, a été créée le 3 mars 1886.

C'est la plus vaste des Unions de syndicats agricoles. Elle embrasse tout le territoire et possède des syndicats affiliés dans tous les départements.

Elle a comme objet général le concert des syndicats unis pour l'étude et la défense des intérêts économiques agricoles.

Son programme a été plus explicitement formulé par l'article 10 de ses statuts.

Aux termes de cet article, elle se propose notamment :

« 1° De servir aux syndicats unis de centre permanent de relations et de leur procurer les moyens et renseignements nécessaires pour les faire profiter de marchés avantageux et des tarifs de transport à prix réduits.

2° D'encourager la création de nouveaux syndicats.

3° De recueillir et communiquer aux syndicats unis toutes les indications venant soit de l'intérieur, soit de l'étranger, qui seraient propres à les éclairer sur la situation respective des récoltes, sur les offres et demandes et à guider ainsi les syndicats et leurs membres dans leurs opérations et marchés.

4° De leur donner des avis et conseils en toute matière contentieuse ou technique sur lesquelles les syndicats unis jugeraient utile de la consulter, soit dans l'intérêt propre

des syndicats, soit dans l'intérêt particulier de leurs membres.

5° De leur faciliter l'usage du laboratoire de la Société des agriculteurs de France, pour l'analyse des terres, engrais et autres matières (1). »

L'Union est administrée et dirigée par une Chambre syndicale composée de 50 membres faisant partie des syndicats unis et désignés pour moitié par la Chambre elle-même, pour l'autre moitié par l'Assemblée générale de l'Union.

La Chambre syndicale, dont les membres sont nommés pour 5 ans, peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un Bureau comprenant un président, quatre vice-présidents, un secrétaire général, deux secrétaires, un trésorier et huit membres.

Elle présente à l'Assemblée générale un rapport sur l'ensemble des opérations de l'Union.

Cette Assemblée générale se réunit tous les ans à la fin de février. Elle se compose des membres de la Chambre syndicale, des présidents des syndicats affiliés et des délégués nommés par ces syndicats, au nombre de trois pour les syndicats départementaux, de deux pour les syndicats d'arrondissement et d'un seul pour les autres syndicats.

L'Assemblée entend le rapport qui lui est présenté par le président, au nom de la Chambre syndicale, sur la situation de l'Association et sur les opérations de l'année précédente. Puis elle discute les questions relatives au fonc-

(1) Voyez ces statuts notamment dans Hautefeuille. *Annuaire des synd. agr.* 1894-95, p. 1225.

tionnement des syndicats ou aux intérêts généraux de l'agriculture et exprime des vœux qui sont portés ensuite devant l'Assemblée générale de la Société des agriculteurs de France pour être soumis ensuite, s'il y a lieu, soit aux pouvoirs publics, soit aux administrations publiques, soit aux compagnies de transport.

Ces Assemblées générales constituent comme une sorte de Congrès annuel des syndicats agricoles. Elles permettent aux délégués des syndicats des différentes régions de la France d'échanger leurs vues, de faire connaître les résultats qu'ils ont obtenus dans leurs circonscriptions et de se donner ainsi un enseignement mutuel des plus utiles.

Par l'envoi fréquent de circulaires, par la publication d'une feuille : « La Correspondance mensuelle », qui, depuis le 1^{er} juin 1899, s'est transformée en un « Bulletin », L'Union maintient d'ailleurs en tout temps entre elle et les associations qui lui sont affiliées une parfaite conformité de vues et les tient au courant des progrès qui se réalisent dans l'œuvre syndicale.

Les ressources de l'Union sont formées au moyen des cotisations des syndicats adhérents ou des subventions qui peuvent lui être accordées.

Les cotisations sont annuelles ; elles sont fixées d'après le nombre des membres de chaque syndicat, à raison de 0 fr. 10 par membre, sans que cependant le total puisse jamais dépasser 25 francs pour un syndicat cantonal, 50 francs pour un syndicat d'arrondissement et 100 francs pour un syndicat départemental.

Chaque syndicat adhérent peut d'ailleurs se retirer de l'Union quand bon lui plaît. Il conserve son autonomie et

sa complète indépendance en ce qui concerne sa gestion. Il n'est pas responsable des actes de gestion et d'administration de l'Union.

En vue de rendre aux nombreux syndicats qui lui sont affiliés des services pratiques de toutes natures pour leurs achats, ventes, échanges, etc., l'Union centrale a créé à côté d'elle, dès 1886, un syndicat dénommé « Syndicat central des Agriculteurs de France » qui, jouissant de la personnalité civile, lui prête son concours pour tous les actes qui lui sont interdits.

Ce syndicat dont le siège est établi à Paris, 19 rue Louis-le-Grand, étend, de même que l'Union centrale, son action sur toute la France.

A l'égard de ses adhérents, qui en 1894 étaient déjà au nombre de 7.066, il remplit exactement le même rôle qu'un syndicat de moindre circonscription.

Pour leur venir en aide, il a fondé notamment à Paris un office de renseignements et d'entremise.

Aux termes de l'article 3 des statuts du syndicat :

« Cet office se charge sans responsabilité : 1^o de favoriser la vente des produits agricoles ; 2^o de centraliser les demandes d'achats de machines, engrais, semences, etc., émanant soit des membres du syndicat central, soit des syndicats ou associations agricoles qui useront de son entremise, de manière à les faire profiter des remises obtenues des fournisseurs en raison de l'importance de ces commandes (1). »

(1) Voyez ces statuts dans Hautefeuille. Annuaire des synd. agr., 1894-95, p. 1258.

Les avantages qui résultent du fonctionnement de cette institution pour les syndiqués sont considérables.

Mais le Syndicat central ne fait pas profiter de ses opérations ses seuls adhérents. Il vient également en aide aux syndicats affiliés à l'Union centrale. Son rôle est ici plus compliqué. M. de Rocquigny l'expose comme il suit (1).

« La loi de 1884 n'autorise pas un syndicat agricole à traiter ses achats par l'entremise d'un autre syndicat ; il en résulte que le Syndicat central n'est pas en droit de faire des fournitures directes aux syndicats de l'Union qui s'adressent à lui. Son office se borne à transmettre des renseignements et à mettre l'acheteur en rapport avec le fournisseur pour qu'ils puissent traiter ensemble. Le rôle du syndicat central se rapproche donc beaucoup de celui d'un courtier ; mais le résultat est à peu près le même quant au bénéfice de la concentration des commandes, car le Syndicat central, administré gratuitement, est un courtier désintéressé qui ne prélève dans ces négociations que le remboursement de ses frais généraux. L'importance de la clientèle ainsi groupée permet au fournisseur, assuré d'un écoulement rapide et affranchi de charges coûteuses telles que l'emploi des négociants intermédiaires, représentants et dépositaires, de rapprocher le plus possible pour le consommateur le prix d'achat de celui de la vente en gros. »

Grâce à ce moyen ingénieux et à sa forte organisation, l'Union centrale a pu rendre de grands services aux agri-

(1) De Rocquigny. Les syndicats agricoles et le socialisme agraire, p. 93.

culteurs. Aussi le nombre de ses adhérents n'a-t-il fait que s'accroître chaque année. Lors de sa création elle groupait seulement quelques syndicats. En 1894, elle en comprenait 340, en 1893, 510 et, en 1899, 830, représentant un nombre d'adhérents qu'on peut évaluer de 500.000 à 600.000 environ (1).

Elle constitue actuellement la plus importante des Unions de syndicats agricoles.

II. *Unions régionales.* — L'Union centrale a été une œuvre puissante de centralisation qui s'est donné surtout pour mission la défense des intérêts généraux de l'agriculture. Mais, en raison de l'étendue énorme de sa circonscription, il est difficile à l'Union de connaître les besoins d'un grand nombre de ses adhérents par suite de leur éloignement.

En dehors des intérêts généraux de l'agriculture il existe d'ailleurs des intérêts spéciaux à chaque région agricole de la France.

L'administration a divisé depuis longtemps déjà, pour l'organisation des concours agricoles, le pays en douze régions distinctes, comprenant chacune sept ou huit départements, suivant la nature des cultures et des produits du sol (2).

L'idée de former des Unions entre les syndicats de ces

(1) Ces chiffres nous ont été donnés au siège social de l'Union, 8, rue d'Athènes.

(2) La division de la France en 12 régions agricoles, pour l'organisation de concours régionaux, date d'un arrêté ministériel de 1865 qui depuis 1885 a été plusieurs fois modifié. V. Marchand, les Concours agricoles.

différentes régions, pour l'étude et la défense plus efficace de leurs intérêts propres, devait naturellement venir à l'esprit des promoteurs du mouvement syndical agricole.

Les fondateurs de ces Unions semblent avoir obéi en même temps à une autre pensée, celle de réaliser au point de vue économique, dans le cadre des anciennes provinces, une véritable œuvre de décentralisation.

Le premier Congrès national des syndicats agricoles tenu à Lyon en 1894 a adopté les conclusions suivantes :

« Le Congrès est d'avis que toutes les régions agricoles de la France doivent être dotées le plus tôt possible d'Unions régionales destinées à venir en aide aux syndicats agricoles de leur circonscription, aussi bien dans l'exercice de leur rôle matériel que dans l'accomplissement de leur rôle social (1) ».

Des conclusions identiques ont été votées au Congrès d'Angers (2) et au Congrès d'Orléans (3).

Les Unions régionales se sont développées assez rapidement.

Leur organisation est à peu près identique.

Elles sont administrées par un bureau composé d'un président, d'un ou plusieurs vice-présidents, d'un trésorier, d'un ou plusieurs secrétaires et d'un nombre variable de membres élus ordinairement pour 3 ans par l'Assemblée générale. Celle-ci qui est composée des membres du bureau et de délégués des syndicats unis, se réunit au moins une

(1) Congrès national des synd. agr. Lyon, 1894, p. 69.

(2) Congrès national des synd. agr. Angers, 1895, p. 26 et 58.

(3) Congrès national des synd. agr. Orléans, 1897, p. 57.

fois par an. Les décisions y sont prises à la majorité des membres présents.

Les Unions régionales entretiennent d'ailleurs des relations continues avec leurs affiliés par la publication d'un bulletin mensuel ou bimensuel distribué à tous les syndicats adhérents.

Le patrimoine de ces associations est formé des cotisations annuelles dues par chaque syndicat et des subventions qui peuvent leur être accordées. Les cotisations sont fixées ordinairement à 0 fr. 10 par membre de chaque syndicat affilié mais avec un minimum de 5 francs, le maximum de la cotisation étant de 10 francs pour les syndicats cantonaux, de 25 francs pour les syndicats d'arrondissement et de 50 francs pour les syndicats départementaux. Les statuts d'un grand nombre d'Unions portent en outre que leur patrimoine peut être accru des dons ou legs qui pourront leur être faits ; mais cette disposition est illégale, la loi du 21 mars 1884 n'ayant conféré aux Unions de syndicats ni la personnalité civile ni la faculté de recevoir des libéralités.

Chacune des Unions régionales a « un comité de législation et de contentieux », composé non seulement de propriétaires ruraux mais de juristes, auquel les syndicats unis peuvent s'adresser pour obtenir les conseils particuliers dont ils ont besoin, soit en matière contentieuse, soit au sujet des formalités à remplir pour la création de sociétés coopératives, de sociétés de crédit ou d'assurance. Ces comités tranchent également les conflits pouvant naître entre les syndicats unis. Ils sont chargés de la rédaction des vœux à soumettre soit aux Assemblées générales, soit, après le vote de celles-ci, aux pouvoirs publics ou aux Compagnies de transport. Ils

commentent les lois nouvelles intéressant l'agriculture et leurs commentaires sont insérés dans les bulletins des Unions.

Ajoutons que la plupart des Unions régionales, afin de rendre à leurs adhérents des services matériels, ont créé à côté d'elles, non plus comme l'Union centrale un syndicat chargé d'exécuter leurs ordres, procédé dont la légalité est douteuse, mais des sociétés coopératives indépendantes.

Ces Unions sont actuellement au nombre de dix.

La plus ancienne et la plus puissante est l'Union du Sud-Est. Elle a été fondée le 24 octobre 1888. Sa circonscription s'étend sur les 10 départements suivants : Savoie, Haute-Savoie, Ain, Isère, Drôme, Ardèche, Rhône, Haute-Loire, Loire et Saône-et-Loire. Son siège est établi à Lyon. Le nombre des syndicats qui lui sont affiliés a été sans cesse en augmentant ; presque tous sont cantonaux ou communaux. En 1888, on en comptait 38, en 1891 54, en 1894, 74, en 1897 1820 et, à la fin de 1899, 245 groupant au total environ 60.000 agriculteurs.

L'Union des Alpes et de Provence s'étend sur la région des Alpes et sur la région méditerranéenne. Fondée le 6 décembre 1892, elle comprend 9 départements : Alpes-Maritimes, Hautes-Alpes, Var, Vaucluse, Bouches-du-Rhône, Gard, Basses-Alpes, Corse et Drôme, ce dernier est mixte avec l'Union du Sud-Est. Son siège social est établi à Marseille. Les 91 syndicats qui lui ont donné leur adhésion sont la plupart communaux. Ils comptent ensemble environ 18.000 membres. En vue de mieux connaître les besoins spéciaux de chaque partie de sa circonscription, l'Union organise tous les ans des Congrès locaux dans différentes

villes. Le premier s'est tenu aux Arcs en 1898, le 2^e à Avignon en 1899. Le 3^e aura lieu à Hyères ou à Aix.

Le réveil de la vie provinciale est très marqué dans cette Union. La plupart des syndicats affiliés ont des chants provençaux remarquables et l'illustre poète Mistral a ouvert l'an dernier un concours entre les félibres, en vue de doter l'Union d'un chant spécial.

L'Union des syndicats agricoles et viticoles de Bourgogne et de Franche-Comté, ou comme on l'appelle encore l'Union des deux Bourgognes, groupe les syndicats des départements des deux anciennes provinces dont elle porte le nom : Côte-d'Or, Haute-Marne, Haute-Saône, Jura, Doubs, Saône-et-Loire, Nièvre et Yonne. Ces trois derniers départements sont toutefois mixtes avec les deux Unions voisines du Sud-Est et du Centre.

Elle a été fondée le 12 mars 1892 ; son siège social est à Dijon. Les syndicats qui lui sont affiliés sont au nombre de 98, représentant environ 40.000 adhérents.

Cette Union s'occupe surtout de la défense des intérêts viticoles et du développement de l'industrie fromagère dans le Jura.

L'Union du Nord, dont le siège est à Boulogne-sur-Mer, a été créée le 16 août 1891 et comprend six départements : Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, Oise et Ardennes.

Les syndicats agricoles sont moins développés dans cette région et peu portés à se fédérer en raison de l'esprit individualiste des cultivateurs. L'Union n'en groupe qu'une dizaine seulement. Elle s'est occupée notamment de la défense des intérêts des cultivateurs de betteraves sucrières.

L'Union de Normandie, fondée en 1892, groupe les cinq

départements normands, pays de riches pâturages, où l'élevage des bêtes à cornes et des chevaux prédomine. Son siège est à Caen. Elle comprend 16 syndicats dont deux départementaux, ceux du Calvados et de la Manche possédant environ 15.000 membres. Elle s'attache principalement à favoriser la vente des bestiaux et des chevaux et à défendre les intérêts de l'industrie cidricole.

L'Union de Bretagne, ou Union des syndicats agricoles et horticoles bretons, a été créée le 2 janvier 1895. Son siège est à Rennes. Elle embrasse les cinq départements de la province et réunit une trentaine de syndicats dont quelques-uns sont départementaux et comptent en tout près de 11.000 membres.

Cette Union, outre la défense des intérêts agricoles de la région, à peu près identiques à ceux de la région normande, cherche des débouchés nouveaux pour les primeurs en Angleterre.

L'Union du Centre dont le siège est à Orléans englobe huit départements : Loiret, Eure-et-Loir, Loir-et-Cher, Cher, Indre, Indre-et-Loire, Yonne et Nièvre, ces deux derniers sont mixtes avec l'Union voisine de Bourgogne et de Franche-Comté. Des 20 syndicats qu'elle groupe, trois sont départementaux, les autres d'arrondissement ou communaux et représentent en bloc 25.000 membres. Son fondateur avait eu surtout pour but en la créant, le 11 mars 1892, d'organiser par le groupement la vente des produits du sol à des prix rémunérateurs. Nous verrons que cette Union a en outre fondé une société d'assurance mutuelle contre les accidents, qui a pleinement réussi.

L'Union de l'Ouest, fondée le 19 mai 1893, comprend

Unions régionales

NOMS DES UNIONS	DATE DE FONDATION	SIÈGE SOCIAL	DÉPARTEMENTS COMPRIS DANS L'UNION	NOMBRE DE DÉPARTEM. DANS L'UNION	NOMBRE DE SYNDICATS	NOMBRE APPROXIMATIF D'ADHÉRENTS
Union du Sud-Est	24 octobre 1888	Lyon	Savoie, Haute-Savoie, Ain, Isère, Drôme, Ardèche, Ille-Loire, Loire, Rhône, Saône-et-Loire.	10	245	60 000
Union des Alpes et de Provence	6 décembre 1892	Marseille	Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Alpes-Mari-times, Var, Vaucluse, Bouches-du-Rhône, Gard, Drôme, Corse.	9	91	18 000
Union de Bour- gogne et de Fran- che-Comté	12 mars 1892	Dijon	Côte-d'Or, Haute-Marne, Haute-Saône, Doubs, Jura, Territoire de Bel-fort, Saône-et-Loire, Nièvre, Yonne.	9	98	40 000
Union du Nord	16 août 1891	Boulogne-sur- Mer	Nord, Pas-de-Calais, Somme, Oise, Aisnes, Ardennes.	6	10	4 000
Union de Normandie	10 Mars 1892	Caen	Seine-Inférieure, Eure, Orne, Calvados, Man-che.	5	16	15 000

Union de Bretagne	2 janvier 1895	Rennes	Ille-et-Vilaine, Loire-Inférieure, Morbihan, Côtes-du-Nord, Finistère.	5	30	11 000
Union de l'Ouest	19 mai 1893	Angers	Mayenne, Sarthe, Maine-et-Loire, Vendée, Deux-Sèvres, Vienne.	6	32	18 000
Union du Centre	11 mars 1892	Orléans	Loiret, Eure-et-Loir, Loire-et-Cher, Cher, Indre, Indre-et-Loire, Yonne, Nièvre.	8	20	19 000
Union du Sud-Ouest	10 juin 1889	Bordeaux	Charente-Inférieure, Charente, Dordogne, Gironde, Lot-et-Garonne, Landes, Gers, Hautes-Pyrénées, Basses-Pyrénées.	9	17	20 000
Union du Midi	19 juin 1897	Toulouse	Lot, Aveyron, Gers, Cantal, Hautes-Pyrénées, Tarn-et-Garonne, Tarn, Hérault, Aude, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Orientales, Ariège, Haute-Garonne.	13	31	13 000

Nous avons dressé ce tableau en compulsant les bulletins d'Unions régionales que nous avons pu nous procurer et au moyen des renseignements qui nous ont été fournis par plusieurs présidents d'Unions régionales. Il représente la situation de ces unions à la fin de 1899.

les six départements suivants : Mayenne, Sarthe, Maine-et-Loire, Vendée, Deux-Sèvres, Vienne. Son siège est à Angers. Elle compte une trentaine de syndicats et 18.000 membres environ.

Elle favorise la vente des blés et la création de petits syndicats communaux dans sa circonscription, particulièrement dans la Mayenne.

Les deux dernières Unions régionales sont l'Union du Sud-Ouest et l'Union du Midi. Leur circonscription est assez étendue puisqu'elles groupent à elles deux 19 départements dont 3 leur sont communs.

L'Union du Sud-Ouest dont le siège est à Bordeaux a été fondée le 10 juin 1889. Elle réunit les syndicats agricoles des départements de la Charente-Inférieure, de la Charente, de la Dordogne, de la Gironde, du Lot-et-Garonne, des Landes, du Gers, des Hautes-Pyrénées et des Basses-Pyrénées.

Les petits syndicats y sont peu développés. Ils tendent à se laisser absorber par des syndicats départementaux dont plusieurs sont fort importants, notamment dans les Basses et Hautes-Pyrénées, le Gers et la Charente-Inférieure et ont été obligés de se diviser en un grand nombre de sections communales. Elle réunit 17 de ces syndicats représentant un nombre d'adhérents qu'on peut évaluer à 20.000.

L'Union du Midi, la plus récente, puisque sa création remonte seulement au 19 juin 1897, comprend les départements suivants : Lot, Aveyron, Lot-et-Garonne, Tarn, Tarn-et-Garonne, Gers, Hérault, Aude, Pyrénées-Orientales, Hautes-Pyrénées, Ariège, Haute-Garonne. 31 syndicats

lui sont affiliés. Ils représentent un nombre total de 13.000 membres environ.

Telle est l'organisation actuelle des Unions régionales. Il ressort du tableau ci-joint qu'elles embrassent en tout 72 départements (7 sont mixtes) et groupent 560 syndicats dont le nombre total des affiliés peut être évalué à 218.000, ce qui représente, en adoptant une moyenne de 5 membres par famille rurale (1), 1.090.000 personnes environ vivant de l'exploitation du sol.

Les 14 départements qui ne sont pas englobés dans les Unions régionales se répartissent, si on excepte la Lozère, en deux groupes compacts et complètement distincts : le premier comprenant 8 départements dans la région du Nord-Est, le second formé de 5 départements dans la région du massif central.

On a proposé de fédérer entre eux les syndicats agricoles compris dans ces deux groupes pour constituer deux dernières Unions régionales : l'Union du Nord-Est ou de Champagne et de Lorraine d'une part, l'Union du Centre-Sud ou de Limousin et d'Auvergne d'autre part (2). Mais les tentatives qui ont été faites dans ce sens ont échoué jusqu'ici.

Il convient de faire remarquer d'ailleurs qu'un certain nombre de syndicats agricoles de ces deux groupes sont affiliés déjà à l'Union centrale.

Les dix Unions régionales entretiennent entre elles des

(1) Moyenne admise par M. de Rocquigny dans son rapport au Congrès d'Orléans.

(2) V. notamment Congrès d'Orléans, p. 57.

relations par l'échange de leurs bulletins, par l'envoi de représentants à leurs Assemblées générales et surtout par l'organisation de grands congrès de syndicats agricoles. Dans ces congrès sont étudiées toutes les questions intéressant le développement du mouvement syndical ou de l'agriculture. Le premier organisé par l'Union du Sud-Est s'est tenu à Lyon en 1894. Le second a eu lieu à Angers sous le patronage de l'Union de l'Ouest en 1895. Le dernier organisé par l'Union du Centre s'est réuni à Orléans en 1897.

Les Unions régionales sont également en relations constantes avec l'Union Centrale. Un grand nombre de syndicats appartiennent à la fois à une Union régionale et à cette grande Union. Chaque année des délégués de ces syndicats, le plus souvent présidents des Unions régionales, assistent à l'Assemblée générale de l'Union centrale qui constitue, comme nous l'avons déjà dit, un véritable Congrès annuel des syndicats agricoles.

Il résulte de ces relations une plus grande conformité dans la direction des Unions.

III. *Unions locales.* — A côté des grandes fédérations de syndicats agricoles dont nous venons d'étudier l'organisation existe une multitude de petites Unions dont la circonscription embrasse soit un département, soit un arrondissement, soit même quelquefois un canton.

Ces Unions secondaires ont des origines diverses. Les unes ont été constituées antérieurement à la formation des grandes Unions régionales ; les autres sont postérieures à leur création.

La plupart des Unions départementales rentrent dans la

première catégorie. La circonscription départementale a été, en effet, le premier foyer des Unions secondaires de syndicats agricoles. Les petits syndicats communaux ou cantonaux sentant leur faiblesse se sont affiliés entre eux pour pouvoir procurer à leurs membres les mêmes avantages que les grands syndicats départementaux. C'est ainsi que ce sont formées l'Union des syndicats des agriculteurs de la Drôme, l'Union des syndicats agricoles de la Côte-d'Or, l'Union des syndicats agricoles du Jura.

Mais leur prospérité a été le plus souvent médiocre, le département ne constituant pas une base de décentralisation assez vaste. Elles ont pourtant subsisté après la création des Unions régionales qui les ont englobées.

Il y a plus, les Unions régionales ont favorisé elles-mêmes la création dans leur sein de petites Unions secondaires ou Sous-Unions.

Quand une Union régionale prospère, et que le nombre des syndicats qui lui sont affiliés devient considérable, il est difficile en effet aux administrateurs de cette Union de pouvoir connaître les besoins de toutes ces associations et de répondre à leurs demandes. Il existe, d'autre part, souvent des intérêts agricoles spéciaux qui ne peuvent être étudiés avec soin que sur les lieux. Les Unions secondaires sont naturellement désignées pour cette mission ; elles sont comme les délégués enquêteurs de l'Union régionale.

Ce sectionnement des grandes Unions est particulièrement marqué dans deux des Unions régionales les plus prospères : l'Union du Sud-Est et l'Union des Alpes et de Provence.

Dans la première se sont formées, à côté de l'Union de

Unions locales

UNIONS RÉGIONALES	UNION SECONDAIRES COMPRISES DANS LES UNIONS RÉGIONALES	SIÈGE SOCIAL	FONDATION	NOMBRE DE SYNDICATS
Union du Sud-Est	Union de l'Ardèche	Privas	1890	4
	Union de la Drôme	Die	1887	28
	Union des Dombes			
	Union du Dauphiné	Grenoble	1897	40
	Union des Alpes Dauphinoises.	Quet-en-Beaumont	1895	6
	Union du Beaujolais	Villefranche	1888	4
	Union de Saône-et-Loire.	Châlon-sur Saône	1898	7
	Union du canton de St-Jean-de-Maurienne.	St-J.-de-Maurienne	1898	
	Union de la Loire.	Meylieu-Montreux	1896	3
	Union Ripagérienne	Rive-de-Gier		
Union des Alpes et de Provence	Union des Hautes-Alpes.	Gap	1896	10
	Union des Alpes-Maritimes.	Nice	1899	
	Union du Comtat	Carpentras		
	Union de l'arrondissement de Draguignan	Draguignan		
	Union du canton d'Huaveune	Aubagne	1889	6
	Union des Syndic. betteraviers de Provence.	Pont-Saint-Espirit		
	Union des Syndic. de la vallée du Rhône	Avignon	1897	6
	Union des Synd. producteurs de câpres			

Union de Bourgogne et de Franche-Comté	Union de la Côte-d'Or	Dijon	1887	16
	Union du Doubs	Besançon	1897	34
	Union du Jura ou de Dôle et de Poligny	Lons-le-Saulnier	1887	
	Union de Saône-et-Loire	Châlons-sr-Saône	1897	
	Union des Syndicats communaux de la Haute-Saône	Vesoul		
Union du Nord	Union du Pas-de-Calais	Arras	1897	10
	Union du Morbihan	Vannes	1897	12
	Union de l'arrondissement de Lorient	Hennebont	1897	13
Union de l'Ouest	Union de l'arrondissement de Guingamp	Guingamp	1894	
	Union de la Mayenne	Laval	1896	13
	Union de la Sarthe		1899	
	Union de Maine-et-Loire	Poitiers	1893	3
	Union Poitevine			
Union du Sud-Ouest	Union des Syndicats de l'Armagnac	Eauze		
	Union des Syndicats de la vallée du Gers	Astaffort		
	Union de la Charente-Inférieure	Saintes	1886	11
Union du Midi	Union des Syndicats de l'Hérault	Montpellier	1897	20
Union de Normandie				
Union du Centre				

Unions locales (suite)

UNIONS RÉGIONALES	UNIONS SECONDAIRES COMPRISSES DANS LES UNIONS RÉGIONALES		SIÈGE SOCIAL	FONDATION	NOMBRE DE SYNDICATS
Départements non-unis	Union des Syndicats agricoles de Seine-et-Oise		Chaumonts-Aire Verdun Montmédy Montmorency	1898 1895	3
	Union de l'Aire				
	Union de Lorraine				
	Union de la Meuse				
	Union du canton de Montmorency				

Nous avons dressé ce tableau au moyen des renseignements contenus dans l'Annuaire des Syndicats professionnels publié par le ministère du Commerce en 1899, dans l'annuaire des Syndicats agricoles de Haute-Seuille (1898) et dans les bulletins d'Unions que nous avons pu consulter.

la Drôme et de l'Union Beaujolaise, dont l'existence est antérieure à sa fondation, les Unions secondaires de Saône-et-Loire, de la Loire, des Dombes, du Dauphiné, etc.

Dans la seconde, on trouve de nombreuses Sous-Unions, dont quelques-unes sont très récentes et tout à fait caractéristiques : la Sous-Union des syndicats betteraviers de Provence, la Sous-Union des fraiseiculteurs du Comtat, la Sous-Union des syndicats producteurs de câpres. Il a été question en outre de créer une Sous-Union des syndicats sérériculteurs et une Sous-Union des syndicats producteurs de fleurs et de primeurs du département du Var.

C'est ainsi que les petites Unions locales semblent être appelées à pousser vigoureuses à côté des grandes Unions régionales qui avaient paru devoir tout d'abord les étouffer.

Telles sont les diverses sortes d'Unions de syndicats agricoles qui se sont formées sur le sol français.

Si nous jetons maintenant un coup d'œil d'ensemble sur le développement du mouvement syndical en agriculture, nous voyons que les syndicats agricoles sont parvenus à former un véritable organisme fédéral où se concilient habilement la diversité des fonctions et l'unité du but. A la base, les petits syndicats communaux ou cantonaux en relations directes et constantes avec leurs membres. Au dessus, les Unions régionales réparties sur le territoire suivant la diversité des cultures et secondées par les Sous-Unions. Enfin, au sommet, l'Union centrale formant comme le cerveau auquel tout aboutit et qui imprime à l'ensemble une direction uniforme.

Cette organisation est loin cependant d'être aussi forte qu'on pourrait le croire au premier abord.

Si l'Union centrale groupe 830 syndicats, le lien qui unit ceux-ci est singulièrement lâche en raison de l'étendue même de sa circonscription. Un grand nombre d'entre eux ne font d'ailleurs partie de l'Union que nominativement, celle-ci ayant provoqué leur adhésion en les dispensant de payer toute cotisation, dans le seul but d'augmenter sa puissance apparente afin de pouvoir dire qu'elle parle au nom de plus de 800 associations. Malgré cet artifice, le Président de l'Union centrale ne saurait d'ailleurs prétendre être le représentant véritable de tous les syndicats agricoles de France puisqu'on peut évaluer à plus de 2.000 le nombre de ceux-ci (1).

D'autre part, si les Unions régionales embrassent, d'après leurs statuts, la presque totalité des départements, elles en englobent en fait un nombre beaucoup plus restreint.

L'Union du Sud-Ouest, d'après les renseignements que nous avons recueillis, ne semble bien exister que sur le papier. Les assemblées générales sont peu suivies et elles se bornent à émettre quelques vœux.

L'Union de Bretagne et l'Union du Midi sont encore dans la période de formation.

L'Union du Nord, l'Union de l'Ouest, l'Union du Centre ne groupent qu'une très minime partie des syndicats compris dans leur circonscription. Ainsi qu'il ressort clairement du tableau suivant (2).

(1) V. p. 7.

(2) Les chiffres que nous indiquons dans la colonne « Syndicats existants », sont ceux qui résultent de « l'Etat général des Syndicats ».

NOMS DES UNIONS	SYNDICATS GROUPÉS	SYNDICATS EXISTANTS	NOMS DES UNIONS	SYNDICATS GROUPÉS	SYNDICATS EXISTANTS
Sud-Est.	243	319	Bretagne	30	119
Alpes et Provence.	91	168	Ouest	32	130
Bourgogne et Fr.- Comté	98	293	Centre	20	333
Nord.	10	81	Sud-Ouest	17	223
Normandie. . . .	16	52	Midi	31	176

En fait, les Unions du Sud-Est, des Alpes et de Provence de Bourgogne et de Franche-Comté groupent seules un nombre de syndicats assez considérable. Mais les deux premières qui sont certainement les plus puissantes des Unions régionales, ont été obligées comme nous venons de le voir, en raison de leur puissance même, de se sectionner en un certain nombre d'Unions locales. Certaines de ces petites Unions ont déjà commencé à manifester des vellétés d'indépendance ou ont même été constituées par des syndicats hostiles au développement des Unions régionales. Il est donc possible que dans un avenir plus ou moins prochain il se produise une dislocation des Unions régionales trop puissantes.

Enfin, bien que les Unions régionales soient parvenues à grouper au total le nombre respectable de 218.000 adhérents représentant 1.090.000 personnes environ vivant de la culture du sol, elles sont bien loin d'avoir réussi à réunir

agricoles classés par départements au 1^{er} avril 1898 », publié par le Musée social.

toute la population agricole qui, d'après le dénombrement de 1891, peut être évaluée à 17.435.888 individus (1).

Quoiqu'il en soit de ces faiblesses, on ne saurait nier l'effort considérable accompli depuis quinze ans pour le groupement des forces rurales autrefois éparses et on doit reconnaître que l'organisme fédéral que les promoteurs du mouvement syndical agricole sont parvenus à constituer présente certainement une belle ordonnance.

Nous allons étudier maintenant les résultats obtenus par la mise en jeu de cet organisme.

(1) Il convient toutefois de faire observer que l'Union centrale et les Unions locales groupent un nombre assez important de syndicats qui ne sont pas affiliés aux Unions régionales.

DEUXIÈME PARTIE

SERVICES RENDUS PAR LES UNIONS DE SYNDICATS AGRICOLES

CHAPITRE PREMIER

ACHATS ET VENTES. — RECHERCHE DE DÉBOUCHÉS AUX PRODUITS DU SOL

Les services matériels rendus par les syndicats agricoles à leurs adhérents avaient assuré le succès de ces associations. Sans ce but intéressé, la loi de 1884, comme on l'a fait justement observer, aurait été lettre morte pour l'agriculture (1). Les discussions théoriques ont peu de succès en effet dans les campagnes. Il faut aux cultivateurs des faits, des actes précis qui leur permettent d'évaluer les avantages qu'ils retireront de leur affiliation aux syndicats. Ces avantages au début furent considérables, particulièrement en ce qui concerne l'achat des engrais, les syndicats ayant réussi à obtenir pour leurs adhérents des réductions

(1) Rapport de M. Rieu au Congrès des synd. agr. à Lyon (1894).

de prix importantes et des produits d'une pureté absolue.

Mais bientôt le commerce, afin de regagner la clientèle qui lui échappait, abaissa ses tarifs et la différence dont bénéficiaient les syndiqués se trouva réduite à presque rien.

Il se produisit alors dans les syndicats de nombreuses défections motivées par cet invariable prétexte : « Le syndicat vend maintenant aussi cher que le marchand, je n'ai donc plus besoin d'en faire partie ».

Il y avait là un danger grave auquel il fallait parer, d'autant plus qu'après la ruine consommée des syndicats le commerce, se retrouvant en face de l'acheteur isolé et redevenu maître du marché, n'eût pas manqué de relever ses prix.

Conformément à cette loi économique « plus la commande est forte, plus le rabais obtenu doit être important », les syndicats devaient tendre à devenir acheteurs de grosses quantités. Mais pouvaient-ils le faire ? Le terme *acheteur de gros* est bien relatif. « Le gros pour les engrais composés sera un minimum pour les matières premières. Le maximum d'il y a quelques années est un minimum aujourd'hui. Le gros pour les nitrates n'est plus le même que pour les sulfates d'ammoniaque. Tel syndicat qui traitait 1.000 tonnes de superphosphates il y a quelques années ferait petite figure aujourd'hui que les usines ont pris une si grande importance que leur production a triplé ou quadruplé. Acheter 1.000 ou 1.500 tonnes de superphosphates n'est plus le gros à notre époque. Acheter en gros signifie prendre la plus grosse partie de la production d'une usine, afin que l'industriel soit assuré du maximum de sa

fabrication avec un minimum de frais généraux (1). » Or les syndicats qui traitent de pareilles quantités sont l'exception, ces associations tendant de plus en plus à devenir communales ou cantonales. Aussi on devait naturellement songer à recourir aux Unions pour réunir les commandes de tous les syndicats d'une région et obtenir ainsi la réduction maxima de prix.

Cette transformation était d'ailleurs devenue nécessaire pour résister aux coalitions que fabricants ou vendeurs avaient formées en vue de fixer à volonté les prix du soufre, du sulfate de cuivre, du sulfure de carbone ou des superphosphates.

Mais les Unions de syndicats ne pouvant pas faire elles-mêmes d'achats pour leur compte ou même pour le compte des syndicats affiliés, il fallait avoir recours à des procédés détournés.

Le plus ancien a consisté à créer, à côté de l'Union, un syndicat chargé de traiter les affaires des agriculteurs qui s'étaient fait admettre directement parmi ses membres ou qui faisaient partie des syndicats ayant adhéré à l'Union.

Ce procédé, qu'il avait été question d'appliquer dans l'Union de Bourgogne et de Franche-Comté, fonctionne avec succès dans l'Union départementale du Morbihan (2) mais il a donné des résultats particulièrement remarquables

(1) Rieu, rapport au Congrès de Lyon, p. 91.

(2) Le syndicat qui accomplit les actes que l'Union ne peut faire est le syndicat des deux cantons de Vannes. Il achète chaque année pour 1 million de kilogr. d'engrais (Renseign. communiqués par le Présid. de l'Union).

dans l'Union centrale à côté de laquelle fonctionne, comme nous l'avons vu, le syndicat central.

Grâce à cette institution, l'acheteur au détail peut bénéficier des prix du gros. D'autre part, le soin avec lequel le syndicat choisit ses fournisseurs, l'intérêt qu'ont ceux-ci à satisfaire les membres d'une association qui dispose d'une clientèle de choix et possède des moyens d'action très puissants garantissent de bonnes fournitures.

Un bulletin bimensuel très pratiquement rédigé, adressé à tous ses adhérents, fait connaître les prix et conditions qu'il est autorisé à leur offrir par les producteurs des divers centres industriels.

Pour les engrais, les machines, les semences, les grillages en fer, etc... et toutes matières premières utiles à l'agriculture, les rabais obtenus par le Syndicat central ont été de 12, 15 et 40 %.

Les opérations ont été sans cesse en augmentant. Les chiffres ont ici leur éloquence. Les affaires traitées par son entremise qui, en 1887, étaient de 2.582.000 francs se sont élevées, en 1889, à 4.428.803 francs. En 1895, elles ont dépassé 6 millions et en 1899 elles ont atteint environ 7 millions.

Le montant total des affaires traitées par le Syndicat central depuis sa fondation en juin 1886 est évalué à 64.371.000 francs (1).

(1) Ces chiffres nous ont été fournis au siège de l'association, 19, rue Louis-le-Grand, par M. Brillaud Laujardière, directeur du Syndicat. Ils représentent le chiffre des opérations traitées par le Syndicat non-seulement pour le compte des syndicats affiliés à l'Union

Dans la seule année 1897, il a livré pour 49.035.900 k. d'engrais et des semences, plants, machines, outils, bétail, produits divers pour la somme de 5.701.815 fr. 50.

Le taux des prélèvements nécessaires pour rémunérer les employés et faire face à tous les frais est très minime et ne dépasse pas 2 ‰.

L'Union beaujolaise a eu recours à un autre procédé. Dans les premières années tout au moins de son existence, elle a réussi à procurer aux syndicats qui lui étaient affiliés des avantages sérieux, en groupant dans une seule adjudication tous les ordres de même nature réunis par chaque syndicat. Le règlement établi pour ces adjudications était le suivant (1) :

Art. 1^{er}. — Les syndicats unis, convaincus que l'économie et la sécurité dans les achats se doivent obtenir par le groupement, s'engagent à faire passer par les adjudications de l'Union, tous les ordres réunis en temps utile.

Art. 2. — Chaque Assemblée générale de l'Union décidera quels sont les articles soumis à l'adjudication ; elle fixera en même temps l'époque approximative de ces adjudications.

Art. 3. — Les ordres, dans chaque syndicat, devront être remis quinze jours avant l'adjudication. Les ordres ainsi réunis seront transmis sans délai par les administrateurs délégués de chaque syndicat à l'administrateur délégué de l'Union.

centrale, mais pour le compte de ses adhérents. Beaucoup de ceux-ci font d'ailleurs partie en même temps d'un syndicat compris dans l'Union.

(1) Silvestre. Monographie de l'Union du Sud-Est, p. 329.

Art. 4. — Les adjudications devront avoir lieu quinze jours avant les époques d'envoi, mais elles pourront être fixées plus tôt.

Art. 5. — Les syndicats, sous leur responsabilité individuelle, pourront, en le déclarant au cahier des charges, demander, en prévision d'ordres ultérieurs, des quantités supérieures aux ordres réunis au moment de l'adjudication.

Art. 6. — Les adjudications auront lieu par pli cacheté adressé au siège social. Le bureau, au jour fixé, tranchera l'adjudication en faveur des fournisseurs paraissant présenter le plus de garanties, sans que le prix le plus bas entraîne de droit sa décision.

Art. 7. — L'administrateur délégué de l'Union, de concert avec les autres administrateurs, dressera, pour chaque nature d'adjudication, un cahier des charges qui restera déposé au siège social de l'Union et aux sièges sociaux des syndicats unis. Ce cahier des charges pourra servir pour plusieurs adjudications successives de même nature et pour plusieurs fois.

Art. 8. — L'administrateur délégué de l'Union fera toute la publicité nécessaire qui sera payée sur la caisse de l'Union.

Art. 9. — Le cahier des charges comportera toujours, pour toutes les adjudications, les clauses suivantes :

Les livraisons seront faites directement aux syndicats unis qui, achetant pour le compte de leurs membres, resteront individuellement chargés d'envoyer le détail des expéditions et d'en surveiller l'exécution, comme c'est directement qu'ils en régleront le montant aux adjudicataires.

Toutes difficultés de ports, retards, règlements, etc., sauf celles concernant la qualité des marchandises livrées et leurs prix, seront réglées de syndicat à fournisseur. L'Union se réserve de veiller à l'exécution de l'adjudication en ce qui concerne la qualité et les prix.

Art. 10. — Les frais d'analyse ou de justice pouvant résulter de la surveillance de qualité et de prix seront payés par la caisse de l'Union.

Mais pour que ce système donnât tous les résultats qu'on en pouvait attendre, il aurait fallu que les administrateurs délégués de chaque syndicat uni réussissent à grouper à l'avance et en temps utile les ordres de leurs membres. Or, les agriculteurs ont l'habitude de se fournir des matières qui leur sont utiles seulement au moment où ils en ont besoin. Ils considèrent le syndicat comme un magasin où ils doivent trouver toujours à se pourvoir, alors qu'en réalité le syndicat est et ne doit être qu'un intermédiaire entre les syndiqués et les fournisseurs, recueillant les demandes des premiers pour les transmettre aux seconds (1).

Ce système n'a fonctionné dans l'Union Beaujolaise que pendant deux ans.

L'Union, à la fin de 1890, a créé, en effet, un « Office des syndicats unis », à la tête duquel a été placé un cour-

(1) Dans l'Union de la Drôme, avant la création de la coopérative du Sud-Est, en raison de la forte discipline établie par son président, c'est lui seul qui centralisait les commandes des syndicats unis et faisait procéder aux adjudications à Valence, en présence des présidents des divers syndicats. V. Monographie de l'Union du Sud-Est, p. 290.

tier. Le même système avait été inauguré en 1888 par l'Union du Sud-Est. Voici comment il fonctionne (1) :

Le courtier agréé par l'Union se charge d'opérer les achats et les ventes pour le compte des syndicats unis. Il n'opère jamais pour son compte, son rôle étant absolument de servir d'intermédiaire entre acheteurs et vendeurs.

Le courtier s'interdit toute opération étrangère aux syndicats unis, c'est-à-dire que, dans toutes les transactions dont il s'occupe, l'acheteur ou le vendeur doivent faire partie d'un syndicat de l'Union. Les syndicats sont, d'ailleurs, absolument libres de s'adresser ou non au courtier. Le courtier est placé sous la surveillance d'une commission de douze membres nommés par l'Assemblée générale de l'Union du Sud-Est. Cette commission examine la correspondance du courtier, voit si les achats et les ventes ont été effectués dans l'ordre de présentation et si les prix faits ou obtenus sont au mieux des intérêts des syndicats. Elle détermine le taux des courtages dus par les syndicats usant du courtier comme intermédiaire soit dans leurs achats, soit dans leurs ventes. Ces courtages sont fixés comme suit :

Pour les achats : à 2 0/0 jusqu'à 100 francs, à 1 0/0 jusqu'à 1.000 francs et à 1/2 au-dessus de 1.000 francs.

Pour les ventes : à 2 0/0 jusqu'à 500 francs et à 1 0/0 au-dessus.

Toutefois, pour les transactions de syndicat à syndicat,

(1) V. Circulaires du Courtier de l'Union du Sud-Est et de la Commission de l'Office, dans Claude Silvestre. Monographie de l'Union du Sud-Est, p. 436 et 437.

ce tarif est de 50 0/0. Ces courtages sont retenus par les bureaux des syndicats qui en donnent compte tous les trois mois à l'Office de l'Union du Sud-Est.

Le courtier n'a aucun honoraire en dehors des courtages qui lui sont alloués. Toute affaire terminée après avoir été préparée par son entremise donne lieu au courtage, qu'il ait eu part ou non à la conclusion définitive de cette affaire.

Les différends qui peuvent naître entre les syndicats et le courtier sont tranchés par la Commission de surveillance.

Ajoutons que le courtier paie la patente, ce qui enlève au commerce son principal motif de protestation.

Lors de la première année de son fonctionnement, l'Office de l'Union du Sud-Est a traité un chiffre total d'affaires de 130.662 francs, dans lequel les achats effectués pour le compte des syndiqués s'élèvent à 102.162 francs et les ventes des produits des syndiqués à 28.500 francs.

Le poids total des marchandises qu'il a fournies aux syndicats adhérents en 1892 a dépassé 6.000 tonnes représentant la charge moyenne de 1.200 wagons.

Quelque remarquables que fussent ces résultats, l'Office de l'Union du Sud-Est n'a pas tardé cependant à paraître insuffisant. Les syndicats, en effet, reculent souvent devant le danger des achats fermes. En outre, en ce qui concerne la vente des produits, l'Office n'avait donné que des résultats médiocres. Aussi, dès 1892, l'Union du Sud-Est a-t-elle mis à l'étude la création d'un nouvel organisme et décidé de fonder une grande coopérative destinée à étendre son action dans tout le périmètre de l'Union.

Cet exemple devait être suivi par la plupart des Unions régionales.

Antérieurement à la constitution de ces grandes coopératives, plusieurs syndicats agricoles, en vue de remédier aux inconvénients résultant de leur inaptitude commerciale, avaient créé à côté d'eux de petites coopératives locales. Nous avons cité le syndicat des agriculteurs du Puy-de-Dôme, le syndicat agricole et horticole d'Hyères, le syndicat agricole du Tonnerrois (1). Mais ces sociétés, plus difficiles à constituer d'ailleurs que les syndicats, ne permettaient pas, en raison du chiffre trop restreint de leurs opérations, de faire profiter les cultivateurs de tous les avantages qu'ils en pouvaient attendre.

Plusieurs d'entre elles avaient en outre fini par absorber les syndicats qui les avaient fondées (2). Or, cette transformation est fâcheuse. Il est nécessaire que le syndicat subsiste pour l'étude et la défense des intérêts des cultivateurs et pour faciliter le développement dans les campagnes des œuvres de mutualité.

Les coopératives régionales n'offrent pas ces désavantages. Elles trouvent au siège de l'Union des hommes compétents pour les diriger et dans chacun des syndicats unis des agents pour faciliter leur fonctionnement. Grâce à l'étendue de leur circonscription, elles ne tendent pas à remplacer les syndicats et elles peuvent traiter des marchés assez importants pour être avantageux (3).

Les sociétés coopératives sont régies actuellement par la

(1) V. chap. 1^{er}, p. 11.

(2) Cette transformation s'est produite notamment dans l'Aube, le Lot-et-Garonne et l'Hérault.

(3) La nécessité de créer des coopératives à côté des Unions a été reconnue dans les divers congrès des syndicats agricoles. V. Congrès

loi du 24 juillet 1867 modifiée sur certains points par la loi du 1^{er} août 1893. On en distingue trois sortes : les sociétés de consommation ayant pour but d'acheter au prix du gros pour les détailler aux associés ou même à des personnes étrangères à la société des objets de première nécessité ; les sociétés de production ayant pour objet d'établir des ateliers de travail en commun, d'en vendre les produits pour le compte de tous les associés, d'entreprendre en commun des travaux ou de commissionner des marchés ; les sociétés de crédit mutuel ayant pour objet de donner aux associés un crédit qu'ils n'auraient pas isolément et de leur permettre de se procurer ainsi les avances dont ils ont besoin (1).

Les sociétés coopératives créées par les Unions de syndicats agricoles ne rentrent pas en général dans l'une de ces trois catégories.

« Les sociétés coopératives agricoles, dit M. Doumer, ont un caractère propre qui procède à la fois de ceux des trois genres de sociétés coopératives que l'on connaît dans les villes. Pour les opérations qu'ont faites jusqu'ici les syndicats sous le couvert de la loi de 1884, les achats d'engrais, de semences, de denrées même, qu'ils répartissent entre les associés, ils sont sociétés coopératives de consommation ; ils font de la production quand ils vendent en commun les récoltes individuellement faites par leurs membres, quand ils manipulent les récoltes ou les transforment avant

de Lyon, p. 103 et 198. Congrès d'Angers, p. 74. Congrès d'Orléans, p. 87.

(1) Thaller. Traité élémentaire de droit commercial, p. 373. Lyon, Caen et Renault. Manuel de droit commercial, 4^e édit., p. 151.

de les livrer aux consommateurs. Enfin, les sociétés agricoles peuvent joindre à ces opérations le crédit mutuel, les avances, l'escompte de papier toujours au profit des sociétaires (1) ».

Le projet de loi présenté à la Chambre par M. Doumer reconnaissait l'existence de ces sociétés coopératives mixtes réunissant les caractères des trois espèces de sociétés à capital variable ou de deux seulement d'entre elles (2). Il admettait, au moins dans les coopératives de consommation, la présence d'adhérents, c'est-à-dire d'associés en expectative qui, moyennant le payement d'une cotisation minimale de 1 fr. ou 2 fr., étaient appelés à profiter des mêmes avantages que les sociétaires et avaient le droit de faire leurs acquisitions à la coopérative sous la réserve que leurs bonis annuels seraient retenus jusqu'à ce qu'ils atteignissent le montant d'une part sociale ordinaire (3). Il accordait enfin aux sociétés coopératives le droit de former entre elles des Unions en se conformant aux prescriptions des articles 4, 5, 6 et 7 de la loi du 21 Mars 1884 (4).

Mais ce projet aboutit à un échec devant le Sénat le 13 Mars 1896.

Les fondateurs des sociétés coopératives agricoles avaient escompté les dispositions du projet qu'ils pensaient devoir être adopté sous peu par les deux Chambres. Les sociétés

(1) Rapport présenté par M. Doumer à la Chambre des députés au nom de la Commission du travail. J. Off., Doc. parl., Chambre, 1894, p. 183.

(2) Art. 1, 40 et 41 du projet.

(3) Art. 32, 34 du projet.

(4) Art. 31 du projet.

qu'ils ont créées sont des coopératives mixtes de production et de consommation, susceptibles de satisfaire tous les besoins des agriculteurs et admettant des adhérents à côté des associés proprement dits.

La coopérative, fondée sous les auspices de l'Union du Sud-Est, le 17 Janvier 1893, est une société civile, c'est-à-dire ne pouvant faire des affaires qu'avec ses membres, anonyme, à capital et personnes variables. Elle a pour double objet les achats des coopérateurs et la vente de leurs produits.

Son capital, fixé primitivement à 60.000 fr., a été porté depuis à 100.000 fr. Elle comprend des associés souscripteurs de parts de 100 fr. et des adhérents devant verser un droit d'entrée de 2 fr.

Pour faire de tous les membres des syndicats affiliés à l'Union des coopérateurs, on avait songé tout d'abord à faire souscrire les parts uniquement par les syndicats ; mais il était à craindre que l'on ne vît dans cette combinaison une Union de syndicats se livrant d'une manière détournée à des opérations commerciales. Aussi fut-il décidé que les parts seraient souscrites partie par les syndicats en leur propre nom, en tant que personnes morales, et partie par les membres de syndicats agissant comme de simples particuliers. Il était d'ailleurs facile à tous les membres des syndicats unis désirant participer aux bienfaits de la coopération d'entrer dans l'association comme adhérents en versant une simple cotisation de 2 fr.

Le fonctionnement de la coopérative est facilité par les syndicats unis qui lui prêtent leurs entrepôts dans lesquels sont consignées les marchandises directement achetées par

les syndiqués souscripteurs de parts ou adhérents, ces marchandises pouvant être soit des articles professionnels soit des articles de ménage ou de consommation (1).

Il semblerait que la création de cette coopérative eût du faire disparaître l'Office précédemment créé par l'Union du Sud-Est. Il n'en a rien été cependant. Les deux organes ont subsisté et, loin de se faire concurrence, ils se complètent l'un l'autre. Le courtier se charge en premier lieu d'opérer les achats de la coopérative. Il se charge en outre, et c'est sa raison d'être principale, des achats des syndicats ne faisant pas partie de la coopérative, la liberté la plus grande étant laissée à ce sujet aux syndicats unis, ce qui leur permet de continuer à profiter des avantages qu'ils avaient pu rechercher dans l'Union. Enfin, pour certains articles dont il n'est pas possible de faire de grandes provisions à l'avance, comme les machines agricoles par exemple, le courtier est un intermédiaire tout trouvé et peu onéreux (1).

L'Union du Sud-Est est la seule dans laquelle fonctionnent ensemble ces deux organismes, office du courtier et coopérative.

Le développement de la coopérative agricole du Sud-Est a été des plus remarquables.

Le nombre des syndicats coopérateurs a suivi une progression constante comme en témoigne le tableau suivant (2).

(1) Sylvestre. Monographie de l'Union du Sud-Est, p. 468 et s.

(1) Renseignements fournis par le président de l'Union.

(2) Nous avons dressé ce tableau à l'aide des renseignements contenus dans les comptes-rendus des Assemblées générales de la coopérative insérés dans le bulletin de l'Union du Sud-Est.

ANNÉES	SYNDICATS COOPÉRATEURS	ADHÉRENTS
30 juin 1893	31	
30 juin 1894	37	
30 juin 1895	65	20.534
30 juin 1896	84	22.848
30 juin 1897	112	26.385
30 juin 1898	166	34.303
30 juin 1899	195	41.803

Le chiffre de ses affaires a été également sans cesse en augmentant.

Pendant le premier exercice qui comprenait, il est vrai, seize mois, elle a fourni à ses adhérents des marchandises pour un total de 1.100.000 fr. Ce chiffre élevé est dû pour la plus grande partie à la sécheresse exceptionnelle de l'année 1893 et à la pénurie des foin en France qui en a été la conséquence. La coopérative, en présence de l'insuffisance des ressources locales, n'a pas hésité à faire un marché de mille tonnes de foin du Danube qu'elle a pu livrer à 15 fr., alors que le commerce vendait 18 fr. et 20 fr. les 100 kil. Elle a permis ainsi à ses membres de ne pas vendre un bétail qu'il eût été bien coûteux ensuite de remplacer.

Ce premier exercice absolument exceptionnel mis à part, il est plus aisé de se rendre compte de la marche véritable des affaires de la société en comparant les exercices suivants entre eux. Or, pendant le second exercice 1894-95, le chiffre total des affaires de la coopérative agricole du Sud-Est a été de 693.032 fr., pendant l'exercice 1895-96 de

864.292 fr., pendant l'exercice 1896-97 de 1.222.315 fr., pendant l'exercice 1897-98 de 1.439.802 fr. et enfin, pendant l'exercice 1898-99 il a atteint 1.820.269 fr. 25 (1).

Sur ce dernier chiffre les sulfates de cuivre ont dépassé 800 tonnes, les appareils viticoles, pulvérisateurs, soufreuses et soufflets 3.000 pièces. Les charbons sont arrivés à près de 50.000 fr. Les fils de fer ont dépassé 100.000 kilos, les grillages 70.000 mètres, les ronces 400.000 mètres. Quant aux petits outils agricoles : pelles, pioches, triandines, fourches, brosses, étrilles, tondeuses, sécateurs, etc., leur nombre a été considérable (2).

Après prélèvement des frais généraux, des réserves statutaires et extraordinaires, il est resté pour le dernier exercice 1898-99 un disponible de 52.324 fr. 05 et la coopérative a réparti aux syndicats coopérateurs comme trop perçu 2.50 0/0. Une somme de 5.000 fr. a été prélevée sur le solde en vue de la création d'une caisse de retraites pour le personnel de la société et des syndicats affiliés (3).

En vue de faciliter aux syndicats de Saône-et-Loire et d'une partie de la Bresse leurs approvisionnements, l'Union du Sud-Est a créé au mois de juin 1897 une succursale à Châlon-sur-Saône. Cette succursale a fait en 1897-98 un chiffre d'affaires de 573.138 francs et en 1898-99 ce chiffre s'est élevé à 676.965 fr. 05 (4).

(1) Ces chiffres sont empruntés aux comptes-rendus des Assemblées générales de la coopérative publiés par le bulletin de l'Union du Sud-Est.

(2) Bulletin de l'Union du Sud-Est, du 15 nov. 1899.

(3) Bulletin de l'Union du Sud-Est, du 15 nov. 1899.

(4) Bulletin de l'Union du Sud-Est, du 15 nov. 1899.

Dans l'Union des Alpes et de Provence s'est fondée en 1895, à Avignon, une coopérative régionale au capital de 25.000 francs (1), fonctionnant dans des conditions à peu près identiques.

Pendant son premier exercice qui fut de 18 mois, cette société a fait un chiffre d'affaires de 1.125.000 francs. Ce chiffre a presque atteint un million dans le 2^e exercice 1896-97 d'une durée normale de 12 mois (2) et dans l'exercice 1897-98 il a été de 1.072.250 fr. 30 (3).

Le tonnage des marchandises livrées pendant ce dernier exercice a été considérable. Il a atteint au total près de 9.000 tonnes, soit la charge de 1.800 wagons ; les superphosphates et engrais chimiques y figurent pour 5.200 tonnes, les engrais organiques pour 2.300 tonnes et les tourteaux et graines destinées à la nourriture des bestiaux pour 285 tonnes.

Après le prélèvement des frais généraux et de l'intérêt statutaire le bénéfice net a été de 12.296 fr. 05 sur lequel 8.045 fr. 60 ont été ristournés aux syndicats affiliés en proportion de leurs achats et 4.250 fr. 43 placés aux différentes réserves prévues par les statuts (4).

Cette coopérative a également ouvert en juin 1899, à Marseille, une succursale en raison des intérêts considérables qu'elle avait sur cette place.

L'Union des syndicats agricoles et viticoles de Bourgogne

(1) Ce capital a été porté depuis à 100 000 francs.

(2) Bulletin de l'Union des Alpes et de Provence de décembre 1897.

(3) Bulletin de l'Union des Alpes et de Provence de décembre 1898.

(4) Bulletin de l'Union des Alpes et de Provence de décembre 1898.

et de Franche-Comté a fondé une société coopérative établie à Dijon et à Epoisses (Côte-d'Or), qui s'occupe presque exclusivement de la fourniture des engrais aux syndicats agricoles qui en font partie. Les engrais sont analysés par le laboratoire de la faculté des sciences de l'Université de Dijon et livrés aux syndiqués dans des sacs plombés marqués à l'estampille de la coopérative.

Le nombre des syndicats adhérents augmente chaque année. Le chiffre des affaires de la société a été de 220.000 francs environ en 1898 et de 260.000 en 1899 (1).

A Caen s'est fondée, le 5 novembre 1895, sous les auspices de l'Union de Normandie, la coopérative agricole de Normandie avec un modeste capital de 8.000 francs. Cette société, à la différence des précédentes, a la forme commerciale et est par suite assujettie à la patente, ce qui lui permet de donner une grande extension à ses opérations sans être en butte aux récriminations des commerçants. Les actionnaires sont les syndicats eux-mêmes. Son objet est défini de la manière suivante par l'article 2 de ses statuts.

« Cette société a pour objet :

1° D'acheter et de vendre pour les cultivateurs associés et les syndicats aussi associés, aux meilleures conditions possibles, tous les aliments de l'homme et des animaux.

2° De vendre les produits et les denrées agricoles de toute nature des coopérateurs.

3° De faciliter entre les membres de la société les échanges directs des produits de la ferme.

(1) Ces chiffres nous ont été fournis par le directeur de la coopérative.

4° De faciliter par tous les moyens les rapports directs entre les producteurs et les consommateurs, afin de faire bénéficier les uns et les autres des commissions onéreuses que prélèvent les intermédiaires.

On voit que la coopérative de Normandie s'occupe principalement d'assurer l'écoulement des produits agricoles de ses membres.

Il en était de même de la Coopérative créée par l'Union du Centre à Orléans, en 1895, mais cette société a dû liquider depuis.

L'Union de l'Ouest avait fondé également, en 1896, une coopérative qui s'occupait principalement de la vente des blés. A la suite de démêlés avec l'un des plus puissants syndicats de l'Union, le syndicat d'Anjou, qui ont fini par dégénérer en véritable lutte, cette société s'est dissoute en 1898 (1). Elle a été reconstituée peu après par un groupe de propriétaires agissant en leur nom particulier et soutenus énergiquement par quelques syndicats locaux. Mais la nouvelle coopérative est complètement indépendante de l'Union (2)

Dans l'Union du Sud-Ouest, la Coopérative agricole de la Rochelle, fondée en 1888 par le syndicat de la Charente-Inférieure, a mis ses services à la disposition de tous les syndicats unis, mais ceux-ci n'y ont recours qu'assez rarement. La plupart en effet sont des syndicats départementaux très importants qui achètent eux-mêmes par grosses quan-

(1) V. Bulletin du Syndicat agricole d'Anjou, année 1898.

(2) Renseignements fournis par M. Nicolle, directeur de la coopérative.

tités et ont acquis avec l'usage une réelle habileté commerciale (1).

Le projet de création d'une coopérative dans l'Union du Nord n'a pas abouti. Il s'est fondé à Amiens, en 1893, en dehors de cette Union, une coopérative agricole importante qui a établi des succursales à Arras, Laon, Compiègne, etc.

Signalons encore la création récente, en octobre 1899, de la coopérative agricole du Doubs dans la région du Doubs et l'adoption par l'Union du Midi, dans son assemblée générale du 25 juillet 1899, d'une coopérative agricole régionale (2).

Quant à l'Union de Bretagne qui semble être encore dans la période de formation, elle a créé, sur le modèle de l'Union du Sud-Est, un office dirigé par un courtier.

On voit qu'en général les Unions de syndicats agricoles ont réussi, conformément au vœu émis au Congrès de Lyon, à établir à côté d'elles des organismes susceptibles de rendre aux syndicats unis pour leurs achats des services que leur nature juridique les empêchait de rendre elles-mêmes.

II. *Vente des produits du sol et recherche de débouchés nouveaux.* — Il ne suffit pas toutefois de donner au cultivateur le moyen de produire plus abondamment ou même de se procurer aux meilleures conditions possibles les objets de consommation dont il a besoin. L'agriculteur est avant tout producteur, et l'essentiel pour lui est de trouver pour les produits qu'il tire de l'exploitation du sol un écoulement régulier et rémunérateur.

(1) Renseignements fournis par le président de l'Union.

(2) Bulletin de l'Union du Midi, septembre 1899.

Créés pour la défense de tous les intérêts professionnels, les syndicats agricoles ne pouvaient se désintéresser de cette grave question de la vente des produits de leurs adhérents.

Isolé, absorbé par les travaux des champs, le cultivateur n'est le plus souvent que très imparfaitement renseigné sur les variations des cours des denrées agricoles et ne tire de ses produits qu'un prix dérisoire. Le consommateur ne profite pas d'ailleurs de cette baisse des prix. Entre le producteur et lui se trouve échelonnée toute une série d'intermédiaires qui prélèvent un bénéfice hors de proportion avec le service rendu. Les œufs vendus par le fermier 0 fr. 07 pièce sont payés 0 fr. 15 par le consommateur. Une fine volaille qui se vend 2 fr. 50 à 3 francs sur les marchés du Sud-Ouest se vendra 5 à 6 francs sur le marché de Paris ou sur les marchés d'Angleterre et de Belgique. Le mouton vendu par l'éleveur à la Villette au prix de 0 fr. 65 est livré par le boucher aux citadins au prix de 1 fr. 30. Le litre de vin qui revient au vigneron à 0 fr. 20 est payé par le consommateur 0 fr. 45, 0 fr. 50 ou 0 fr. 70 etc... Mais les marchandises, en passant entre les mains des intermédiaires ne font pas seulement qu'augmenter de prix, elles parviennent à l'acheteur le plus souvent amoindries et parfois même transformées par d'inavouables falsifications.

Ces falsifications qui sont nuisibles pour l'acheteur causent en outre au producteur un grave préjudice ; en ruinant la réputation de ses produits, elle leur ferme des débouchés qu'ils ne s'étaient ouverts parfois qu'à grand'peine. L'addition continue de margarine ou d'oléo margarine aux beurres de Normandie en a arrêté l'exportation. Sur le marché anglais

ils ont été supplantés par les beurres de Danemark et leur réputation est devenue si mauvaise que plusieurs marchands de Londres affichent publiquement dans leurs boutiques cette inscription très caractéristique : « Ici on ne vend pas de beurre d'Isigny (1) ».

Les eaux-de-vie de Cognac et d'Armagnac d'une renommée autrefois universelle ont été l'objet de la part du commerce d'adultérations telles que les propriétaires de vignes de la région ne tirent plus aujourd'hui de ces eaux-de-vie qu'un prix bien inférieur à leur valeur réelle.

Mais de tous les produits, le vin est celui qui est l'objet du plus grand nombre de manipulations et les crus les plus appréciés du vignoble français ont subi de leur fait une dépréciation considérable.

Les syndicats agricoles ont essayé de remédier à ces inconvénients en s'efforçant de mettre en relations directes le producteur et le consommateur.

Ce sont les produits de la laiterie dont la vente a le mieux et le plus généralement réussi. Le syndicat du Calvados et les syndicats de la Basse-Bretagne ont organisé la vente directe aux amateurs des beurres frais qu'ils expédient par colis postaux de 3, 5 ou 10 kilos (2).

Le syndicat du Calvados a également très bien réussi dans la vente des chevaux et du bétail de race cotentine, en mettant gratuitement l'acheteur en rapport avec le vendeur par la publication d'un bulletin mensuel de 50 pages contenant toute une série d'offres et de demandes.

(1) Journal des coopérateurs et mutualistes, 18 juin 1893.

(2) Les colis postaux de 10 kilos ont été créés par la loi du 17 juillet 1897.

La vente des semences, graines fourragères et plants produits par les cultivateurs a donné aussi des résultats satisfaisants, un assez grand nombre d'affaires étant traitées de syndicat à syndicat ou entre les membres d'un même syndicat.

Quelques syndicats viticoles du midi envoient dans l'est et le centre de la France, au moment des vendanges, des raisins frais aux cultivateurs de ces régions dont les vignes ont été en partie détruites mais qui continuent cependant à se servir de leur matériel vinaire en faisant venir des raisins tirés du dehors.

La vente des vins a été tentée à peu près sous toutes ses formes dans les pays de vignobles mais sans donner de grands résultats.

La vente des fruits, des fleurs coupées et des légumes est assurée, notamment par les syndicats de Salon (Bouches-du-Rhône), de Toulon et Ollioules (Var) et des maraîchers de Dunkerque (Nord).

Le syndicat des cultivateurs-herboristes de Milly (Seine-et-Oise) expédie annuellement pour 120.000 francs (200.000 kilos) de plantes sèches en Angleterre, en Amérique, en Russie et en Italie (1).

A Plougastel, les maraîchers-cultivateurs de fraises sont syndiqués et ont frété un vapeur qui transporte directement leurs produits en Angleterre où ils sont très recherchés.

Mais le syndicat qui a obtenu les résultats les plus im-

(1) Pour plus de détails, voyez de Rocquigny. La coopération de production dans l'agriculture.

portants dans la vente des produits de ses adhérents est le Syndicat central des Agriculteurs de France. Le chiffre de ces ventes qui, en 1892, était de 800.000 francs par an, dépasse maintenant un million. La vente sur échantillon n'a pas donné toutefois les résultats espérés par suite de l'impossibilité où se trouve la direction du syndicat central de vérifier la conformité des échantillons envoyés avec les marchandises livrées à l'acheteur.

Mais le syndicat central a organisé un service important pour la vente des animaux gras de ses adhérents sur le marché de la Villette les lundi et jeudi de chaque semaine. La vente des animaux est effectuée par le commissionnaire attitré du syndicat central sous le contrôle d'un de ses agents. Ces ventes s'élèvent à plus de 600.000 francs par an portant principalement sur les moutons 6.000 têtes, les porcs 1.000 têtes, les veaux 1.000 têtes, les bêtes à cornes 600 à 700 têtes.

Le syndicat a également organisé en 1896 la vente directe des bois de chauffage aux consommateurs par les propriétaires des forêts avoisinant Paris (1).

Quelque intéressantes que soient ces tentatives, il faut reconnaître qu'elles sont demeurées isolées et que les résultats obtenus ont été en définitive de peu d'importance. Les syndicats n'ont réussi qu'à assurer dans certains cas le placement de produits spéciaux n'intéressant qu'une catégorie déterminée d'agriculteurs.

(1) La plupart de ces renseignements nous ont été fournis par M. Brillaud Laujardière, directeur du Syndicat central. Les chiffres que nous avons cités s'appliquent aux ventes des produits des adhérents du syndicat et à celles des syndicats de l'Union centrale.

Les causes de cet insuccès sont multiples.

La première de toutes est que le syndicat agricole ne constitue pas un organe commercial, ce caractère lui serait cependant nécessaire pour assurer l'écoulement des produits de ses adhérents en lui permettant de se substituer à eux et de répondre directement aux demandes adressées par les consommateurs (1).

La seconde tient aux habitudes des producteurs et des consommateurs. Généralement l'agriculteur échelonne ses échéances à l'époque de ses récoltes. La récolte faite, il veut de suite en toucher le prix pour payer ses fournisseurs, ses ouvriers, ses impôts. Le consommateur au contraire est habitué aux facilités de paiement que lui offre le commerce.

Le développement du crédit rural permettra de remédier à ces difficultés.

Les consommateurs qui, s'étant adressés à un syndicat, ont des réclamations à présenter, ne savent à qui s'adresser en l'absence d'agents responsables.

Enfin, ce qui a empêché le développement des ventes par l'intermédiaire des syndicats, c'est leur circonscription restreinte. Un syndicat même départemental a un rayonnement trop limité. Un agriculteur ne peut vendre à son voisin, membre du même syndicat, ce que celui-ci produit lui-même. S'il arrive à trouver un débouché aux produits du

(1) Le projet de loi, déposé par M. Waldeck-Rousseau le 14 nov. 1899, confère aux syndicats le droit de faire des actes de commerce, mais cette faculté serait dangereuse pour les syndicats qui seraient soumis aux lois du commerce et en particulier à la faillite.

sol en dehors de sa circonscription ; les quantités qu'il peut fournir sont nécessairement minimales et bien souvent insuffisantes.

Pour remédier à ces derniers inconvénients, les syndicats agricoles ont songé à recourir aux Unions.

Les Unions embrassant une étendue plus grande et représentant un nombre souvent considérable d'agriculteurs devaient être mieux à même de trouver des débouchés aux produits du sol.

Elles ont essayé, en insérant dans leurs bulletins des tableaux d'offres et de demandes, d'établir des relations plus nombreuses entre les producteurs et les consommateurs, puis en échangeant leurs bulletins entre elles de permettre aux syndicats de régions différentes de se fournir mutuellement leurs denrées. Les syndicats du nord ont offert leurs bestiaux, leur blé, leur colza ; ceux du midi leurs vins, leurs eaux-de-vie, leurs huiles, leurs fruits ; ceux de l'ouest, leurs cidres, leurs beurres, leurs animaux, leurs fromages, etc... Mais les résultats ainsi obtenus ont toujours été de peu d'importance.

Plusieurs Unions ont eu recours à un autre procédé. En vue de faire connaître aux négociants et aux consommateurs les produits de leurs adhérents, elles ont organisé des foires, des expositions ou des marchés.

Le principal produit des agriculteurs formant les syndicats de l'Union beaujolaise étant le vin dont la vente se trouve entravée depuis quelques années par l'abondance de la production des vignobles reconstitués, par la concurrence des vins étrangers et par la fabrication des vins artificiels, l'Union a ouvert à Pontanevaux, le 15 octobre 1888, et à

Villefranche, le 21 octobre 1889, des marchés aux vins. Les ventes devaient s'y faire sur échantillons. Les producteurs sont venus mais les consommateurs se sont en général abstenus et les commerçants, désireux de continuer à acheter aux propriétaires sans subir des cours publics, ont mis en quarantaine les marchés qui ont dû fermer l'un après trois ans, l'autre après deux ans (1).

L'Union des Alpes et de Provence a également organisé une foire-exposition des vins de Vaucluse à Avignon, en Novembre 1898.

Sous le patronage de l'Union du Sud-Est, les syndicats viticoles du Mâconnais ont demandé et obtenu de présenter au public, au concours général agricole de Paris en 1894, des échantillons de leurs vins. Ils ont ainsi réussi à ramener l'attention sur les vins de Mâcon.

Les syndicats viticoles des diverses régions de la France ont exposé depuis lors chaque année au Concours général agricole. Les affaires qui y sont traitées sont assez importantes, mais il faut reconnaître qu'elles sont faites surtout avec des négociants en vins et non avec le consommateur comme l'avaient espéré les syndicats. Il est en effet particulièrement difficile au producteur de contenter en cette matière le consommateur. Celui-ci est accoutumé à recevoir du négociant auquel il s'adresse d'habitude un produit qui, par suite de coupages habilement combinés, a toujours le même goût. Au contraire, le viticulteur fournit un vin dont le goût varie chaque année suivant que la récolte a été

(1) Silvestre. Monographie de l'Union du Sud-Est, p. 244.

bonne ou mauvaise, précoce ou tardive, ce qui mécontente le client (1).

Certaines Unions ne se sont pas bornées à faciliter l'écoulement des produits des membres des syndicats affiliés sur le marché national, elles ont cherché à procurer à ces produits des débouchés nouveaux à l'étranger.

Rien n'est plus digne d'être signalé à cet égard que les efforts tentés par l'Union du Comtat qui, dans l'Union régionale des Alpes et de Provence, groupe les cinq syndicats formés entre fraiseiculteurs de la région.

La culture des fraises, limitée au début à quelques hectares seulement dans la plaine du Comtat, avait pris depuis une quinzaine d'années un développement considérable. Le seul débouché connu était les Halles centrales de Paris. Les quantités exportées avaient été sans cesse en augmentant. De 400.000 kilos en 1883, elles étaient passées à 4 millions de kilogrammes en 1895. Il était à craindre que la surproduction n'amenât une baisse des prix pour le plus grand préjudice des agriculteurs de la région. D'autre part, les commissionnaires exportateurs des Halles à Paris s'étaient fait un monopole du triage et de la revente des fraises de la région sur les places étrangères. Maîtres du marché, ils profitaient seuls des énormes différences existant entre la place de Paris et celle de Londres (2).

L'Union du Comtat s'est préoccupée, pour remédier à cette situation, de faire parvenir directement les fraises de

(1) Marchand. Les Concours agricoles.

(2) Le kilo de fraises, vendu à Paris 0 fr. 40, est vendu à Londres 1 fr. 50.

la région sur le marché de Londres. A la suite des démarches faites par son président, M. Georges Maurin, les C^{ies} des chemins de fer P. L. M. et du Nord ont consenti à modifier leurs horaires et à organiser un service de transports rapides et directs.

L'Union avait réussi en même temps à mettre les syndicats du Comtat en relations avec la maison anglaise Draper and Son. Un type d'emballage spécial ayant été adopté d'un commun accord, le premier envoi de fraises sur Londres eut lieu le 11 mai 1897. Il réussit au point que les envois de fraises ont passé de 22.000 kilos en 1897 à 350.000 en 1898 et tout fait prévoir que la progression ira croissant pendant longtemps encore.

L'Union, il convient de le faire remarquer, n'a traité pour son compte aucune affaire. Son rôle a consisté uniquement à rapprocher les parties, à fournir de part et d'autre tous les renseignements utiles et à négocier avec les Compagnies intéressées.

Ce qui a été fait pour l'expédition des fraises à Londres a profité indirectement aux autres produits de la région, fleurs coupées, fruits et primeurs qui prennent de plus en plus la même voie d'écoulement.

D'autres envois vont être tentés en Allemagne et en Suisse (1).

Les Unions de Bretagne et de Normandie s'efforcent également d'ouvrir aux produits du sol des débouchés

(1) La plupart de ces renseignements nous ont été fournis par M. Georges Maurin, président de l'Union.

V. sur la même question. Bulletin de l'Union des Alpes-Maritimes de mai 1899.

nouveaux en Angleterre. Les objets de consommation que donnent ces deux anciennes provinces : viande, légumes, fruits, beurre, volailles, œufs, cidres se vendent à un prix élevé dans le nord de l'Angleterre quand ils sont de bonne qualité. Les marchés de Liverpool et de Manchester sont très importants, presque aussi importants que celui de Paris et les frais de transport pour y arriver des ports bretons par bateaux à vapeur exécutant le trajet en 48 heures sont moindres.

Sans aborder de nouveaux marchés, les agriculteurs avaient espéré trouver en France même d'importants débouchés à leurs produits en écartant les intermédiaires onéreux, par la mise en commun de leurs récoltes individuelles, ce qui devait leur permettre de prendre part aux adjudications publiques de l'armée, de la marine et des diverses administrations, pour la fourniture du blé, de l'avoine, du vin, de la paille, des fourrages, etc. Cette espérance s'était plusieurs fois réalisée. Le syndicat des agriculteurs de l'Indre ayant concouru à une adjudication de blé pour l'armée, faite à Châteauroux en 1887, avait été déclaré adjudicataire de 500 quintaux de blé. Le syndicat agricole d'Ille-et-Vilaine avait obtenu en 1888 la fourniture de 100 quintaux de blé dans une adjudication pour l'armée et avait pris part en 1889 à une adjudication de fourrages. Le syndicat agricole de l'arrondissement de Meaux avait traité le 17 Août 1889 avec le colonel du 8^{me} dragon pour la fourniture de 5.700 quintaux de paille (1).

(1) V. de Rocquigny. La coopération de production en agriculture.

Les quantités à soumissionner étant toutefois souvent trop considérables pour pouvoir être fournies par un seul syndicat, les présidents de ces associations avaient songé à grouper les produits de toute une région en recourant aux Unions de syndicats.

Mais un avis du Conseil d'Etat du 11 Février 1890 est venu brusquement arrêter cet essor nouveau de l'activité syndicale. Le Conseil d'Etat, consulté par le Ministre de la guerre sur la demande formée par des syndicats agricoles de concourir aux adjudications de fournitures de denrées pour le service des subsistances militaires, s'est prononcé contre leur admission à ces adjudications « tant que la jurisprudence ne sera pas fixée sur la nature et l'étendue du rôle qu'ils peuvent jouer dans la vie civile ou commerciale » (1). Le fait de participer à une adjudication constitue en effet un acte de commerce et les actes de cette nature sont interdits aux syndicats et à plus forte raison aux Unions de syndicats (2).

Les Unions de syndicats agricoles se sont du moins efforcées de faciliter la participation des agriculteurs aux fournitures de l'armée. L'Union centrale notamment a fait de nombreuses démarches auprès des Ministres de la guerre et de la marine en vue d'obtenir que les fournitures de blé,

(1) En Allemagne, le ministre de la guerre a invité les intendants à recourir de préférence aux associations de cultivateurs, et la création de syndicats pour la vente des grains en commun a été favorisée. V. rapport de H. de Chappedelaine, consul de France à Mannheim, Bull. minist. agr., 1896, p. 636 et s.

(2) Dalloz alphabétique. Supplément au mot Acte de Commerce, n° 198 et suivants.

d'avoine, de vics, de paille, de fourrages et autres denrées agricoles fussent exclusivement réservées aux produits français. Elle a demandé l'adoucissement des clauses des cahiers des charges, le fractionnement des lots et le remplacement du système des adjudications par celui de la fourniture directe.

Ces démarches ont abouti notamment au vote de la loi du 11 janvier 1896 portant que les conserves de viande nécessaires à l'armée seront exclusivement achetées en France et à la mise à l'essai par l'administration militaire dans les places de Toul, Epinal, Verdun, Rennes, Tarbes, etc , d'un nouveau système d'achat direct de grains et de fourrages très favorable aux cultivateurs.

Ceux-ci doivent présenter leurs échantillons à une commission représentée par un officier d'administration qui les examine, les admet s'ils sont de bonne qualité et en fixe le prix. Si le cultivateur accepte ce prix, il est admis à la fourniture pour la quantité offerte ou une quantité moindre, suivant les besoins. A Epinal, le minimum des fournitures est réduit à 10 quintaux métriques pour le blé et l'avoine et à 20 quintaux pour le foin et la paille. Le vendeur est payé séance tenante après livraison des fournitures conformes à l'échantillon si le montant ne dépasse pas 500 fr. Dans le cas contraire on lui délivre un bon de Trésorerie (1).

Ces ventes de gré à gré augmenteront certainement la participation directe des cultivateurs aux fournitures militaires.

(1) Bulletin de l'Union Centrale, juin 1899, et Journal de la Démocratie rurale, année 1898, p. 200.

Si les syndicats ont été exclus des adjudications de fournitures de denrées parce qu'ils ne peuvent pas faire d'actes de commerce, il leur est d'ailleurs facile de concourir à ces adjudications d'une manière détournée en ayant recours soit à un courtier chargé de traiter les ventes des produits de leurs adhérents, soit aux sociétés coopératives régionales annexées à des Unions de syndicats. Les sociétés coopératives agricoles à forme commerciale doivent être admises, en effet, aux adjudications publiques sur la production d'un exemplaire certifié de leurs statuts, au même titre que les commerçants. Quant aux sociétés coopératives à forme civile, elles peuvent également y participer pourvu toutefois qu'elles s'astreignent à livrer exclusivement les produits des récoltes de leurs adhérents.

C'est en créant à côté d'elles des sociétés de ce genre pourvues à la fois d'un capital propre et d'un personnel bien à elles, conformément au vœu émis au Congrès de Lyon en 1894, que les Unions de syndicats pourront rendre aux agriculteurs de véritables services dans la vente de leurs produits (1).

Les ventes réalisées par les courtiers, dans les Unions qui ont créé des Offices, ont toujours été, en effet, de peu d'importance. C'est qu'il est beaucoup plus difficile de vendre que d'acheter. Le courtier peut trouver des acheteurs, devenir un trait d'union utile entre producteurs et consommateurs, mais cela ne suffit pas. Beaucoup de syndicats de l'Union du Sud-Est qui avaient témoigné le désir de vendre leurs produits, se sont trouvés une fois la com-

(1) V. Congrès de Lyon, p. 124. Congrès d'Angers, p. 75.

mande faite dans l'impossibilité de l'exécuter, n'ayant pas les emballages nécessaires pour expédier leurs produits ou n'ayant pu s'entendre pour former un wagon. Aussi le courtier de l'Union du Sud-Est n'a-t-il réussi à traiter pour le compte des membres des syndicats unis que quelques ventes de bestiaux, de fourrages, de pommes de terre, de semences et de vins.

Il faudra, pour que ces ventes se développent, que les agriculteurs acquièrent, comme le disait justement, en 1897, M. Méline, « une vertu qui est encore nouvelle pour eux, qu'ils deviennent un peu commerçants (1) ».

Les coopératives agricoles créées sous les auspices des Unions, grâce à leur organisation même, à leur aptitude commerciale, aux ressources pécuniaires dont elles peuvent disposer paraissent appelées à obtenir des résultats plus sérieux pourvu qu'elles soient secondées utilement par les syndicats.

Ceux-ci devront être pour la coopérative des agents de renseignements la tenant au courant des offres de la culture, de la nature, de la variété, de la quantité des produits ; des agents d'exécution assurant le groupement et l'expédition des produits de leurs adhérents ; des agents de contrôle veillant à l'exécution consciencieuse des livraisons promises en ce qui concerne la quantité et la qualité des marchandises. Tous les syndicats unis deviendront ainsi « comme autant de petites maisons de commerce qui, dans chaque centre de production de la région, traiteront les

(1) Méline. Discours à la Chambre des députés. Séance du 20 novembre 1897.

affaires de la coopérative et auxquelles elle pourra confier la surveillance et la direction de dépôts locaux, voire même des magasins généraux qu'elle pourra être appelée à installer (1) ».

Auprès des syndicats pourront d'ailleurs se constituer de petites coopératives locales faisant subir aux produits du sol des transformations diverses en vue de leur procurer une plus grande valeur marchande : fromageries, féculeries, minoteries, distilleries, etc.

Les coopératives devront s'efforcer enfin d'arriver autant que possible sur le marché *avec une moyenne*, c'est-à-dire un type dans lequel qualités et défauts se neutralisent et se fondent dans un ensemble connu sous le nom de *valeur marchande*. La farine, par exemple, doit, pour pouvoir donner un pain blanc moyen, contenir une proportion déterminée à l'avance de blé dur et de blé tendre, de blé blanc et de blé rouge (2). La réalisation de ce type moyen, dont nous avons déjà signalé l'importance pour la vente des vins, constitue actuellement une des principales fonctions et un des avantages incontestables du commerce.

Les coopératives régionales, exactement renseignées par les syndicats sur la nature et la quantité des denrées offertes par leurs adhérents et étant en état de les fournir dans les conditions demandées par le consommateur, pourront arriver ainsi à assurer un écoulement avantageux aux produits du sol.

Mais cette organisation est loin encore d'être réalisée.

(1) Riboud. Rapport au Congrès de Lyon, p. 120.

(2) G. Maurin. Rapport au Congrès de Lyon.

Plusieurs des coopératives agricoles annexées aux Unions de syndicats ont réussi cependant à assurer la vente des produits de leurs adhérents.

La société coopérative agricole d'Orléans et du Centre a approvisionné de légumes, en vertu de marchés passés de gré à gré, les ordinaires de deux régiments de la garnison d'Orléans, ce qui représente 250.000 kilos de légumes par an d'une valeur de 40.000 à 45.000 francs.

Elle a soumissionné pour une année, en adjudication publique, la fourniture des pommes de terre à faire à l'Assistance publique de la ville de Paris. Ce marché comportait la livraison de 900.000 kilos de pommes de terre de deux sortes pour une valeur d'environ 70.000 francs. Elle a pris part à une adjudication de même nature pour le service de la marine à Brest (1).

La coopérative agricole des Alpes et de Provence a réservé l'organisation de la vente des produits du sol, à une société spéciale de forme commerciale : « la Coopérative de Provence » qui s'est occupée principalement de la vente des graines fourragères qui constituent l'une des plus importantes productions de la région. (2)

La coopérative de Normandie se charge de faire acheter des bestiaux de la race cotentine dans le Bessin et la Manche, des poulains, chevaux et juments dans le Perche par des courtiers agissant sous la surveillance des syndicats.

(1) De Rocquigny. La coopération de production dans l'agriculture, p. 136.

(2) De Rocquigny. La coopération de production dans l'agriculture, p. 137 et 170.

Dans les cinq premiers mois de son existence elle a expédié hors de Normandie pour 82.000 francs de bestiaux de toute sorte et fait des placements considérables de fromages, beurres, etc.

Dans l'Union de l'Ouest, la société coopérative créée en 1896 et dissoute en 1898 s'était occupée principalement d'organiser dans la région de l'Ouest la vente des grains, de manière à assurer aux cultivateurs le prix le plus élevé. Elle avait réussi en 1896 à écouler en trois mois 40.000 hectolitres de blé. La nouvelle société qui s'est reconstituée en dehors de l'Union s'occupe principalement comme l'ancienne de la vente des blés (1).

La coopérative agricole de l'Union du Sud-Est a concouru à Lyon à une adjudication de vins faite par l'Assistance publique de la ville de Lyon en 1894 et à une adjudication de pommes de terre faite par le ministère de la Marine à Toulon en 1895. Les autres résultats qu'elle a obtenus dans la vente des produits du sol sont peu considérables. Mais il s'est fondé à Lyon, en 1889, sous les auspices de l'Union du Sud-Est, à côté de cette coopérative, un organisme intéressant, l'Union des producteurs et consommateurs.

On désigne sous ce nom une société anonyme commerciale, au capital de 25.000 francs divisé en parts de 500 francs, ayant pour objet la vente directe au consommateur de tous les produits agricoles pouvant être utilisés sans préparation industrielle : farine, vin, viande, lait, beurre, fromage, fruits, légumes, etc...

(1) Renseignements fournis par le directeur de la coopérative.

Cette société vend au comptant et au prix ordinaire du commerce. Les bénéfices nets qu'elle réalise sont répartis intégralement et également, tous les trois mois, entre les producteurs et les consommateurs sur le vu de bons de production ou de consommation qui leur sont délivrés lors de leurs livraisons ou de leurs achats (1).

La Société a commencé par ouvrir quatre boucheries dans différents quartiers de Lyon. L'économie offerte à l'éleveur par la suppression du marchand en gros et du commissionnaire est assez notable. La plus-value des prix payés par les boucheries syndicales sur les prix payés en foire est en moyenne de 25 à 30 francs par tête pour le gros bétail et de 2 à 5 francs par tête pour le petit bétail, sans compter le tant pour cent (2) que le producteur vendeur est appelé à toucher à la fin de l'année dans la répartition des bénéfices. Malgré ces avantages, les éleveurs de la région envoient à peine le quart de l'approvisionnement nécessaire aux boucheries de la Société qui doit acheter le surplus sur le marché de Vaise.

Cette abstention tient en grande partie à l'idée fausse que les cultivateurs se sont faite de la Société qu'ils croyaient appelée à faire changer à son gré le cours du marché et à leur défaut d'entente ne leur permettant pas d'employer les transports par wagons complets qui rendraient moins onéreuse l'arrivée du bétail sur le marché de Lyon.

Les quatre boucheries de la société ont fait, en 1893, pour 400.000 francs d'affaires environ.

(1) Monographie de l'Union du Sud-Est, p. 496 et s.

(2) 2 1/2 0/0 ou 3 0/0.

Réduites depuis à trois, leur chiffre d'affaires a été, en 1898, de 247.105 francs et, en 1899, de 251.157 francs.

La société a étendu, en 1894, ses opérations selon l'idée première de ses fondateurs, à la vente de tous les autres produits agricoles. Mais elle a eu le tort de vouloir aborder du premier coup la vente au détail toujours plus difficile que la vente en gros. Il en est résulté, faute d'hommes sûrs pour la surveillance, un coulage tel que la société a dû renoncer après trois années à cette forme de son action, bien que le chiffre annuel de ses opérations en ce genre atteignisse 400.000 francs environ (1).

Quoi qu'il en soit, cette société a réussi à réaliser, dans une certaine mesure tout au moins, ce desideratum : le rapprochement des producteurs et des consommateurs.

Cet essai est d'autant plus intéressant que les principaux clients de la société sont les petits ménages qui sont heureux de toucher les répartitions de 2 1/2 0/0 ou de 3 0/0 sur le total des ventes.

C'est en vue d'atteindre le même but qu'a été également préconisé et tenté l'établissement de rapports entre les syndicats agricoles et les coopératives urbaines de consommation.

La question, posée pour la première fois en 1887, à Tours, au Congrès des sociétés coopératives de consommation, a été étudiée de nouveau au Congrès coopératif de Marseille en 1890 et au Congrès de Grenoble en 1893. Ce dernier Congrès a abouti à la nomination d'une commission

(1) Renseignements fournis par le président de l'Union du Sud-Est.

mixte de vingt membres, pris en nombre égal parmi les délégués des sociétés de consommation et parmi ceux des syndicats agricoles, ayant pour mission de rechercher les moyens pratiques les plus propres à assurer l'établissement de ces relations (1).

La Commission, après avoir reconnu l'insuffisance des syndicats agricoles, a été d'avis qu'il y avait lieu de créer dans les divers centres de la France des coopératives autant que possible régionales du genre de celle du Sud-Est, ces sociétés étant seules capables d'assurer le groupement des produits offerts et de fournir aux consommateurs les garanties nécessaires pour traiter. Elle a préconisé l'échange, entre ces coopératives et les sociétés coopératives de consommation, de leurs bulletins périodiques avec une rubrique spéciale et gratuite des offres et des demandes ainsi que l'ouverture de dépôts permanents d'échantillons, destinés à permettre aux sociétés de consommation de se rendre exactement compte de la qualité des produits agricoles présentés.

Les agriculteurs devront d'ailleurs s'astreindre à livrer des marchandises strictement conformes aux échantillons et consentir au partage égal entre les consommateurs et eux du bénéfice que s'adjugeait toute la série des intermédiaires éliminés (2).

(1) V. Congrès de Tours, 1887 ; de Marseille, 1890, rapport de M. Audéoud, p. 76 ; de Grenoble, 1893, rapport de M. Falcoz Vigne, p. 20 ; de Lyon, 1894, rapport de M. Soria, p. 14 et de M. Figeac, p. 21.

(2) C'est principalement pour avoir essayé de livrer aux consommateurs, à l'exemple de quelques commerçants sans scrupules, des

A ces conditions seules pourra être réalisé le grand problème de la vie à bon marché.

L'idée d'établir des relations directes entre les coopératives agricoles de production et les coopératives urbaines de consommation n'a pas tardé d'ailleurs à s'élargir considérablement. Quelques hommes tels que M. Vansittart-Neale, secrétaire général de l'Union coopérative de la Grande-Bretagne, M. Edward Owen Greening, directeur de l'Agricultural and horticultural association en Angleterre, M. Charles Robert en France, et M. Luzzatti en Italie, ont déclaré que la coopération n'arriverait à la perfection que si son principe, celui de l'union des forces, était porté à sa suprême puissance et que, pour obtenir ce résultat, il fallait que des rapports réguliers et continus s'établissent d'une manière internationale entre les associations coopératives de tous les pays.

Le premier congrès coopératif international, tenu à Londres les 19-23 août 1895, a nommé un comité chargé de rechercher les moyens de créer ces rapports en préparant au besoin l'organisation d'une agence internationale pour l'échange des produits des sociétés coopératives.

La même question a été examinée aux congrès coopératifs internationaux tenus à Paris les 28-31 octobre 1896 et à Delft les 13-17 septembre 1897 (1).

produits frelatés et pour avoir voulu profiter seuls des avantages de l'organisation nouvelle en montrant des prétentions exagérées, que plusieurs essais de relations directes entre producteurs et consommateurs ont échoué.

(1) V. 2^e Congrès de l'alliance coopér. intern., Paris, 1896, rap-

Ces projets sans doute sont encore loin de leur réalisation mais si un courant sérieux de commerce coopératif international venait à s'établir, il en résulterait certainement pour les produits agricoles des débouchés avantageux. L'entente entre les coopérateurs des divers pays déjouerait les manœuvres des spéculateurs cosmopolites sur le cours des denrées et assurerait aux produits dont la pureté et la qualité seraient garanties, une circulation plus large dans des conditions meilleures.

Ce sera peut-être l'œuvre du siècle prochain.

port de M. Henry Wolff, p. 37. — 3^e Congrès de l'all. coop. intern., Delft, 13-17 sept. 1897.

CHAPITRE II

ROLE DES UNIONS DANS L'ORGANISATION DU CRÉDIT AGRICOLE

Les efforts des syndicats et des Unions de syndicats agricoles ont tendu tout d'abord à fournir à leurs adhérents, aux meilleures conditions possibles, les engrais chimiques, les machines agricoles et les instruments aratoires, destinés à accroître la production du sol. Mais ces acquisitions exigent un capital roulant considérable que le cultivateur ne saurait se procurer qu'en recourant au crédit.

Autrefois l'agriculteur honnête et laborieux trouvait facilement à emprunter chez un voisin ou un ami en souscrivant un simple billet. L'argent provenant de la terre y retournait ainsi naturellement. Cet état de choses s'est considérablement modifié depuis. D'une part, les besoins de l'agriculture en matière de crédit ont augmenté ; d'autre part, les épargnes agricoles ont pris une autre voie qui les éloigne de la terre. Le cultivateur qui a amassé un petit pécule, au lieu de le garder en numéraire, l'emploie à acheter des valeurs mobilières ou le dépose dans les caisses d'épargne.

Pour se procurer les capitaux qui leur sont nécessaires,

les agriculteurs peuvent, il est vrai, s'adresser aux institutions de crédit qui ont été créées en vue du commerce et de l'industrie. Mais le crédit agricole qui, par sa nature, est identique à tout autre crédit, diffère du crédit industriel et commercial par sa clientèle et la durée de ses opérations.

Les petits cultivateurs, même présentant les plus grandes garanties de solvabilité, trouvent difficilement à emprunter dans les maisons de banques établies le plus souvent au chef-lieu du département ou de l'arrondissement parce qu'ils ne sont connus que dans leur commune.

Les sommes qu'ils empruntent ne deviennent en outre disponibles à nouveau qu'après la récolte faite, c'est-à-dire après une période de 9 à 10 mois, or les banques commerciales, et notamment la Banque de France, n'escomptent que du papier au terme maximum de trois mois.

Aussi, dès 1840, la question du crédit agricole s'est-elle posée. Mais la solution du problème a été retardée pendant de longues années par suite de cette idée fausse que le crédit agricole devait être demandé à un grand établissement central analogue à la Banque de France ou au Crédit foncier. En 1860 fut créée une grande Société anonyme, la Société du crédit agricole, qui reçut de l'Etat une garantie d'intérêt de 400.000 francs pendant 5 ans. Cette Société ne tarda pas malheureusement à dévier de son but pour se lancer dans des spéculations de bourse où elle finit par sombrer en 1876.

La question a été depuis lors l'objet de nombreuses études. Elle ne devait pas laisser indifférents les syndicats agricoles et leurs Unions. S'inspirant des exemples fournis par l'étranger, les syndicats ont, comme nous l'avons vu,

compris les premiers en France que le crédit agricole devait reposer sur la mutualité et la solidarité. Ils ont été amenés ainsi à créer de petites banques familiales. Ces banques, disséminées dans les campagnes, ayant un rayon d'action limité à la commune ou au canton, sont seules en état de déterminer avec compétence la capacité de crédit de chaque agriculteur.

En l'absence d'une législation spéciale sur la matière, il y avait un procédé tout indiqué de fonder ces caisses d'une manière absolument légale. Il suffisait de les créer sous la forme de sociétés anonymes à capital variable, conformément à la loi du 24 juillet 1867.

C'est sous cette forme que, dès 1885, a été fondée par le syndicat agricole de Poligny une société de crédit mutuel au capital de 20.000 francs. Cet exemple fut suivi par quelques syndicats, notamment le syndicat des agriculteurs du Doubs, le syndicat agricole de Coulommiers, etc... Mais ces petites caisses ne s'étaient pas développées en nombre suffisant dans les campagnes, par suite des formalités longues, compliquées et dispendieuses exigées pour leur formation.

M. Méline, en vue de faciliter leur éclosion déposa, le 10 mai 1890, à la Chambre, une proposition de loi sur l'organisation du crédit agricole et populaire.

Cette proposition ayant attiré de nouveau l'attention sur la question du crédit agricole, l'Union du Sud-Est chargea son comité de contentieux et de législation de présenter un rapport sur la matière. Ce rapport très documenté, dû à M. Louis Durand, avocat à la Cour d'appel de Lyon, a été publié depuis en volume (1). L'auteur, après avoir présenté

(1) Louis Durand. *Le Crédit agricole en France et à l'Etranger.*

une étude complète des efforts tentés à l'Etranger pour l'organisation du crédit agricole, efforts souvent couronnés de succès, se prononçait en faveur de la création en France de petites caisses rurales analogues aux caisses Raiffeisen qui fonctionnaient depuis un demi-siècle en Allemagne et en Italie.

M. Durand, passant de la théorie à la pratique, a réussi à fonder un certain nombre de ces caisses dans l'Union du Sud-Est. Ce sont des sociétés en nom collectif à capital variable dont par conséquent les dettes sont garanties solidairement et indéfiniment par le patrimoine de tous les associés. Leurs membres ne constituent pas de capital social ; les sociétés empruntent sous leur garantie solidaire les fonds dont elles ont besoin. Ces caisses fonctionnent ordinairement dans la limite d'une commune. Elles ne prêtent à leurs membres que pour un usage déterminé et jugé utile. Tout emprunt est garanti par une caution.

La légalité de ces caisses fondées sans capital était douteuse sous le régime de la loi de 1867. Il était certain en outre que la responsabilité solidaire et illimitée répugnait à la grande majorité des habitants des campagnes.

Enfin les caisses Duraud avaient l'inconvénient de présenter presque toujours un caractère confessionnel nettement prononcé.

M. Méline, dans le projet qu'il avait déposé en 1890, avait eu l'idée, en vue de hâter l'organisation du crédit agricole, de profiter des groupes déjà formés par les syndicats. Mais ce projet avait le tort de chercher la solution du problème dans la transformation des syndicats eux-mêmes en sociétés

de crédit. C'était, dit M. Maurin (1), confondre deux organismes d'essence absolument différente et compromettre le développement des syndicats en imposant à leurs adhérents une responsabilité nouvelle et d'un ordre absolument distinct des engagements qu'ils avaient souscrits en s'affiliant à l'association professionnelle.

Sur les observations présentées en ce sens par divers syndicats et appuyées vigoureusement par les Unions, le texte primitif fut heureusement modifié. Le texte définitif, devenu la loi du 5 novembre 1894, porte que ce ne seront pas les syndicats eux-mêmes qui deviendront des sociétés de crédit mais qu'ils jouiront seulement de certaines facilités pour la création des caisses de crédit qui devront demeurer complètement distinctes et autonomes.

La loi du 5 novembre 1894 confère d'ailleurs aux syndicats agricoles seuls le privilège de constituer des sociétés de crédit dans la forme et suivant les règles spéciales qu'elle détermine. Ces sociétés peuvent être constituées soit par la totalité des membres d'un ou de plusieurs syndicats, soit par une partie des membres de ces syndicats (2); elles peuvent avoir ou ne pas avoir de capital social. La loi range les sociétés nouvelles au nombre des sociétés commerciales, mais les exempte de la patente et de l'impôt sur les valeurs mobilières (3).

(1) G. Maurin. Les Sociétés de crédit agricole mutuel. Chronique du Musée Social, juillet, 1899.

(2) Art. 1^{er}, loi du 5 nov. 1894.

(3) Pour plus de détails, V. Kirch, Étude sur le crédit agricole mobilier.

Cette loi a donné lieu, aussitôt après sa promulgation, à un certain nombre de critiques de la part des Unions de syndicats agricoles.

La plupart d'entre elles ont critiqué, les déclarant excessives, les mesures de publicité qu'elle prescrit, bien que ces mesures soient plus simples que celles auxquelles sont soumises les sociétés commerciales (1). L'obligation du dépôt annuel des noms des membres de chaque société et d'un résumé de leur comptabilité a été dénoncé comme une sorte de mainmise de l'Etat, représenté par l'Administration, sur les caisses de crédit et a paru menaçante pour l'existence de celles-ci.

Les Unions ont protesté également contre les pénalités édictées contre les administrateurs, même pour des infractions légères à la loi (2); ces pénalités exagérées pouvant être de nature à refroidir le zèle et le dévouement des fondateurs des caisses de crédit. On peut faire observer cependant que l'ingérence administrative trouve sa justification dans la nécessité de surveiller la limitation des prélèvements statutaires. Quant aux pénalités édictées par la loi, elles ont pour but de protéger la fortune des cultivateurs parfois ignorants; ces pénalités sont d'ailleurs plus douces que celles qui peuvent atteindre, le cas échéant, les administrateurs et fondateurs des syndicats. Or celles-ci n'ont pas empêché ces associations de se développer (3).

(1) V. art. 2 de la loi.

(2) V. art. 6 de la loi.

(3) On peut voir un écho des réclamations présentées par les Unions de syndicats agricoles dans les discussions qui ont eu lieu au Congrès d'Angers. V. Congrès d'Angers, p. 87 et s., p. 102 et s.

Nous reconnaissons toutefois que les réclamations des Unions sur ce dernier point sont fondées et il est à désirer qu'elles aboutissent à une modification des articles 5 et 6 de la loi.

Quoi qu'il en soit de ces critiques de détail, les Unions de syndicats et notamment l'Union centrale, après une étude approfondie de la loi du 5 novembre 1894, ont reconnu qu'elle était bonne, utile et libérale et qu'elle ouvrait aux syndicats les plus larges facultés pour la réalisation d'une œuvre longtemps désirée par le monde agricole. Les Unions l'ont commentée dans leurs bulletins et en ont montré tous les avantages aux cultivateurs. Sous leur impulsion, plusieurs syndicats l'ont déjà mise à profit et, à la fin de 1899, on comptait environ 150 caisses de crédit fonctionnant sous le régime de la loi du 5 Novembre 1894.

Mais ces petites caisses isolées et livrées à leurs propres ressources ne présentaient pas une vitalité suffisante ; elles arrivaient difficilement à se procurer l'argent nécessaire aux avances demandées par les agriculteurs. Il aurait fallu, pour achever l'œuvre, permettre à ces sociétés de former entre elles des fédérations et procurer aux populations rurales un réservoir de capitaux. C'est ce qu'est venu fort heureusement réaliser la loi du 31 mars 1899.

Cette loi a institué des caisses régionales de crédit agricole et les a dotées au moyen de l'avance de 40 millions et de la redevance annuelle que la Banque de France doit verser au Trésor en vertu de la loi du 17 novembre 1897 portant renouvellement de son privilège (1).

(1) Barbery. La Banque de France et le crédit agricole.

Les caisses régionales doivent répartir cette avance entre les petites caisses locales en vue de leur permettre de constituer un fonds de roulement. Elles ont en outre pour objet d'escompter les effets que les sociétés locales ont en portefeuille et recevoir leurs excédents de caisse. Mais elles ne peuvent pas fonctionner elles-mêmes comme sociétés locales de crédit dans l'arrondissement où elles sont situées.

Les avances sont faites par l'Etat sans intérêt aux caisses régionales pour une durée de 5 ans et ne peuvent excéder le montant du capital versé en espèces. Nous croyons qu'il eût été préférable de stipuler un intérêt modique afin que les populations rurales ne fussent pas portées à voir dans ces avances des dons ou des subventions.

Outre le capital souscrit et les avances faites par l'Etat, il sera loisible aux caisses régionales de se procurer les fonds nécessaires pour leurs opérations en recevant des effets et dépôts en compte courant et en émettant des bons spéciaux. Ces bons circulant comme une sorte de bons du Trésor permettront de réaliser une réforme depuis longtemps attendue, la décentralisation de l'épargne, en se substituant aux livrets de caisse d'épargne possédés actuellement par un grand nombre de cultivateurs.

Telle est, résumée brièvement, l'économie de la loi du 31 mars 1899.

On voit qu'elle est conforme à l'évolution qu'ont subie les syndicats agricoles. De même que ceux-ci, isolés et sans forces, ont été obligés, pour devenir une puissance économique, de se rapprocher dans des Unions qui les complètent, de même les petites caisses rurales disséminées dans les campagnes ne pourront se développer et prospérer

que par la création de caisses régionales les reliant entre elles.

Les caisses régionales pourront d'ailleurs être établies aux sièges des Unions de syndicats agricoles.

Les lois du 5 novembre 1894 et du 31 mars 1899 complètent donc heureusement la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels. Elles aboutissent toutes trois à une véritable décentralisation économique.

Aussi les Unions de syndicats agricoles ont accueilli avec faveur la loi de 1899. La plupart d'entre elles ont fondé des caisses régionales de crédit destinées à venir en aide aux caisses locales déjà existantes.

L'Union du Sud-Est a fondé, à Lyon, le 29 juin 1899, une caisse régionale sous le nom de « Caisse régionale de crédit mutuel agricole du Sud-Est » qui étend son action sur les 10 départements englobés dans l'Union. Le capital primitif a été fixé à 24.000 fr. divisé en 240 parts de 100 fr. ; il a été intégralement souscrit et versé avant la constitution de la société (1).

L'Union de Bourgogne et de Franche-Comté a pris, le 2 juillet 1899, l'initiative de la fondation d'une caisse régionale comprenant les 9 départements de l'Union. Son capital est formé de parts nominatives de 100 fr. et de 25 fr. ; il sera placé en valeurs de tout repos qui seront déposées à la Banque de France en garantie des escomptes. Il recevra un intérêt garanti de 3 0/0 au moins et de 4 0/0 au plus (2).

(1) Journal de la Démocratie rurale, année 1899 et Bulletin de l'Union du 15 déc. 1899.

(2) Démocratie rurale, 17 septembre 1899.

L'Union du Centre a décidé la création d'une caisse régionale au capital de 25.000 fr. réparti entre 500 parts de 50 fr. (1).

L'Union des Alpes et de Provence a fondé également une caisse régionale à Marseille au capital de 50.000 fr. (2).

L'Union du Midi, dans son assemblée générale du 25 juillet 1899, a adopté les statuts d'une caisse régionale de crédit agricole au capital de 25.000 fr. qui s'étendrait à toute la région de l'Union (3).

L'Union de Bretagne a également mis à l'étude la création d'une de ces caisses (4).

Mais les caisses régionales fondées par les grandes Unions nous paraissent avoir un rayon trop étendu. Bien que quelques-unes s'appuient sur des fédérations de syndicats agricoles fortement constituées, on peut prévoir en effet pour elles des difficultés d'administration et de fonctionnement qu'une circonscription plus limitée atténuerait certainement. Aussi la plupart des autres caisses régionales actuellement existantes ont-elles restreint, jusqu'ici tout au moins, leur rayon à un département. C'est ce qui a eu lieu notamment pour les caisses fondées par des Unions départementales. Telle est par exemple la caisse créée à Arras par l'Union du Pas-de-Calais (5) et la caisse actuellement en formation

(1) Journ. de la Démocratie rurale, 17 sept. 1899, p. 151.

(2) Renseignements fournis par le président de l'Union.

(3) Bulletin de l'Union du Midi, n° de juillet 1899.

(4) Renseignements fournis par le président de l'Union.

(5) Démocratie rurale, 1899, p. 75.

dans les Alpes-Maritimes, dont les statuts ont été élaborés par M. Rayneri (1).

Il semble donc que si les Unions régionales tendent à favoriser la création de caisses ayant une circonscription trop vaste, il appartiendra aux Unions locales ou petites Unions de faire éclore dans leur sein des caisses d'un rayon moins étendu (2).

On voit que les Unions de syndicats agricoles ont heureusement favorisé la création dans les campagnes des caisses locales et des caisses régionales de crédit. Elles se sont en outre préoccupées de bonne heure de rechercher les moyens les plus propres à permettre aux agriculteurs d'obtenir des avances sur les produits du sol afin de les libérer de l'obligation de vendre en temps inopportun et souvent à vil prix leurs récoltes quand le besoin d'argent se fait sentir.

M. Martinon, député, avait déposé dans ce but un projet de loi tendant à l'organisation de docks greniers semblables aux élévateurs de grains d'Amérique (3), dans lesquels les agriculteurs auraient pu emmagasiner et warranter leurs récoltes. L'Union des syndicats agricoles de Normandie, l'Union des syndicats agricoles de l'Ouest et l'Union des syndicats agricoles de Provence avaient également mis la question à l'étude (4) et le syndicat

(1) Bulletin de l'Union des Alpes Maritimes.

(2) Il existe actuellement 20 à 25 caisses régionales de crédit agricole.

(3) Ronna. Le blé aux États-Unis, p. 265 et s.

(4) Démocratie rurale, n° du 5 février 1893.

agricole d'Anjou avait même organisé le warrantage des blés dans les docks d'Angers en obtenant pour ses adhérents des conditions de faveur.

Mais le dépôt dans les magasins généraux des produits du sol, souvent encombrants, entraînait des frais trop considérables pour que ce procédé pût se généraliser. Aussi les Unions de syndicats agricoles et les sociétés d'agricultures avaient-elles réclamé la création du warrantage sans déplacement du gage pour ces produits, comme cela existait, depuis plusieurs années déjà à l'étranger, notamment en Belgique, en Suisse et en Russie.

La loi du 18 avril 1898 sur les warrants agricoles est venue réaliser cette réforme.

Cette loi autorise le warrantage à domicile de certains produits qu'elle énumère : produits végétaux de consistance sèche ; céréales en gerbes ou battues ; fourrages secs, plantes officinales séchées ; légumes secs, fruits séchés et féculs ; matières textiles animales ou végétales ; graines oléagineuses, graines à ensemercer ; vins, cidres, eaux-de-vie et alcools de natures diverses ; cocons secs et cocons ayant servi au grainage ; bois exploités, résines et écorces à tan ; fromages, miels et cires, huiles végétales ; sel marin (1).

Le cultivateur pourra les donner en gage sans dessaisissement ou, plus exactement, croyons-nous, constituer sur eux une sorte d'hypothèque mobilière (2).

(1) Art. 1^{er} de la loi du 18 avril 1898.

(2) En 1899, le nombre des warrants constitués a dépassé 550 pour un capital un peu supérieur à 2 350 000 fr. L'Agriculture nouvelle du 21 avril 1900.

Plusieurs Unions de syndicats agricoles, notamment l'Union des syndicats agricoles de Saône-et-Loire, l'Union du Sud-Est et l'Union de Bourgogne et de Franche-Comté avaient demandé l'extension du principe du gage sans dessaisissement aux récoltes pendantes par branches et par racines ainsi qu'au bétail.

Ces Unions ont fait valoir que la récolte près de sa maturité est une garantie presque assurée pour le créancier. Quant au bétail, il constitue le plus souvent l'unique actif de la majorité des petits cultivateurs ; il est beaucoup plus stable que les produits engrangés et reste le gage indiqué pour les prêts de longue durée ; le bétail assuré présente, en outre, une garantie que des vins ou des céréales, de conservation parfois difficile, n'offrent pas toujours ; enfin la faculté d'engager successivement toutes ses têtes de bétail reste la seule ressource pour un cultivateur de doubler, de tripler même son écurie et d'obtenir ainsi les engrais nécessaires à l'amélioration de ses récoltes (1).

C'est pourtant volontairement que le bétail a été exclu du projet de loi. On a reculé devant les difficultés que pouvait offrir la constitution de ce gage lorsqu'il émanait d'un métayer ou d'un fermier. Nous pensons cependant que les vœux émis par les Unions de syndicats agricoles auraient mérité d'être pris en considération, car ces difficultés auraient pu être aplanies.

Les Unions de syndicats ont également mis à l'étude

(1) Vœu émis par l'Union de Bourg et de Franche-Comté, dans son assemblée générale du 11 décembre 1897.

une question qui touche de près à l'organisation du crédit agricole, celle de la dette hypothécaire rurale qui, évaluée par les uns à 4 ou 5 milliards (1), par les autres à 15 milliards (2), grève lourdement la propriété foncière et nuit considérablement au crédit de l'agriculteur. En outre « dans l'état actuel, le débiteur qui paie à son créancier 5 0/0 d'intérêts n'arrive presque jamais à rembourser sa dette et un jour vient où fatalement il est acculé à la liquidation judiciaire. D'après les relevés officiels, les ventes sur saisies immobilières s'élèvent annuellement à 13 ou 14 000, en sorte que la moyenne des petits propriétaires qui retombent chaque année dans le prolétariat est d'environ 10 000 (3) ».

Le remède consisterait dans la conversion de la dette hypothécaire non amortissable en dette hypothécaire amortissable par annuités en mettant à profit la baisse du taux de l'intérêt avec le concours du Crédit foncier. Les Unions de syndicats créeraient une caisse agricole destinée à fournir les fonds nécessaires à cette opération et s'efforceraient d'obtenir du Parlement le vote d'une loi dispensant des frais d'actes les contrats ayant pour objet de transformer les dettes hypothécaires existant actuellement en dettes amortissables (4).

(1) Deschanel. Discours cité.

(2) Evaluation de M. Milcent. Rapport au Congrès d'Orléans, p. 272.

(3) Milcent. Rapport cité.

(4) Vœu émis par l'Union de Bourg et de Franche-Comté, dans son Assemblée générale du 24 nov. 1894.

L'idée est certainement séduisante mais, « à coup sûr, dans l'état contemporain du développement des associations agricoles, on ne saurait compter d'une façon bien efficace sur les syndicats, ni même sur une Union de syndicats, si vaste qu'elle puisse être, pour affronter les difficultés d'une pareille entreprise (1) ».

(1) Souchon. La propriété paysanne, p. 247.

CHAPITRE III

RÔLE DES UNIONS DANS L'ORGANISATION DES ASSURANCES AGRICOLES

« La recherche du capital nécessaire à l'agriculture disait, il y a quelques années, M. Tisserand, alors directeur de l'Agriculture, est étroitement liée à la question des assurances. » Une bonne organisation du crédit agricole doit avoir en effet pour auxiliaire une bonne organisation des assurances agricoles, afin que le remboursement du prêt ne soit pas à la merci d'un sinistre venant détruire les garanties du prêteur.

Les syndicats agricoles l'ont compris. Ils se sont efforcés de répandre parmi leurs membres les idées de prévoyance.

Les risques auxquels le cultivateur est exposé dans l'exercice de sa profession sont nombreux : risque de mortalité du bétail, risque de grêle, risque d'incendie de ses bâtiments d'exploitation, de ses étables ou de ses récoltes, risque d'accidents survenus aux personnes qu'il emploie dans les travaux des champs.

1° *Assurance contre la mortalité du bétail.* — L'assurance contre la mortalité du bétail est l'une des formes de la prévoyance les plus essentielles à la sécurité des culti-

vateurs. Les animaux constituent la part prépondérante du capital d'exploitation agricole (1).

D'après l'enquête décennale agricole de 1892, le nombre global des animaux de ferme de diverses espèces (espèces chevaline, mulassière, asine, bovine, ovine, porcine et caprine) atteignait, au 30 novembre de cette année, 47 millions 1/2 de têtes, représentant une valeur de 5 202 656 000 francs (2).

Le cheptel subit, par suite d'accidents ou de maladies, des pertes considérables qu'on peut évaluer à environ trente millions par an. Ces pertes occasionnent plus particulièrement un préjudice grave au petit cultivateur dont le bétail représente souvent tout l'avoir.

Les syndicats agricoles, en vue de protéger leurs adhérents contre les risques de mortalité du bétail, ont fondé de bonne heure de petites caisses mutuelles d'assurance ou de secours. Ils n'ont fait d'ailleurs que suivre un exemple déjà ancien. On rencontre à Prétv, en Saône-et-Loire, une « Assistance mutuelle contre les chances de mortalité du bétail » dont les origines se trouvent dans les statuts de la Confrérie de St-Isidore et qui semble remonter très loin. Il existe de même dans le département des Landes depuis un certain nombre d'années, sous le nom de *cotises* ou *consorces*, des associations communales d'assurances et de secours mutuels, destinées à couvrir les pertes occasionnées

(1) De Rocquigny. L'intervention des syndicats agricoles dans l'assurance contre la mortalité du bétail. Rapport à la Société des agriculteurs de France (1894).

(2) Statistique agricole décennale de 1892, p. 253.

par les maladies, les accidents ou la mort des animaux domestiques (1). Les syndicats agricoles offraient d'ailleurs un cadre tout tracé pour le développement de ces institutions, car les rapports de bonne foi qui existent généralement entre les membres des syndicats et le contrôle exercé par tous les sociétaires intéressés, empêchent les fraudes dont sont souvent victimes les Compagnies ou Sociétés d'assurances.

Les petites mutualités fondées par les syndicats agricoles présentent des formes très variables. Les unes sont de véritables sociétés d'assurances mutuelles régies par la loi du 24 juillet 1867 et le règlement d'administration publique du 22 janvier 1868.

D'autres affectent la forme de sociétés de secours mutuels et sont soumises par suite à la loi du 17 juillet 1850 et du 1^{er} avril 1898.

D'autres enfin, qui se sont développées depuis quelques années en grand nombre (on en comptait déjà 2.000 en 1899), se sont constituées sous la forme syndicale à la faveur des dispositions libérales de la loi du 21 mars 1884. Mais leur légalité est douteuse (2). Les Unions de syndicats agricoles sont intervenues avec les sociétés d'agriculture auprès du gouvernement, en vue d'obtenir la suspension des poursuites dirigées contre plusieurs de ces sociétés et

(1) Riboud. Rapport sur l'assurance contre la mortalité du bétail au Congrès d'Orléans (1897).

(2) Voyez une consultation demandée sur ce point par le Musée social à MM. Lyon-Caen et Waldeck-Rousseau, dans l'ouvrage de M. de Rocquigny : « L'assurance mutuelle du bétail », p. 96 et suiv.

l'exemption pour elles de tout droit de timbre et d'enregistrement. M. Viger a déposé, le 27 juillet 1899, un projet de loi ayant pour objet de régulariser leur situation.

Le gouvernement a favorisé, d'accord avec le Parlement, le développement des sociétés d'assurances mutuelles agricoles. Un crédit spécial de 500.000 francs a été ouvert en 1899, au budget du ministère de l'agriculture, en vue de leur accorder des subventions destinées à leur fournir une première mise de fond de roulement ou à suppléer, dans une certaine mesure, à l'insuffisance de leurs ressources.

Les caisses d'assurances ou de secours contre la mortalité du bétail, fondées par les syndicats, fonctionnent en effet, nous l'avons vu, dans des circonscriptions restreintes. Il en résulte qu'elles sont exposées parfois à couvrir des dommages hors de toute proportion avec leurs ressources.

Les subventions de l'Etat peuvent alors leur venir en aide. Il existe un autre moyen de remédier à cet inconvénient capital ; c'est de fédérer les petites sociétés d'assurances mutuelles d'une région de manière à leur permettre de constituer un fonds commun, destiné à alimenter une caisse de réassurance. « Les caisses locales des syndicats, organisées d'après des statuts uniformes, feraient, en cas de sinistre, une première répartition au moyen de leurs ressources propres : au delà de ces ressources, la caisse de réassurance qui percevrait une fraction des cotisations encaissées par toutes les caisses locales et participerait à leurs bonis, aurait à intervenir afin de parfaire le règlement des sinistres. »

L'organisation des caisses mutuelles d'assurances contre la mortalité du bétail, et particulièrement des caisses de

réassurance qui sont une application de l'association au deuxième degré, rentrait naturellement dans le rôle des Unions de syndicats agricoles.

Sous les auspices de l'Union des syndicats agricoles de la Haute-Saône se sont créés, dans ce département, des sociétés communales de secours mutuels contre la mortalité du bétail.

L'indemnité allouée est de 75 0/0 ; la cotisation semestrielle est de 0 fr. 50 0/0 de la valeur d'estimation pour l'espèce bovine et de 0 fr. 75 0/0 pour l'espèce chevaline.

Les statuts des sociétés les obligent à constituer une réserve à l'aide d'un prélèvement annuel de 12 0/0 sur le montant des cotisations opéré pendant cinq ans au moins ; cette réserve ne peut être mise à contribution avant l'expiration de cette période.

Pour répartir les risques sur une plus large surface, ces sociétés ont formé une Union dont le siège est à Gray. Elle aide les sociétés locales, quand la mortalité dépasse la moyenne ordinaire, à régler leurs sinistres dans la proportion statutaire, sans recourir à la réserve tant que celle-ci doit demeurer intacte. L'Union groupe déjà une quinzaine de sociétés communales, chaque société locale fait à l'Union un versement semestriel de 0 fr. 05 0/0 de sa valeur assurée ; celle-ci n'alloue les indemnités destinées à parer aux déficits qu'après avoir constaté la régularité des comptes des sociétés qui font appel à son intervention (1),

L'Union du Sud-Est des syndicats agricoles et l'Union Beaujolaise qu'elle englobe ont commencé, en 1898, l'or-

(1) V. De Rocquigny. L'assurance mutuelle du bétail.

ganisation de l'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail.

Chaque syndicat centralise à part, dans un *compte de prévoyance*, les fonds que ses membres lui versent dans ce but déterminé. Le compte est établi par commune ou par groupe de communes et il doit en être tenu un distinct pour chaque espèce d'animaux. Actuellement il n'en existe que pour les animaux de l'espèce bovine, mais les risques des chevaux seront prochainement garantis. Ces comptes sont administrés par une commission de trois membres nommés par le bureau du syndicat. Cette commission fait désigner en réunion générale par les participants, trois commissaires experts qui sont chargés de la visite des étables et de l'estimation des animaux.

Il n'y a pas une société distincte, une personnalité morale autre que celle du syndicat. Le président du syndicat représente tous les participants aux comptes de prévoyance.

La contribution annuelle est en principe de 1 0/0 de la valeur de chaque bête ; mais elle peut s'accroître, en cas de besoin, d'une contribution supplémentaire sans que le montant total de la contribution annuelle puisse dépasser 2 0/0 de la valeur assurée. L'indemnité, en cas de sinistre, est fixée, jusqu'à concurrence des ressources du compte de prévoyance, aux $\frac{4}{5}$ de la valeur des animaux perdus.

Cette organisation est complétée par un système de réassurance.

En cas d'insuffisance des ressources pour faire face aux indemnités à payer, chaque syndicat ayant un compte de prévoyance peut recourir à la coopérative agricole du Sud-Est dont nous avons expliqué plus haut le fonctionnement.

Chaque syndicat verse à celle-ci à volonté $\frac{1}{5}$ ou $\frac{2}{5}$ de la contribution qu'il a perçue ; dans le premier cas, la coopérative participe pour $\frac{1}{4}$ dans les sinistres et, dans le deuxième cas, pour la moitié. Les syndicats peuvent même, si cela est nécessaire pour faire face au $\frac{4}{5}$ des pertes, demander des avances à cette société. Le paiement des sinistres est ainsi garanti sans que les syndicats soient tenus au delà de ce qu'ils ont reçu.

Afin de faciliter les débuts de ce service, la coopérative agricole du Sud-Est a prélevé sur ses réserves une somme de 10.000 francs qu'elle a affectée comme dotation au compte de garantie ouvert entre les comptes de prévoyance des syndicats de la région (1).

L'Union des Alpes et de Provence et sa coopérative agricole ont mis à l'étude l'organisation d'un système analogue d'assurance et de réassurance contre la mortalité du bétail qui fonctionnerait au profit des membres des syndicats unis.

2° *Assurance contre la grêle et contre l'incendie.* — La grêle est peut-être, de tous les fléaux qui menacent l'agriculture, le plus redoutable. En France, et en moyenne, le nombre annuel des sinistres atteint le chiffre de 500.000. Dans les années ordinaires, les pertes qu'elle occasionne s'élèvent à une moyenne de 90 millions de francs (2).

(1) Léon Riboud. L'assurance contre la mortalité du bétail dans l'Union du Sud-Est. — Châtillon. Rapport sur l'assurance du bétail présenté à l'Assemblée générale de l'Union centrale des synd. agr. (1899).

(2) Emile Salle. — Rapport sur l'assurance grêle, présenté à la Société des agriculteurs de France (1894).

Les syndicats agricoles ne sauraient garantir leurs adhérents contre ce fléau par l'organisation de mutualités spéciales, car leur sphère est trop étroite pour que les risques puissent s'y équilibrer.

On a proposé de former des mutualités plus vastes sous le patronage des Unions régionales ; mais, même sur un terrain aussi étendu, les risques sont tels que les ressources ne seraient pas le plus souvent proportionnées aux dommages à réparer.

L'incendie cause également chaque année aux cultivateurs des pertes considérables.

On a proposé parfois aux syndicats agricoles d'organiser eux-mêmes des sociétés d'assurance mutuelle contre ce risque, soit en les réassurant entre elles par une sorte d'application de la mutualité au 2^e degré, soit en les réassurant à une caisse régionale ou centrale de réassurance qui aurait pour unique objet d'équilibrer les risques subis par les caisses locales. Mais ces combinaisons se heurteraient en pratique à de grandes difficultés. Aussi les divers congrès de syndicats agricoles ont-ils été d'avis que le rôle des Unions régionales devait se borner ici à celui de négociateurs, en vue d'obtenir des Compagnies actuellement existantes des abaissements de tarifs pour les membres des syndicats unis.

Suivant ce conseil, l'Union des Alpes et de Provence a passé un traité avec l'une des meilleures sociétés mutuelles d'assurance contre la grêle, la *Société de Toulouse*, et elle a engagé des négociations avec plusieurs Compagnies d'assurance contre l'incendie (1).

(1) Renseignements fournis par le président de l'Union.

3° *Assurance contre les accidents du travail.* — Les risques auxquels les cultivateurs se trouvent exposés à raison des accidents survenus aux personnes qu'ils emploient aux travaux des champs sont également très importants. Le progrès de la mécanique agricole a rendu ces accidents plus fréquents et plus graves.

Autrefois, en vertu de l'article 1382 du code civil, l'employeur n'était rendu responsable que des accidents résultant de sa faute personnelle ou du fait de ses préposés. La jurisprudence, sans abandonner cette idée, s'était montrée de plus en plus large dans l'appréciation des éléments constitutifs de la faute.

La loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail a consacré un principe nouveau, celui *du risque professionnel*, en vertu duquel l'employeur est rendu responsable de tout accident survenu dans l'industrie, qu'il résulte de sa faute, de celle des ouvriers ou même d'un cas fortuit, ces accidents étant réputés être la conséquence directe ou indirecte du travail lui-même et des conditions dans lesquelles il s'accomplit. En vue d'éviter les contestations, la loi établit à forfait les indemnités auxquelles les victimes auront droit selon les conséquences de l'accident.

Dès la promulgation de cette loi, la question s'est posée de savoir dans quelle mesure et sous quelles conditions précises elle était applicable aux travailleurs des champs.

Les Unions de syndicats agricoles, et plus particulièrement l'Union centrale ainsi que les sociétés agricoles, ont fait des démarches auprès des pouvoirs publics à l'effet d'obtenir la détermination des accidents agricoles auxquels s'appliquait la loi nouvelle, des victimes appelées à en béné-

ficier et des personnes tenues de payer à celles-ci des pensions ou indemnités. Ces démarches ont abouti au vote de la loi du 30 juin 1899.

Aux termes de cette loi, les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles *mues par des moteurs inanimés* sont à la charge de *l'exploitant du moteur*, c'est-à-dire de l'individu ou de la collectivité qui dirige le moteur ou le fait diriger par ses préposés. En dehors de ce cas la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture.

Le propriétaire ou l'exploitant du domaine agricole n'est donc pas responsable, il n'a pas à payer les indemnités fixées par la loi, il n'a pas à s'assurer.

Mais la nouvelle législation ne dégage nullement les agriculteurs de toute responsabilité. L'article 1382 du code civil leur reste toujours applicable. Ils restent tenus par suite de réparer le préjudice causé par tout accident survenu dans leur exploitation par leur fait, par leur faute ou dans un service commandé par eux.

Les agriculteurs demeurent également responsables de tous les accidents qui n'auront pas occasionné une interruption de travail de plus de 14 jours et dont ne s'occupe pas la loi du 9 avril 1898. Ils sont de plus responsables, dans le cas où ils sont propriétaires d'un moteur inanimé, s'ils n'ont pas eu la précaution d'en confier l'exploitation à un agent distinct auquel ils auront fait contracter une assurance sous son nom personnel.

On voit que la prudence recommande aux cultivateurs qui peuvent se trouver dans l'un de ces cas, de recourir à l'assurance. Aussi les Unions de syndicats agricoles, même antérieurement à la promulgation de la loi du 9 avril 1898,

se sont-elles occupées de la question des assurances accident.

Elles ont patronné la création de mutualités destinées à garantir les cultivateurs contre les conséquences des accidents professionnels ou bien elles ont cherché à obtenir des compagnies d'assurance, au profit des membres des syndicats unis, des conditions spéciales.

Le syndicat agricole du Loiret a créé, en 1891, une société d'assurance mutuelle contre les accidents agricoles, « *La Solidarité orléanaise* » qui, à la demande de l'Union des syndicats agricoles et viticoles du Centre, n'a pas tardé à étendre son action aux dix départements compris dans cette Union.

Cette société assure les fermiers ou propriétaires exploitants contre les accidents qui peuvent survenir à eux-mêmes, aux personnes de leurs familles, à leurs domestiques ou journaliers et enfin aux tiers par suite des travaux agricoles.

La prime n'est pas nominative comme dans le système de la plupart des Compagnies. Elle est calculée d'après le nombre d'hectares de terre cultivée, les bois, landes et prairies naturelles étant exclus, à raison de 0 fr. 50 par hectare.

Le maximum de garantie dont la société peut être responsable dans un même sinistre est fixé à 8.000 francs et peut être porté à 10.000 francs par délibération du conseil d'administration. En cas de blessures déterminant l'incapacité permanente de travail ou la mort, la Société se réserve le choix d'attribuer aux ayants droit soit une somme une fois versée, soit une rente viagère. S'il y avait insuffisance

des ressources, le conseil d'administration peut faire un second appel de fonds égal au premier. La cotisation annuelle peut donc s'élever jusqu'à 1 franc par hectare au lieu de 0 fr. 50.

Enfin les engagements doivent être contractés pour cinq ans ; la mort de l'assuré ou l'abandon par lui de l'exploitation rurale pendant cette période sont pourtant des causes de résiliation.

La Société a réduit ses frais généraux au minimum, étant administrée à titre gratuit par des membres du syndicat agricole du Loiret.

Après avoir débuté, au mois de juillet 1891, avec 2.225 hectares assurés, la Solidarité orléanaise présentait, au 31 décembre 1896, la situation suivante :

Nombre d'hectares assurés : 47.938 h. 50.

Nombre de sociétaires : 805.

Primes encaissées : 27.795 fr. 95.

Nombre d'accidents réglés : 215.

Importance des sinistres payés : 14.890 fr. 95.

Frais afférents à ces sinistres : 1.339 fr. 05.

Son bilan à cette date se balançait par 29.418 fr. 85 ; l'actif net s'élevait à 12.335 fr. 80 formant la réserve de la Société.

Ses affaires n'ayant cessé de prospérer depuis lors, la Solidarité Orléanaise a résolu en 1899, à la demande de la Société des agriculteurs de France, de mettre ses services à la disposition de tous les syndicats agricoles de France(1).

L'Union du Sud-Est des syndicats agricoles a passé, en

(1) Congrès d'Orléans, p. 96 et suiv.

1895, un traité avec la Compagnie *La Providence* qui permet aux propriétaires affiliés aux syndicats unis, cultivant par eux-mêmes ou par autrui, de se garantir à des conditions avantageuses contre les accidents agricoles.

Pour le propriétaire faisant cultiver par autrui, il suffira de payer une prime annuelle de 0 fr. 30 par hectare cultivé, les bois et les prairies ne payant pas, pour être garanti contre toute responsabilité civile pouvant résulter d'accidents survenus à l'occasion de son exploitation, tant vis-à-vis de ses employés que vis-à-vis des tiers, que les accidents soient causés par son matériel, ses animaux ou simplement survenus à l'occasion du travail, que ce soit sur sa propriété, sur les routes, marchés ou champs de foire. Moyennant quoi, des indemnités fixes sont prévues et payables aux enfants ou parents en cas de mort, ou aux intéressés en cas d'infirmité. S'il y a incapacité temporaire de travail, une allocation journalière est assurée à l'ouvrier blessé à partir du dixième jour après l'accident, moyennant une augmentation de 0 fr. 10 par hectare, ce qui porte la prime annuelle à 0 fr. 40.

Enfin, moyennant une augmentation nouvelle de 0 fr. 10 élevant la prime à 0 fr. 50 par hectare cultivé, cette allocation journalière est due dès le lendemain de l'accident.

Pour les propriétaires cultivant par eux-mêmes, c'est-à-dire ne laissant pas la Compagnie en face de la responsabilité civile, une augmentation d'indemnité a été consentie qui va jusqu'au double en cas de mort ou d'infirmités graves.

Enfin une disposition très favorable à la petite culture a été insérée dans le traité passé avec la Compagnie *La Providence*. Les petits propriétaires possédant moins de deux ou

trois hectares de terre ne pouvaient contracter d'assurances car les Compagnies se refusaient à signer des polices représentant une prime insignifiante. La Compagnie *La Providence* a consenti à ce que les petits propriétaires d'une même commune s'associent en vue de signer des polices d'assurance collectives de 10 hectares (1).

Pendant la première année après la signature du traité, c'est-à-dire en 1895, 274 polices ont été signées. En 1896 leur nombre était de 396, en 1897 de 775, en 1898 de 1.050 et à la fin de 1899 on en comptait 2.000 (2).

L'Union des Alpes et de Provence, l'Union du Sud-Ouest, l'Union du Midi ont obtenu de la même Compagnie des avantages identiques pour les membres des syndicats qui leur sont affiliés.

L'Union de Bourgogne et de Franche-Comté a passé également un traité présentant des conditions avantageuses avec la Compagnie suisse d'assurance contre les accidents « La Winterthur (3) ».

(1) V. Bulletin de l'Union du Sud-Est du 15 nov. 1895. — Journal de la Démocratie rurale du 14 juillet 1895. — Joseph Glas et Léon Riboud. Simples notes sur les assurances contre les accidents agricoles.

(2) Ces chiffres nous ont été fournis par le président de l'Union du Sud-Est.

(3) Renseignements fournis par le président de l'Union.

CHAPITRE IV

ROLE DES UNIONS DANS LA DIFFUSION DES CONNAISSANCES AGRICOLES

Grâce aux coopératives qu'elles ont créées à côté d'elles, les Unions de syndicats agricoles ont permis aux agriculteurs de se procurer à bon marché les engrais et toutes les marchandises utiles à l'exploitation du sol. Mais ces facilités mises à la disposition des cultivateurs seraient demeurées stériles si ceux-ci n'avaient été mis à même de comprendre les avantages des méthodes nouvelles de culture.

Pendant de longs siècles, l'agriculture est demeurée stationnaire, l'instruction professionnelle des enfants des campagnes se faisant uniquement par l'exemple et par la routine sans que la science et l'agronomie y prissent aucune part. Tous les individus même les plus bornés étaient jugés aptes à se livrer à la culture du sol. Cependant Bernard Palissy et Olivier de Serres avaient écrit « qu'il n'est nul art au monde auquel soit requise une plus grande philosophie que l'agriculture », c'est-à-dire qui réclame le concours d'autant de branches de la science.

L'ancienne monarchie, à part quelques tentatives heureuses sous Sully et Louis XVI, ne fit rien pour assurer la rénovation de l'industrie agricole.

La République proclamée en 1848 s'efforça de doter l'agriculture d'un enseignement professionnel. Mais le décret du 3 octobre 1848, qui organisait cet enseignement d'une manière presque complète, rencontra de nombreux obstacles dans son application et les articles du vaste programme qu'il avait établi restèrent lettres mortes.

C'est au gouvernement de la troisième République qu'il appartenait de réaliser cette œuvre.

L'enseignement agricole, tel qu'il existe actuellement en France, comprend (1).

Un enseignement supérieur des sciences appliquées à l'agriculture qui est donné par l'Institut agronomique.

Un enseignement secondaire comprenant : Trois écoles nationales d'agriculture ; l'école de Grandjouan pour la région de l'Ouest qui est celle des herbages et du cidre, l'école de Grignon pour la région des céréales, l'école de Montpellier pour la région de la vigne, du mûrier et de l'olivier.

Une école nationale de laiterie établie à Mamirolle (Doubs) pour la région montagneuse du Jura et des Alpes, qui possède une industrie spéciale, l'industrie fromagère.

Enfin une école nationale des industries agricoles (sucre, distillerie, brasserie, féculerie, etc...) et des cultures industrielles, créée à Douai pour la région du Nord.

Ces écoles sont fréquentées par les fils de fermiers et de

(1) V. Tisserand. Rapport sur l'enseignement agricole en France.

propriétaires qui veulent acquérir les connaissances nécessaires pour la bonne exploitation des domaines ruraux.

Un enseignement moyen, représenté par 40 écoles pratiques d'agriculture et destiné spécialement aux enfants de la petite ou de la moyenne propriété qui, au sortir soit des écoles primaires soit des collèges communaux, désirent s'initier aux choses de la vie rurale, acquérir les connaissances scientifiques et la pratique raisonnée devant les guider dans l'exercice de leur profession.

Un enseignement primaire ou purement professionnel, constitué par les écoles d'apprentissage, comprenant 14 fermes écoles, 13 fruitières-écoles ou fromageries-écoles, 2 écoles d'aviculture, 2 écoles de laiterie pour filles et 1 magnanerie-école. Les enfants des paysans et des ouvriers des champs y sont initiés au maniement de l'outillage agricole perfectionné, aux méthodes de la bonne culture, aux soins à donner aux animaux, aux meilleurs procédés de fabrication du vin, du cidre, du beurre, des fromages, etc...

Enfin, l'enseignement de l'agriculture dans les campagnes, pour toutes les personnes qui n'ont pu fréquenter ces écoles, est donné par les professeurs départementaux institués par la loi du 16 juin 1879, secondés par des professeurs spéciaux appelés parfois « professeurs d'arrondissement » qui font connaître aux cultivateurs par des conférences les améliorations qu'ils peuvent réaliser dans l'exploitation et dans la culture du sol.

De nombreux champs de démonstration permettent de mettre sous les yeux des agriculteurs les résultats obtenus au moyen d'engrais appropriés ou de semences sélectionnées. Des laboratoires les renseignent sur la qualité de leurs

terres et sur les besoins de celles-ci en principes fertilisants.

Il restait à assurer à la masse de la population paysanne, dès son enfance, un enseignement approprié au milieu dans lequel elle était appelée naturellement à vivre. La loi du 16 juin 1879 a réalisé dans ce sens une importante réforme, en rendant obligatoire dans les écoles primaires l'enseignement de notions d'agriculture autrefois simplement toléré dans quelques rares écoles de village. Les enfants des campagnes sont exercés dans toutes les leçons qu'on leur fait sur les questions agricoles ; les sujets des dictées et des problèmes sont pris dans l'agriculture ; on donne en outre aux enfants des notions simples d'histoire naturelle, d'agriculture et d'horticulture.

Cet enseignement a moins pour objet de former, dès les bancs de l'école, des cultivateurs accomplis que des jeunes gens moins rebelles aux nouvelles méthodes culturales et de leur inspirer l'amour de la vie des champs (1).

Il permettra ainsi d'enrayer sans doute l'émigration toujours croissante des populations rurales vers les grandes cités.

Tel est l'enseignement que le gouvernement de la République a organisé pour favoriser le développement de l'agriculture.

Nous avons tenu à en donner un exposé assez complet quoique rapide car son organisation n'est généralement pas assez connue ni assez appréciée.

(1) Chaque année, le ministre de l'Instruction publique décerne des prix spéciaux aux instituteurs ou institutrices qui ont donné, avec le plus de zèle et de succès, l'enseignement agricole et horticole à leurs élèves.

Cet exposé permettra en outre de juger combien peu fondées sont les assertions que nous avons trouvées émises dans plusieurs bulletins d'Unions de syndicats, et d'après lesquelles l'organisation de l'enseignement agricole en France serait dû uniquement à leur initiative.

Le rôle des Unions en cette matière a été en réalité beaucoup plus modeste.

Il s'est borné à organiser cet enseignement dans les écoles libres où il n'avait pas encore pénétré et à favoriser la diffusion des connaissances agricoles soit au moyen de conférences, d'excursions agronomiques ou de concours, soit au moyen de publications agricoles à bon marché.

En ce qui concerne l'enseignement proprement dit, l'impulsion première a été donnée en 1892 par l'Union de Bretagne. De là, le mouvement s'est propagé dans les plus importantes Unions de syndicats agricoles, notamment dans les Unions du Sud-Est, des Alpes et de Provence, de Bourgogne et de Franche-Comté.

L'organisation de cet enseignement est sensiblement la même dans ces différentes Unions.

« Dans chaque commune, le chef de l'exploitation agricole la mieux tenue est chargé d'être le professeur pratique du cours d'agriculture. Le plan du domaine, colorié selon l'assolement, est relevé à une échelle convenable pour occuper dans l'école l'emplacement d'une carte murale de géographie. Comme accompagnement nécessaire de ce plan topographique, le tableau de l'assolement adopté et celui de l'assolement enseigné au cours sont dressés ; ils restent constamment sous les yeux des élèves. C'est sur ces tableaux que sont préparées les excursions à faire, les

leçons de choses à apprendre suivant les saisons et les travaux ; c'est le complément nécessaire de la théorie enseignée au cours.

Quant à l'horticulture, les leçons sont appliquées dans le jardin même de l'école. Les élèves sont exercés à planter, bouturer, greffer. Ils apprennent aussi sur place les soins à donner à la culture des légumes, des fleurs même.

La théorie et la pratique sont ainsi réunies (1). »

Comme sanction à cet enseignement sont organisés chaque année, par les bureaux des différentes Unions, des concours-examens. Des certificats d'instruction agricole primaire sont délivrés aux élèves qui ont fait preuve de connaissances suffisantes. Un examen du degré supérieur est institué pour les jeunes gens ayant déjà obtenu le certificat du 1^{er} degré et qui veulent concourir pour le diplôme d'études agricoles primaires.

Les maîtres reçoivent des diplômes ou des médailles offerts par les Unions ou par la Société des Agriculteurs de France.

Pendant les années 1896, 1897 et 1898, l'Union de Bretagne a fait passer une moyenne de 4.733 examens, soit ensemble 5.200 examens, et délivré 3.904 certificats ou diplômes (2).

L'Union du Sud-Est a, en 1898, délivré 986 certificats du 1^{er} degré et 239 diplômes du second degré (3). L'Union de

(1) De Lorgeril. Rapport au Congrès d'Orléans, p. 216.

(2) Guinaud. Rapport à l'Assemblée générale de l'Union Centrale, session de 1899.

(3) Bulletin de l'Union du Sud-Est, février 1899.

Bourgogne et de Franche-Comté a décerné, en 1899, 53 certificats du premier degré et 78 du deuxième degré (1).

A côté de cet enseignement agricole général, plusieurs Unions de syndicats ont cherché à donner à leurs adhérents un enseignement professionnel plus spécial variant avec les cultures des différentes régions.

L'Union beaujolaise, pour favoriser la reconstitution du vignoble ravagé par le phylloxéra, a organisé, au siège de chacun des syndicats unis, des conférences en vue de démontrer aux petits propriétaires et aux vigneronns les avantages de la reconstitution des vignes par les cépages américains.

Comme suite à cet enseignement théorique, et pour triompher des hésitations des derniers incrédules, elle a dirigé en 1888 une importante excursion aux domaines reconstitués du Languedoc.

La même Union a entrepris, en 1890, une enquête sur les porte-greffes afin de déterminer les espèces les mieux appropriées au sol.

Au printemps de la même année, elle a institué un concours de greffage entre tous les élèves diplômés des écoles de greffage habitant les cantons de sa circonscription et, en 1889, un concours de pulvérisateurs à Belleville pour encourager la lutte contre le mildiou (2).

L'Union des Alpes-Maritimes a pris l'initiative d'organiser des caravanes agricoles dans le département ayant pour objet la visite d'exploitations rurales, afin de joindre la

(1) La Bourgogne agricole du 13 juin 1900.

(2) Silvestre. Monographie de l'Union du Sud-Est, p. 251-255.

pratique à la théorie. La première, dirigée par le professeur d'agriculture du département et le vice-président de l'Union, a eu lieu le 19 Août 1899 et a pleinement réussi (1).

L'Union de l'arrondissement de Draguignan a institué également des concours pour la bonne tenue des oliviers.

Les Unions de syndicats agricoles ont enfin contribué, plus puissamment peut-être qu'on ne le supposerait, à la diffusion des connaissances agricoles au moyen de leurs publications : bulletins ou almanachs.

Presque toutes les Unions de syndicats ont des bulletins, le plus généralement mensuels ou bi-mensuels, qui resserrent le lien entre les syndicats unis. Ces feuilles, outre les communications aux adhérents, les comptes-rendus des assemblées générales, les offres et demandes de produits agricoles, contiennent des articles souvent très instructifs sur les progrès des méthodes culturales, l'emploi rationnel des engrais chimiques, les soins à donner aux animaux domestiques, les moyens de destruction des ravageurs des récoltes, etc.

Certains de ces bulletins ont un tirage considérable.

Le bulletin de l'Union du Jura est tiré à 4.000 exemplaires. Celui de l'Union beaujolaise, avant qu'elle eût adopté le bulletin de l'Union du Sud-Est, était tiré à 6.000 exemplaires.

Mais le tirage le plus important est celui du bulletin de cette dernière Union. De 6.000 exemplaires en 1888, il est passé à 12.300 en 1893 et il est actuellement de 25.000 exemplaires.

(1) Bulletin de l'Union des Alpes-Maritimes.

On conçoit aisément de quel puissant moyen de vulgarisation jouissent là les Unions de syndicats agricoles.

L'Union du Sud-Est, pour compléter l'enseignement théorique donné par son bulletin, a également eu recours à ce merveilleux instrument de propagande agricole, toujours apprécié dans nos campagnes, l'almanach.

Cet almanach, tiré la première année de son existence à 5.000 exemplaires avait déjà, en 1894, un tirage de 30.000 exemplaires. Ce nombre a été considérablement dépassé depuis, mais la publication a changé de caractère. Tout en restant l'almanach de l'Union du Sud-Est, il est devenu « L'almanach des syndicats agricoles » et est distribué dans toute la France. Cette transformation ne nous paraît pas toutefois heureuse. Il eût été préférable que chaque Union publiât un almanach spécial approprié à la culture dominante de la région.

L'Union du Sud-Est publie également chaque année, depuis 1894, un agenda. Ce petit ouvrage, qui a reçu les encouragements du Ministère de l'agriculture, de la Société nationale d'agriculture et de la Société des agriculteurs de France, offre un résumé très complet de toutes les connaissances utiles à l'agriculteur et contient l'histoire détaillée de l'année agricole.

Signalons enfin la publication par le Syndicat central, qui peut être considéré comme une dépendance de l'Union centrale, d'un grand nombre de petites brochures sur des questions agricoles, dues à la plume des maîtres les plus autorisés de la science agronomique et vendus à des prix excessivement minimes.

CHAPITRE V

LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS AGRICOLES

Les Unions de syndicats agricoles, en contribuant à développer les achats des matières nécessaires aux agriculteurs, les ventes de leurs produits, l'organisation du crédit rural et des assurances, la diffusion des connaissances agricoles n'ont fait que continuer l'œuvre entreprise par les syndicats. Mais elles n'ont pas tardé à aspirer à jouer un rôle distinct et plus élevé, en mettant à profit les avantages résultant du groupement des forces syndicales pour se faire les défenseurs des intérêts généraux de l'agriculture.

Quelques syndicats sans doute, principalement les syndicats départementaux, avaient tenté de faire entendre les revendications de leurs adhérents au moyen de pétitions ou de vœux soumis aux pouvoirs publics. Ces revendications isolées, parfois même discordantes, devaient fatalement demeurer stériles, car en cette matière, plus qu'en tout autre, il est vrai de dire que l'union fait la force ; c'est seulement quand une pétition est présentée par un nombre considé-

rable d'intéressés qu'elle a quelque chance d'être entendue et d'aboutir.

La situation se prêtait d'ailleurs singulièrement à cette action. Alors que l'agriculture française traversait une crise sans précédent, il lui était impossible de faire entendre ses doléances et ses réclamations même les plus justifiées par suite de l'absence d'une représentation officielle vraiment autorisée.

La loi du 20 mars 1851, due à l'Assemblée législative, avait bien tenté de donner à l'agriculture une représentation digne d'elle. Cette loi établissait dans chaque arrondissement un ou plusieurs comices agricoles, composés des propriétaires, fermiers ou colons domiciliés ou ayant leurs domaines dans les limites du comice, ainsi que des personnes étrangères à la profession agricole désignées par l'assemblée elle-même jusqu'à concurrence du dixième de ses membres.

Les comices nommaient les chambres d'agriculture établies dans chaque département et composées d'autant de membres qu'il y avait de cantons dans l'étendue du département. Ces chambres devaient donner au gouvernement leur avis sur toutes les questions intéressant l'agriculture. Elles devaient être consultées sur les changements à opérer à la législation en tout ce qui touchait aux intérêts agricoles (contributions indirectes, douanes, octrois, police et emploi des eaux, etc.) ainsi que sur l'établissement des foires et marchés, sur la distribution des fonds généraux et départementaux destinés à l'encouragement de l'agriculture et sur l'établissement des écoles régionales et des fermes-écoles.

Ces chambres, reconnues comme établissements d'utilité publique, pouvaient, en cette qualité, acquérir, posséder et aliéner après y avoir été dûment autorisées.

Au-dessus des chambres départementales était établi, près du ministre de l'Agriculture, un conseil général, élu par ces chambres et composé d'autant de membres qu'il y avait de chambres, plus d'un certain nombre de membres désignés par le conseil lui-même. Ce conseil devait donner son avis sur les questions à lui soumises par le ministre et émettre des vœux sur tout ce qui se rattachait aux intérêts agricoles (1).

Cette loi dont on ne saurait contester le caractère libéral n'eut malheureusement qu'une durée éphémère. Un décret du pouvoir personnel issu du coup d'Etat du 2 décembre et portant la date du 25 mars 1852, vint détruire le système électif qui lui paraissait dangereux en organisant, dans chaque arrondissement, des chambres consultatives composées d'agriculteurs choisis dans chaque canton et désignés par le Préfet, ainsi qu'un conseil général d'agriculture dont les membres étaient désignés par le ministre (2).

Ces chambres et ce conseil conservaient les attributions que leur avait données la loi du 20 mars 1851.

Le rôle qui était assigné aux chambres d'agriculture était vaste et il semblait que leur influence, à une époque surtout où les agriculteurs vivaient dans l'isolement, eût dû être considérable. Il n'en fut rien cependant. Le décret de 1852,

(1) V. Loi du 20 mars 1851, sur l'organisation des comices agricoles des Chambres et du Conseil général d'agriculture.

(2) V. Décret du 25 mars 1852.

en conférant aux préfets le choix des membres qui les composaient, enlevait aux assemblées nouvelles toute indépendance pour n'en faire que de simples rouages administratifs. Après avoir fonctionné pendant deux ou trois ans, conscientes de leur impuissance, elles ont cessé de se réunir dans la plupart des arrondissements.

Seul le conseil supérieur de l'agriculture a subsisté, régleménté successivement par les décrets du 11 janvier 1882 et du 4 mars 1893. Mais, « bien que recruté par le choix des ministres de l'agriculture parmi les notabilités et les illustrations de la pratique et de la science agricoles, le pays rural lui a reproché, en des circonstances graves, de ne point être en contact suffisant avec les réels intérêts des diverses régions, de donner parfois dans ses préoccupations le pas à la doctrine sur la pratique » (1).

Telle est encore actuellement l'organisation de la représentation agricole. Tout le monde est d'accord pour en reconnaître l'insuffisance. Cette insuffisance paraît d'autant plus grande que le commerce et l'industrie qui constituent avec l'agriculture les deux sources les plus importantes de la richesse nationale sont dotées depuis longtemps déjà d'une représentation officielle jouissant d'une grande autorité. Dans les principaux centres commerciaux et industriels existent des chambres de commerce et des chambres consultatives des arts et manufactures composées de membres élus. Au-dessus d'elles, le Conseil supérieur du commerce

(1) V. Proposition de loi de M. Calvet sur l'organisation de la représentation officielle de l'agriculture. Exposé des motifs. *J. Off.*, Docum. parlam., Sénat, année 1896, p. 5.

et de l'industrie, placé auprès du ministère du commerce, est appelé à donner son avis sur toutes les questions d'intérêt général (1).

De nombreux projets de lois ont été déposés depuis quelques années sur le bureau de la Chambre des Députés et du Sénat, en vue d'organiser la représentation des intérêts agricoles sur de nouvelles bases. Les plus récents sont ceux de MM. de Ladoucette, Méline, Bouthier de Rochefort, de Pontbriand, Calvet, Viger et Jean Dupuy (2).

La plupart organisent une représentation à deux degrés comprenant : en bas des chambres d'agriculture et au-dessus, auprès du ministère de l'agriculture, un conseil supérieur.

La circonscription de ces chambres varie suivant les auteurs. M. Bouthier de Rochefort la limite au canton, MM. de Ladoucette et Calvet au département, MM. de Pontbriand, Méline, Viger et Jean Dupuy à l'arrondissement comme le décret du 25 mars 1852.

Leur mode de recrutement varie également avec les projets. M. Bouthier de Rochefort propose l'élection de leurs

(1) Lyon-Caen et Renault. Précis de droit commercial, t. II, p. 1000 à 1004.

(2) Projet Bouthier de Rochefort, 26 mars 1885, Doc. parl. Chambre, 1885, p. 436. — Projet Calvet, 28 janvier 1896, Doc. parlém., Sénat, 1896, p. 5. — Projet Méline, 4 juillet 1898, Doc. parlém., Chambre, p. 1330. — Projet de Pontbriand, 26 juin 1898, Doc. parlém., Chambre, p. 1460. — Projet Viger, 11 nov. 1898, Doc. parlém., Chambre, 1898, p. 223. — Projet Jean Dupuy, 17 février 1900 Doc. parlém., Chambre, 1900, p. 552. (La plupart de ces projets avaient été déjà déposés sous des législatures antérieures).

membres par les conseillers municipaux, les conseillers d'arrondissement, les conseillers généraux, les députés et les sénateurs, risquant ainsi de les transformer en assemblées politiques d'une compétence douteuse sur les questions agricoles.

Les auteurs des autres propositions confèrent directement cette élection aux intéressés, ce qui est certainement préférable. MM. de Pontbriant et Calvet, partant de ce principe que l'agriculture doit être pourvue d'une représentation analogue à celle du commerce et de l'industrie, n'admettent dans le corps électoral que « les patentés agricoles », c'est-à-dire les propriétaires payant l'impôt foncier, auxquels ils assimilent les chefs de culture agissant comme métayers, fermiers, colons partiaires, etc... MM. Méline, Viger et Jean Dupuy confèrent, au contraire, la qualité d'électeurs « à tous ceux qui, par leur profession ou leur qualité, sont présumés avoir soit une connaissance sérieuse des questions agricoles et des besoins de l'agriculture, soit un intérêt évident aux progrès de cette industrie et à l'amélioration des lois qui la concernent » (1) : propriétaires exploitants, fermiers, métayers, ouvriers agricoles sous certaines conditions de résidence, professeurs d'agriculture, vétérinaires et instituteurs des campagnes.

Ces Chambres sont appelées à présenter au Gouvernement ou aux préfets leurs vues sur toutes les questions intéressant l'agriculture.

Le Conseil supérieur, placé au-dessus d'elles, a pour

(1) Proposition Méline. Exposé des motifs, *J. Off.*, 1898, Doc: parlem. Chambre, p. 1332.

mission de coordonner et de centraliser leur action. Les divers projets de lois sur la représentation agricole décident que ses membres seront élus par les Chambres d'agriculture, le Ministre devant seulement désigner pour le compléter un nombre limité de personnes prises parmi les notabilités de la science appliquée à l'agriculture (1).

Ces propositions imprégnées presque toutes d'un véritable esprit libéral n'ont malheureusement pas reçu encore la sanction du législateur.

Les syndicats agricoles, dans les Congrès organisés par leurs Unions régionales à Lyon, à Angers et à Orléans, ont réclamé pour l'agriculture une représentation officielle basée sur les mêmes principes que la représentation du commerce et de l'industrie et jouissant de droits et de prérogatives égales. Ils ont protesté contre l'admission dans le corps électoral des ouvriers agricoles et des professeurs d'agriculture (2).

Les projets de MM. Calvet et de Pontbriant ont réuni leurs suffrages.

La plupart des Unions de syndicats dans leurs assemblées générales annuelles ont émis des vœux dans le même sens.

De ces deux projets de lois, celui de M. de Pontbriant peut être considéré d'ailleurs comme leur œuvre. Il n'est en effet que la reproduction d'une série de vœux formulés en

(1) Le projet Viger est muet sur la composition du Conseil supérieur qu'il maintient par suite tel qu'il existe actuellement.

(2) Congrès de Lyon, p. 59. — Congrès d'Angers, p. 56. — Congrès d'Orléans, p. 297.

1891 par l'Union du Sud-Est, à la suite d'un rapport présenté par son comité de législation et de contentieux (1).

Mais les Unions de syndicats agricoles n'en sont pas restées là. Aucun des projets soumis aux Chambres n'aboutissant, elles ont demandé, en invoquant le développement pris par le mouvement syndical depuis quelques années, que l'organisation des chambres d'agriculture fût ajournée jusqu'à ce qu'il fût possible de les établir sur la base des associations professionnelles et, qu'en attendant, les Unions régionales fussent consultées sur toutes les questions ayant trait aux intérêts généraux de l'agriculture (2).

De bonne heure, les Unions de syndicats, prenant conscience de leur force, ont essayé, en effet, de jouer un rôle actif dans la défense des intérêts ruraux.

Leur organisation s'y prêtait d'ailleurs merveilleusement. Les Unions régionales groupant plusieurs syndicats centralisent leurs vœux, en examinent le bien fondé et en dégagent la moyenne. Elles sont secondées utilement dans cette tâche par leur comité de législation et de contentieux. Ces vœux, après avoir été adoptés par les Unions régionales dans leurs assemblées générales, sont soumis à l'Union centrale ou à la Société des agriculteurs de France, importante association fondée le 12 mai 1868 et reconnue d'utilité publique en 1872, qui embrasse toute la France. Celles-ci en poursuivent ensuite, s'il y a lieu, la réalisation devant les pouvoirs publics en les présentant comme l'expression des desiderata de l'Agriculture.

(1) V. Silvestre. Monographie de l'Union du Sud-Est, p. 109.

(2) V. Bulletin de l'Union centrale, 1^{er} janv. 1899, p. 6.

Par leur groupement en Unions puissantes les syndicats agricoles ont ainsi réussi, dit M. Mabileau, « à former une représentation officieuse mais singulièrement autorisée de l'agriculture française » (1).

Cette représentation nous paraît, quant à nous, bien insuffisante.

Quelque merveilleux qu'ait été le développement des syndicats agricoles, ils sont loin en effet de grouper toutes les forces rurales. Plusieurs départements, aujourd'hui encore, sont dépourvus de ces institutions. Dans les régions même où les syndicats sont nombreux et florissants, beaucoup de cultivateurs n'en font pas partie. Un grand nombre de syndicats ne sont pas affiliés aux Unions régionales. Enfin, nous avons vu (2) que celles-ci ne pouvaient prétendre représenter au maximum que 1.090.000 personnes vivant de l'exploitation du sol sur une population agricole évaluée à 17.435.888 individus (3).

On allègue, il est vrai, qu'il suffirait aux cultivateurs non encore associés d'entrer dans un syndicat et aux syndicats vivant actuellement isolés de s'affilier à une union. Ce sys-

(1) Mabileau. Le mouvement agraire. Revue de Paris du 1^{er} juillet 1897.

(2) Voyez 1^{re} partie, chapitre 4.

(3) L'Union centrale groupe en outre, il est vrai, 600.000 adhérents (chiffre maximum), mais il ne faut pas oublier que la moitié au moins de ceux-ci font déjà partie des Unions régionales. Quoi qu'il en soit, même en admettant le chiffre de 600.000 adhérents, ce nombre multiplié par 5 (nombre d'individus par famille) donne 3.000.000. En l'ajoutant à 1.090.000, on voit que les grandes Unions ne peuvent prétendre finalement représenter que 4.090.000 individus, soit pas même le quart de la population agricole !

tème conduit au syndicat forcé ou à l'union forcée et pour cette raison seule, nous le repousserions, mais il y a plus. En supposant même les syndicats agricoles plus nombreux et plus étroitement unis, la représentation des intérêts agricoles par les syndicats et leurs unions serait insuffisante. A quelques exceptions près et malgré les déclarations de leurs partisans un peu trop enthousiastes, il est certain que la plupart de ces associations sont presque exclusivement composées de grands propriétaires ruraux. Les petits cultivateurs, les ouvriers agricoles n'y figurent pas, ou n'y ont aucune chance d'être entendus. Le syndicat mixte n'est en fait bien souvent qu'une fiction.

S'il en était autrement, les congrès de syndicats agricoles tenus à Lyon, à Angers et à Orléans, ne se seraient pas prononcés avec la même unanimité pour l'exclusion des ouvriers agricoles du corps électoral chargé de désigner les membres des futures chambres d'agriculture.

Or, la situation des ouvriers agricoles est très variable suivant les régions. Si beaucoup d'entre eux sont nomades et ne se livrent pas exclusivement à l'agriculture, un grand nombre cependant restent attachés pendant plusieurs années à l'exploitation du même fonds. Il n'y a aucune raison pour refuser à ces derniers le droit de vote. Le projet de M. Méline, en admettant dans le corps électoral les ouvriers des champs s'occupant exclusivement des travaux agricoles depuis trois ans dans le même canton ou dans des cantons limitrophes et pouvant justifier de deux années de travail au moins sans interruption sur la même exploitation, était empreint d'un libéralisme sage et aurait dû rallier tous les suffrages des chefs du mouvement syndical agricole.

Les chambres d'agriculture ne jouiront d'une autorité suffisante qu'autant que tous les intérêts agricoles y seront représentés et non pas seulement ceux des grands propriétaires ruraux.

La représentation actuelle de l'agriculture par les syndicats et les Unions de syndicats nous paraît donc bien imparfaite. Il convient de faire observer d'ailleurs que l'influence des Unions de syndicats en cette matière s'est exercée beaucoup plus souvent d'une manière indirecte que d'une manière directe. Les vœux émis par ces associations ont été quelquefois, il est vrai, suivis d'effet lorsqu'ils ont été transmis aux pouvoirs publics, mais la plupart du temps ce sont des membres du Parlement particulièrement dévoués aux intérêts agricoles qui, s'étant inspirés de ces vœux dans la rédaction de projets de lois qu'ils ont déposés sur les bureaux des Chambres, ont réussi à les faire aboutir.

Les Unions de syndicats agricoles ont d'ailleurs été très utilement secondées dans leurs revendications par les sociétés d'agriculture, les comices agricoles et quelques grands syndicats généraux, tels que le syndicat des viticulteurs de France, le syndicat central des sériciculteurs de France, etc.

Les Unions de syndicats agricoles ont surtout réussi à discipliner les forces éparses des associations rurales disséminées sur toute la surface du territoire. Elles ont fait tendre tous leurs efforts vers un but commun et ont ainsi puissamment contribué au succès des revendications les plus importantes des agriculteurs.

Les effets de cette discipline n'ont pas tardé effectivement à se faire sentir.

Dès 1889 fut élaboré à Paris, lors de la réunion du premier Congrès des syndicats agricoles, un vaste programme de revendications formant comme « les cahiers de l'agriculture ».

Ce programme était le suivant :

1° Protection de l'agriculture contre la concurrence étrangère.

Suppression du régime des traités de commerce. — Dénonciation des traités de commerce expirant en 1892. — Revision du tarif général des douanes. — Taxe de 15 0/0 en moyenne imposée à tous les produits agricoles étrangers, similaires de produits français. — Maintien du droit sur les blés. — Droit de 10 fr. par hectolitre sur les vins étrangers. — Droit à établir sur les raisins secs équivalant au droit sur les vins étrangers.

2° Réduction des charges fiscales pesant sur l'agriculture de manière à ramener ces charges au niveau de celles imposées aux autres catégories de contribuables.

3° Réduction des tarifs de transport sur les chemins de fer, en ce qui concerne les engrais, les machines, l'outillage et les produits agricoles, poursuivie de concert avec les Compagnies de chemins de fer. — Revision des tarifs dits de pénétration par les représentants de l'agriculture introduits en nombre suffisant dans la Commission supérieure des tarifs de chemins de fer.

4° Mesures diverses :

Exécution loyale de la loi du 21 mars 1884, concernant les syndicats agricoles. — Facilités concédées aux syndicats pour la création de sociétés coopératives, de caisses d'assurances, de retraites, de secours mutuels, etc. — Main-

tien de la législation fiscale sur les sucres. — Répression du vagabondage et de la mendicité par l'exécution des lois et règlements existants. — Organisation de l'assistance publique dans les campagnes. — Rédaction des cahiers des charges relatifs aux adjudications de l'Etat et des administrations publiques, modifiée de manière à ce que la fourniture des produits agricoles soit réservée aux cultivateurs français (1).

En vue d'arriver à la réalisation de ce programme fut constitué la même année, sous la présidence de M. Méline, dans la Chambre nouvellement élue, un groupe agricole composé de députés appartenant à tous les partis.

Grâce aux efforts de ce groupe, une politique économique nouvelle ne tarda pas à être inaugurée.

Conformément aux vœux souvent renouvelés des Unions et des Congrès de syndicats agricoles, les traités de commerce conclus en 1860 ont été dénoncés en février 1892. Un nouveau tarif général des douanes a été voté, en vertu duquel les pays étrangers ont le choix entre deux tarifs, le tarif minimum s'ils font des concessions à l'importation chez eux des produits français, le tarif maximum s'ils n'en veulent pas faire.

Les produits nationaux, livrés jusqu'alors à la concurrence de rivaux moins chargés d'impôts et mieux servis par une situation agricole et économique différente, ont pu ainsi de nouveau trouver sur le marché français un écoulement rémunérateur.

Sur les demandes réitérées des syndicats agricoles,

(1) V. Journal de la Démocratie rurale, 1^{er} décembre 1889.

puissamment secondés par les Unions, plusieurs lois sont venues relever ensuite les droits établis sur certains produits, de manière à assurer à ceux-ci une protection plus efficace encore.

C'est ainsi que la loi du 27 février 1894 a porté de 5 francs à 7 francs par quintal les droits de douane imposés aux blés étrangers à leur entrée en France. La loi du 5 avril 1898, à la suite d'un vaste pétitionnement organisé par les Unions de syndicats agricoles, notamment par l'Union du Sud-Est et l'Union centrale, a relevé les droits sur les pores, cochons de lait, viandes fraîches et viandes salées, charcuterie et saindoux (1).

L'Union de Normandie et l'Union centrale ont attiré l'attention des pouvoirs publics sur les dangers que faisait courir à l'élevage du cheval, notamment du cheval de guerre, constituant une des principales sources de la richesse nationale, l'importation sans cesse croissante des chevaux d'Amérique obtenus à des prix contre lesquels il était impossible aux éleveurs français de songer à lutter (2). Une loi du 9 avril 1898 est venue, conformément à leurs vœux, modifier le taux des droits de douane concernant

(1) Le projet de loi portant relèvement de ces droits a été déposé par M. Jonnart, à la suite des vœux émis par l'Union du Sud-Est dans son assemblée générale du 2 décembre 1897 et par l'Union Centrale en 1897. L'Union du Sud-Est avait organisé auparavant à Lyon, le 2 décembre 1896, en faveur de ce relèvement, un grand meeting, de concert avec les patrons charcutiers et les marchands de salaisons de la ville et de la région.

(2) Vœu émis par l'Union du Sud-Est dans son assemblée générale du 2 décembre 1897.

les chevaux entiers ou hongres, les juments et les poulains, les mules et les mulets.

A la même date, deux autres lois ont relevé les droits à l'entrée du beurre, de la margarine, de la graisse alimentaire et des substances similaires, ainsi que les droits sur les fruits confits ou conservés.

Tout ce système a été complété par le vote de la loi du 13 décembre 1897, dite loi du Cadenas, autorisant le gouvernement à rendre provisoirement applicables par décrets les dispositions des projets de lois portant relèvement des droits de douane sur les céréales ou leurs dérivés, les vins, les bestiaux ou les viandes fraîches de boucherie dès que ces projets auront été déposés. Grâce à ces dispositions, les spéculateurs n'auront plus le temps d'importer, pendant la période toujours assez longue de discussion des propositions de lois devant les Chambres, des quantités énormes de produits qui, accumulées dans les entrepôts, pesaient pendant longtemps sur les cours et rendaient presque illusoires les nouveaux droits établis.

Un autre système tendant à établir « la protection sans droits protecteurs » (1), le système des primes à la production de certains produits, a été également inauguré en faveur de l'agriculture. Les lois du 13 janvier 1891 et du 2 avril 1898 ont alloué aux éducateurs ou cultivateurs de vers à soie une prime de 0 fr. 50, puis de 0 fr. 60 par kilogramme de cocons frais et aux filateurs une prime à la bassine proportionnée au travail annuel. Les lois du 13 janvier 1892 et du 9 avril 1898 sont venues accorder

(1) Gide. Principes d'économie politique, p. 321 (6^e édition).

des encouragements à la culture du lin et du chanvre, en allouant aux agriculteurs ayantensemencé ces plantes des primes annuelles pouvant s'élever au total à 2 millions 500 mille francs. Enfin la loi du 7 avril 1897, en vue de favoriser la culture de la betterave sucrière, a établi des primes à l'exportation des sucres (1).

Les Unions de syndicats agricoles ont enfin mené une véritable campagne toutes les fois que le système protecteur a été menacé par les projets de conventions commerciales avec les nations étrangères ou a paru devoir être insuffisant. Elles ont contribué pour une large part, en 1892, au rejet du traité franco-suisse qui comprenait de nombreuses concessions au-dessous du tarif minimum, portant principalement sur les vaches, les taureaux, les fromages de pâte dure, les fils de coton pur, les tissus de lin, etc. (2).

Elles ont obtenu que la convention commerciale signée avec l'Italie en novembre 1898 fût basée sur le tarif minimum, après toutefois que le tarif des vins qui était insuffisant pour la défense des intérêts de la viticulture française eût été relevé (3).

Dès la nouvelle de la signature, le 24 juillet dernier, d'une convention commerciale avec les Etats-Unis, les Unions de syndicats, d'accord avec les différentes sociétés

(1) Nombreux vœux émis en ce sens par l'Union du Nord et par l'Union des Alpes et de Provence.

(2) Vœu émis en ce sens par l'Union du Sud-Est, le 24 sept. 1892.

(3) Vœux émis par l'Union du Sud-Est, dans ses assemblées générales des 2 déc. 1896 et 2 déc. 1897, par l'Union des Alpes et de Provence, dans son assemblée générale du 12 déc. 1897. — Les soies sont restées soumises aux droits du tarif maximum.

d'agriculture, ont demandé son rejet par le Parlement. La concession, par cette convention, du tarif minimum à tous les produits agricoles d'origine américaine n'en jouissant pas encore, sauf quelques exceptions seulement (1), devant causer aux agriculteurs français un préjudice énorme, elles ont réclamé le relèvement de plusieurs articles de ce tarif avant la conclusion de tout accord.

La Société des agriculteurs de France s'est faite l'interprète de ces protestations et en a porté l'expression aux pouvoirs publics (2).

Les associations agricoles ont poursuivi également avec succès la réalisation du deuxième article de leur programme, à savoir la réduction des charges fiscales pesant sur l'agriculture.

Une loi du 10 août 1890 a accordé aux cultivateurs un premier dégrèvement de 16 millions sur le principal de l'impôt foncier et une loi du 21 juillet 1897 un deuxième dégrèvement de 26 millions.

En même temps, afin de rendre la répartition de cet impôt plus équitable, une loi du 21 juillet 1894 a ordonné une nouvelle évaluation du revenu cadastral des propriétés non bâties et une loi a été promulguée, le 17 mars 1898, en vue de rendre plus rapide et plus économique la révision du cadastre.

(1) Ces exceptions portent sur les chevaux, les bœufes et les fromages, les œufs, le miel, les graines de luzerne et de trèfle, les truffes, les racines de chicorée, les fourrages.

(2) Journal de l'Agriculture n^{os} des 15 et 29 juillet 1899 et du 5 août 1899. — Bulletin de l'Union Centrale, n^{os} d'août, septembre, octobre, novembre 1899.

Cependant ces résultats n'ont pas encore entièrement satisfait les agriculteurs et les Unions de syndicats agricoles ont réclamé le dégrèvement total du principal de l'impôt foncier, le déficit qui en résulterait devant être couvert au moyen de la conversion du 3 0/0 en 2 et demi 0/0 (1).

Pour assurer aux produits du sol des débouchés nouveaux et leur faire reconquérir ceux qu'ils avaient perdus, il fallait réprimer sévèrement les adultérations dont ils sont si souvent l'objet de la part du commerce. On peut remarquer à ce sujet encore que c'est précisément à dater du jour où le mouvement syndical agricole a pris une certaine extension et où les agriculteurs ont pu faire entendre efficacement leurs protestations, qu'a été votées toute une série de lois ayant pour objet la répression de ces fraudes : lois du 14 mars 1887 et du 16 avril 1897 relatives aux fraudes commises dans la vente des beurres (2), lois du 14 août 1889 complétée par la loi du 11 juillet 1891 ayant pour objet d'indiquer au consommateur la nature du produit livré à la consommation sous le nom de vin et de prévenir les fraudes dans la vente de ce produit, loi du 24 juillet 1894 sur l'alcoolisation et le mouillage des vins, enfin loi du 6 avril 1897 concernant la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels (3).

(1) L'Union du Sud-Est, notamment, a émis de nombreux vœux en ce sens. Cette suppression, qui profiterait surtout à la grande propriété, nous paraîtrait peu équitable. On peut contester en outre que tel doive être l'emploi légitime d'une conversion. V. Souchon. La Propriété paysanne, p. 226 et suiv.

(2) Cette loi a été complétée par un décret du 8 mai 1888.

(3) Le Sénat a adopté en outre, au commencement de l'année 1899,

C'est dans le même but que les syndicats agricoles et les Unions de syndicats ont réclamé la suppression des octrois des villes qui, en augmentant le prix des denrées agricoles, poussent à la falsification et diminuent la consommation. Les lois des 29 décembre 1897 et du 9 mars 1898 ont encore donné sur ce point un commencement de satisfaction aux agriculteurs. Mais la difficulté de la réforme réside dans la nécessité d'établir des taxes de remplacement suffisantes pour combler le déficit causé par cette suppression.

Les Unions ont, d'autre part, engagé de nombreuses négociations avec les compagnies de chemins de fer, pour l'abaissement des tarifs appliqués aux engrais, à l'outillage agricole ou aux produits du sol. Ces négociations ont été souvent couronnées de succès, les Unions ayant réussi à démontrer par la production de renseignements précis que les réductions concédées seraient non seulement utiles aux agriculteurs mais profitables aux Compagnies elles-mêmes, en raison de l'augmentation de trafic qui en résulterait.

La Compagnie d'Orléans a accordé, en 1898, une réduction de tarifs pour le transport des engrais sur son réseau. Les Compagnies du P. L. M. et du midi ont con-

un projet de loi déposé par M. Méline, tendant à la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles. Ce projet non seulement laisse subsister les lois sur les engrais, les beurres, les vins, mais il en augmente les pénalités. Il permettra d'atteindre les falsifications qui se produisent sur les huiles, le miel, la cire, les farines, etc., et les produits agricoles en général, sans qu'il soit besoin de faire une législation spéciale pour chaque cas particulier.

senti, en 1888, à taxer les scories de déphosphoration comme scories de forges et non comme engrais fabriqués. D'importantes modifications d'horaires, des créations même de trains nouveaux, et la mise en circulation d'un matériel spécial suspendu et aéré au moyen d'un double grillage ont été obtenus pour l'expédition de certains produits, notamment des fraises du Comtat et des fleurs et primeurs du midi (1). De nombreux vœux ont été émis par les Unions de syndicats ou les congrès de syndicats agricoles en vue de l'unification des tarifs de transport des denrées agricoles sur les divers réseaux et de la suppression des privilèges existants au profit des produits étrangers par suite de l'application à ceux-ci de tarifs spéciaux connus sous le nom de tarifs communs internationaux, ou tarifs de pénétration (2).

A un point de vue plus spécial, les Unions de syndicats ont pris fréquemment la défense des intérêts propres aux agriculteurs de leur région. L'Union du Jura et l'Union de Bourgogne et de Franche-Comté ont défendu les intérêts de l'industrie fromagère lors de la discussion de la convention commerciale avec la Suisse. Elles ont fait des démarches auprès du commissaire général de l'Exposition de 1900 pour obtenir un emplacement égal à celui réservé à l'industrie similaire suisse (3).

L'Union de la Côte-d'Or a obtenu un arrêté rendant

(1) Ces résultats ont été obtenus par l'Union du Comtat et l'Union des Alpes et de Provence.

(2) Voyez notamment un vœu émis dans ce sens au Congrès d'Orléans, p. 309.

(3) Journal de la Bourgogne agricole du 4 février 1899.

l'échardonnage et le hannetonnage obligatoires dans le département, et de la Compagnie des chemins de fer P. L. M. un train spécial hebdomadaire de marché pour les cultivateurs de la vallée de la Saône.

La culture du tabac a été sur sa demande autorisée dans la Côte-d'Or (1).

L'Union du Nord, l'Union des Alpes et de Provence, l'Union des syndicats betteraviers de la vallée du Rhône, ont défendu plus particulièrement les intérêts des cultivateurs de betteraves contre les exigences des fabricants de sucre. Elles sont parvenues fréquemment à trouver un terrain d'entente entre fabricants et cultivateurs à la suite de conflits nés au sujet de la livraison des betteraves et de la fixation des prix. L'Union du Nord a discuté dans plusieurs réunions et adopté un compromis-type, à passer entre les planteurs de betteraves et les fabricants de sucre (2).

Les Unions de syndicats ont été enfin, dans maintes circonstances, les défenseurs désignés des syndicats contre les prétentions du fisc. Elles les ont éclairés sur leurs droits, leur ont indiqué la conduite à suivre ou sont intervenues en leur faveur auprès des pouvoirs publics.

Cette intervention s'est manifestée tout d'abord en ce qui concerne la patente, à laquelle les syndicats ne sauraient être soumis tant qu'ils se bornent à acheter pour le compte de leurs seuls adhérents, les marchandises nécessaires aux exploitations rurales ou à vendre, pour le compte

(1) Hautefeuille. Annuaire des synd. agr. 1897-98, p. 786.

(2) Voyez Hautefeuille. Annuaire des synd. agr., 1894-95, p. 1255.

de ces mêmes adhérents, les produits de ceux-ci, car ils ne font pas alors d'actes de commerce. Le Président de l'Union centrale a adressé, le 7 juillet 1891, une circulaire aux syndicats qui lui sont affiliés pour les inviter à repousser cette imposition.

Le Président de la même Union a adressé, en 1897, au ministre de l'agriculture, une lettre dans laquelle il protestait contre l'assimilation des dépôts de sulfate de cuivre tenus par les syndicats agricoles aux établissements assujettis à la visite des commissions d'inspection des pharmacies, drogueries et épiceries. Cette protestation a été favorablement accueillie. Le département de l'Intérieur (direction de l'assistance et de l'hygiène publiques) a donné les ordres nécessaires, lors de l'organisation des tournées d'inspection de 1898, pour que ces dépôts fussent tenus désormais en dehors des visites des commissions et le ministre des finances a décidé, le 27 novembre 1897, que les droits auxquels les syndicats agricoles avaient été indûment imposés de ce chef seraient remboursés (1).

A la suite de démarches faites par l'Union du Sud-Est, une décision du ministre de l'agriculture du 29 mars 1899, a décidé que les syndicats agricoles pourraient obtenir directement de l'administration des contributions indirectes la concession de dépôts de sel dénaturé à l'usage de leurs associés, sans être obligés de justifier au préalable de l'avis favorable des municipalités ou des Chambres de commerce (2).

(1) Correspondance mensuelle de l'Union Centrale, 1^{er} sept. 1898.

(2) Bulletin de l'Union Centrale du 1^{er} sept. 1899.

Les Unions ont encore protesté contre l'application faite à plusieurs syndicats agricoles de la taxe des poids et mesures (1). Le syndicat de Puymirol (Tar-et-Garonne) s'étant notamment refusé de se soumettre à cette vérification, en alléguant que le droit de l'administration pouvait s'exercer dans deux cas seulement : 1° Vis-à-vis des commerçants, or il ne faisait pas le commerce ; 2° vis-à-vis des non-commerçants se servant de poids et mesures dans des lieux publics, or ses entrepôts ouverts à ses seuls adhérents n'étaient pas publics, le tribunal de simple police a reconnu le bien fondé de sa prétention. Mais un arrêt de la Cour de Cassation du 20 mai 1898 a cassé et annulé ce jugement, en se basant sur ce que le décret du 26 février 1873 énonçant les commerces, industries et professions assujettis à la vérification, n'avait pu déroger à la loi du 4 juillet 1837 impliquant, pour tous ceux ayant des poids et des mesures dans leurs magasins, l'obligation de les soumettre à la vérification.

Toutefois cet arrêt ayant été rendu sur le pourvoi formé dans l'intérêt de la loi, par le procureur général sur l'ordre du garde des sceaux, de sorte qu'il n'y avait pas eu lieu à renvoi (devant un autre tribunal, les syndicats agricoles, sur les conseils des Comités de contentieux des Unions, ont persisté à résister aux injonctions des vérificateurs.

Un nouvel arrêt de cassation du 23 juin 1899, obtenu cette fois par les voies régulières, a statué dans le même sens (2).

(1) Circulaire du président de l'Union Centrale du 18 janvier 1892.

(2) Voyez sur cette question, le Droit rural, n^{os} de juillet, août et novembre 1899.

En raison de l'importance de la question, car l'assujettissement des syndicats agricoles à la taxe des poids et mesures pourrait être un acheminement vers l'assujettissement à la patente, les Comités de contentieux des Unions, malgré ces deux arrêts, ont été d'avis que les syndicats agricoles devaient résister jusqu'à ce que la question ait été définitivement tranchée par un arrêt solennel, rendu par la Cour toutes Chambres réunies.

On voit que les Unions de syndicats agricoles, secondées utilement d'ailleurs par la Société des Agriculteurs de France, les Sociétés départementales d'agriculture et les Comices agricoles cantonaux ou d'arrondissement, ont su, dans plusieurs circonstances, prendre efficacement la défense des associations rurales ou des intérêts généraux de l'agriculture. Mais cette représentation officieuse, outre qu'elle est incomplète, car elle poursuit plus particulièrement la défense des intérêts des grands propriétaires ruraux, offre le désavantage considérable de ne pouvoir donner de résultats qu'en entretenant dans les campagnes une agitation pour ainsi dire continue et souvent hors de proportion avec le but à atteindre.

Nous estimons donc qu'il serait temps de doter enfin l'agriculture, conformément aux vœux par elle souvent exprimés, d'une représentation officielle vraiment digne d'elle, établie sur des bases suffisamment larges et lui permettant de faire entendre efficacement ses légitimes revendications.

TROISIÈME PARTIE

CRITIQUES AUXQUELLES ONT DONNÉ LIEU LES UNIONS DE SYNDICATS AGRICOLES

Le développement inattendu des syndicats agricoles et leur groupement en Unions puissantes ne devaient pas aller sans soulever un certain nombre de critiques (1).

Nous allons exposer ces critiques ; nous verrons ensuite ce qu'elles ont de fondé.

1° *Exposé des critiques.* — Les premières tentatives faites par les syndicats agricoles en vue de procurer à leurs adhérents aux meilleures conditions possibles les engrais chimiques, les machines agricoles et tous les produits nécessaires à l'exploitation du sol, étaient passées presque inaperçues. Les commerçants ne s'en étaient pas inquiétés, les associations nouvelles ne devant avoir dans leur pensée qu'une durée éphémère. Mais, lorsque le mouvement syndical agricole se fut développé dans les campagnes sous l'impulsion de l'Union centrale et que cette Union eut

(1) V. E. Coulet. Le mouvement syndical en agriculture.

entrepris de compléter l'œuvre entreprise en solidarisant les opérations de tous les syndicats unis, par la création d'un organe auxiliaire, le Syndicat central des agriculteurs de France, les protestations du commerce éclatèrent de toutes parts. Une véritable lutte s'engagea.

La chambre syndicale des produits chimiques de Paris, se fit l'interprète près de la chambre de commerce, des protestations des fabricants, marchands ou dépositaires d'engrais. Celle-ci à son tour saisit de la question le gouvernement. Elle réclama la dissolution des syndicats agricoles, ou, tout au moins, leur assujettissement à la patente.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. Pierre Legrand, à la suite d'une enquête faite par les préfets, conformément à ses instructions dans les différents départements, sur les agissements des syndicats agricoles, fit savoir au Président de la Chambre de commerce de Paris, par une lettre du 27 avril 1888, que les critiques dirigées contre ces associations ne lui paraissaient pas justifiées, celles-ci ne faisant aucun acte de commerce et ne réalisant aucun bénéfice (1).

Les syndicats agricoles n'ont pas cessé depuis lors d'être vus avec beaucoup de bienveillance par l'Administration. Leurs opérations, particulièrement celle du syndicat central, ont pris un grand développement. Les Unions, en vue de procurer à leurs adhérents des avantages plus considérables encore, ont réussi à fonder à côté d'elles, nous l'avons vu, des coopératives régionales. Quelques-unes de ces coopé-

(1) V. Cette lettre, notamment dans Hautefeuille. *Annuaire des synd. agr.* (1894-95), p. 106 des Annexes.

ratives ont entrepris la vente directe des produits du sol et elles ont tenté, dans ce but, de s'aboucher avec les coopératives de consommation des villes.

Bien que ces tentatives n'aient pas été le plus souvent couronnées de succès, elles ont soulevé de nouvelles protestations de la part de la multitude des intermédiaires écartés ou menacés. Ceux-ci ont dirigé une campagne en règle contre les sociétés coopératives. Le syndicat de l'alimentation parisienne a adressé, en 1893, au Sénat, un mémoire au sujet du projet de loi alors en discussion sur ces sociétés. Il a demandé de limiter à 800 fr. par sociétaire la faculté d'achat normal, de déclarer déchu de toute prérogative la société qui vendrait au public, d'appliquer l'impôt sur le revenu non sur le revenu du capital engagé, mais sur les bonis réalisés qui constituent les véritables bénéfices des sociétés, de supprimer l'article du projet qui permettait aux sociétés coopératives de s'associer pour former des syndicats d'achat, cette faculté étant dangereuse, l'acheteur trop fort et trop puissant faussant la loi de l'offre et de la demande, base de toute prospérité commerciale et industrielle, d'obliger les sociétés à se soumettre, dans l'intérêt même de la santé des travailleurs, aux visites et aux prélèvements nécessaires des laboratoires municipaux et des conseils d'hygiène, d'ordonner la dissolution immédiate de toute société coopérative formée par les salariés des villes et de l'Etat en tant que fonctionnaires groupés, quelle que soit d'ailleurs l'importance de leurs traitements, de supprimer enfin les économats de chemins de fer et autres, ceux-ci n'ayant jamais servi qu'à opprimer les travailleurs, enrichir les Compagnies, frustrer le Trésor et faciliter la

fraude des octrois quand ils sont, comme à Paris, établis à la porte des villes (1).

L'Union des syndicats des agriculteurs de France a, d'accord avec le Comité central des sociétés coopératives, adressé au Sénat une protestation motivée contre ce mémoire.

Mais la campagne menée par le syndicat de l'alimentation parisienne n'en a pas moins produit ses fruits. Elle a abouti, le 13 mars 1896, au rejet par la Haute Assemblée du projet de loi sur les coopératives qui était en discussion depuis plus de douze ans déjà devant le Parlement (2).

La lutte n'a pas cessé depuis lors entre les commerçants et les coopératives.

Les adversaires du mouvement syndical agricole, prenant parti pour les commerçants, déclarent que si ce mouvement favorisé par les Unions n'est pas enrayé, il aboutira à la suppression des intermédiaires, c'est-à-dire du commerce. Les premiers atteints seront les petits commerçants. Or, leur disparition entraînera celle de la moyenne bourgeoisie et il en résultera dans l'organisme social une perturbation grave, dont on ne peut prévoir d'avance toutes les conséquences, mais qui sera sûrement néfaste.

Les adversaires du mouvement syndical agricole ajoutent que les Unions de syndicats ont causé d'ailleurs déjà au commerce national un préjudice considérable par l'action qu'elles ont exercée sur la politique économique des dernières années.

(1) Démocratie rurale, décembre 1893.

(2) Gide. Vicissitudes d'un projet de loi ou Histoire d'un volant entre deux raquettes. Almanach de la Coopération française, 1895.

La dénonciation des traités de commerce en 1892 et l'adoption d'un système protectionniste établi uniquement en faveur des agriculteurs ont eu pour conséquence, non seulement d'entraver l'essor industriel et commercial du pays, mais de provoquer une hausse des denrées les plus nécessaires à l'alimentation, hausse particulièrement préjudiciable à la population ouvrière. Il est donc faux de prétendre que le mouvement syndical et coopératif tende à réaliser la vie à bon marché.

Il importe enfin, dit-on, de se demander quel est le but caché, plus ou moins lointain, vers lequel tendent les agriculteurs en formant des syndicats chaque jour plus nombreux, reliés entre eux par des Unions régionales qui reçoivent leur mot d'ordre de l'Union centrale.

Or, la tendance vers la grande production et le monopole est un des caractères du mouvement économique moderne. Cette évolution s'est déjà réalisée pour un grand nombre d'industries. Les petits producteurs ont été éliminés par les grands et ceux-ci se sont unis en gigantesques syndicats nationaux ou internationaux, appelés *Trusts* aux Etats-Unis, *Cartels* en Allemagne, qui régissent despotiquement toute une branche de la production (1). Il est permis de supposer qu'il en sera de même pour l'industrie agricole. Fortement organisés dans leurs syndicats et leurs Unions, les agriculteurs seront amenés à former entre eux des *Ententes agricoles*, analogues aux Cartels industriels de l'Allemagne et de l'Autriche, en vue de ne vendre leurs produits qu'à

(1) V. Gide. Principes d'économie politique, 6^e édit., p. 177.

un prix déterminé et fixé d'avance. La coalition est en effet l'abus ordinaire de l'association.

La formation de ces ententes sera rendue facile, grâce à l'organisation du crédit agricole permettant aux agriculteurs d'attendre le moment propice pour la vente des produits du sol ; elle sera, en outre, singulièrement favorisée par le régime protectionniste actuel empêchant les récoltes des pays étrangers de venir concurrencer sur le marché national les récoltes des agriculteurs syndiqués.

Le monopole des produits du sol étant ainsi établi, n'y a-t-il pas lieu de craindre, par analogie de ce qui semble devoir se passer dans l'industrie quand les trusts ou les cartels deviennent trop puissants (1), que l'Etat n'intervienne, ne se substitue aux producteurs et n'absorbe ce monopole privé pour le remplacer par un monopole public.

Le développement des syndicats agricoles, présenté par ses partisans enthousiastes comme seul capable d'opposer dans les campagnes un obstacle infranchissable aux idées collectivistes (2), aurait ainsi pour résultat, par une ironie amère, de préparer leur triomphe.

Les adversaires des syndicats agricoles et des Unions font encore observer que, par ces associations, les agriculteurs d'une même commune ou d'un même canton ont déjà acheté des machines agricoles pour leur usage commun, réuni leurs récoltes pour les vendre en commun, tenté même

(1) Gide. Principes d'économie politique, p. 177 (6^e édit.). — Charles Brouilhet. Essai sur les ententes commerciales et industrielles, p. 190-196.

(2) De Rocquigny. Les Syndicats agricoles et le socialisme agraire.

la préparation de certains produits en commun par la création de beurreries, de fromageries ou de distilleries et qu'il est permis, dès lors, de conclure qu'ils seront amenés à exploiter également leurs terres en commun.

Cette réunion serait favorisée par la constitution des Unions de syndicats agricoles. On verrait ainsi finalement se constituer de grandes exploitations rurales. Les coopératives agricoles régionales leur fourniraient les engrais et les machines et assureraient l'écoulement des produits obtenus. Les Unions de syndicats auraient la haute surveillance des différentes exploitations de la région ; elles veilleraient à l'équitable répartition des bénéfices obtenus entre les divers propriétaires associés qui n'auraient plus qu'à toucher leurs revenus.

Dans de pareilles conditions, il serait facile à l'Etat, dit-on, de mettre la main sur ces grands domaines, de les confisquer et de réaliser ainsi l'idéal collectiviste.

Ainsi, en résumé, les Unions de syndicats agricoles tendraient à tuer le commerce par l'élimination de tous les intermédiaires et à détruire, par suite, la classe moyenne de la société, à provoquer la formation d'ententes agricoles en vue d'imposer aux consommateurs des prix excessifs, enfin à préparer inconsciemment le triomphe des théories socialistes.

Ces critiques sont-elles fondées ?

2° *Examen des critiques.* — Aux reproches adressés par les commerçants aux syndicats agricoles de faire des actes de commerce sans être cependant assujettis à la patente, le ministre, M. Pierre Legrand, répondait justement, dans sa lettre du 27 avril 1888, que la loi, aux termes de l'article

632, § 1^{er}, du Code de commerce, « réputé acte de commerce tout achat de denrées et marchandises, pour les revendre soit en nature, soit après les avoir travaillées et mises en œuvre. »

Celui qui achète pour consommer ne fait donc pas acte de commerce, l'intention d'une revente étant nécessaire pour imprimer à l'achat le caractère commercial. Or, tel est précisément le cas des syndicats agricoles qui se bornent à faire profiter leurs adhérents des avantages résultant du mode d'achat.

Le ministre ajoutait, avec raison, que si la loi de 1884 ne conférait pas aux syndicats agricoles le droit de faire les opérations qu'on leur reprochait, elle ne pourrait être pour les agriculteurs l'objet d'aucune application vraiment pratique (1).

Les syndicats agricoles ont, en réalité, moralisé fort heureusement le commerce des engrais. Ils ont contraint les commerçants à se contenter d'un bénéfice correspondant au service par eux rendu.

Le préjudice que les syndicats et les Unions de syndicats ont causé au commerce par la centralisation des commandes n'est d'ailleurs pas aussi considérable qu'on le prétend.

Comme le fait justement observer M. Welche (2) : « Le groupement et la centralisation très dense des commandes, lorsque surtout ces commandes sont suivies de livraison effective, épargnent au commerce des frais de courtiers, de voyageurs, de commissionnaires, de publicité, de ré-

(1) Hautefeuille. Annuaire des synd. agr. 1894-95, *loco citato*.

(2) Rapport au Congrès d'Angers, p. 20.

clames très considérables ; elles assurent de plus aux commerçants une clientèle de choix et les mettent à l'abri presque complètement des chances de non-paiement ; et, dans le bénéfice représenté par ces pertes évitées et ces dépenses diminuées ou presque entièrement supprimées, les commerçants trouvent la possibilité d'accorder une forte prime aux syndiqués, sans diminuer leurs légitimes bénéfices. »

Il est également excessif de dénoncer les Unions de syndicats agricoles comme une coalition nuisible ayant pour unique objet d'avilir les prix de toutes les marchandises utiles à l'agriculture. Le mobile des syndicats n'est pas seulement, en effet, d'obtenir à bon marché ce dont les syndiqués ont besoin, mais encore et surtout d'obtenir des marchandises loyales et sincères, de déjouer les manœuvres des fraudeurs, toujours prêtes à s'exercer dans les campagnes. « Les syndicats savent que l'avilissement des prix pousse à la sophistication des denrées et ceux qui sont chargés de traiter pour eux sont assez éclairés et assez consciencieux pour ne pas poursuivre le bon marché illimité et pour écarter le fournisseur suspect et disposé à subir toutes les réductions (1). »

Il convient de faire observer, d'autre part, que les fournitures agricoles ne concernent guère que le commerce de gros qui, avant l'intervention des syndicats, était pour une bonne part entre les mains d'étrangers. « Soutenues ou même suscitées par les syndicats, de grandes maisons françaises se sont élevées qui partagent désormais leurs

(1) Welche. Rapport au Congrès d'Angers, p. 20.

bénéfices, non plus avec des équipes d'agents parfois peu sûrs jouant le rôle de parasites, mais avec les intéressés eux-mêmes, groupés en sociétés assez puissantes pour traiter de pair avec elles (1). »

Les machines agricoles ont diminué de prix tandis qu'augmentait le nombre des producteurs français. Ceux-ci étaient au nombre de 528 au concours général agricole de 1897 contre 16 étrangers. L'exportation des instruments agricoles, qui n'était guère que de 2 millions en 1885, a passé à 3 millions depuis 1890 (2).

Le commerce des engrais plus particulièrement a trouvé une large compensation à la réduction de ses bénéfices dans l'accroissement considérable de la consommation des matières fertilisantes.

D'après M. Grandeau, la consommation des superphosphates qui, en 1889, était de 425.000 tonnes s'est élevée en 1899 à 975.000 tonnes; celle des scories qui était presque nulle en 1889 a été en 1899 de 198.000 tonnes, celle du nitrate de soude de 187.000 tonnes est passée à 225.000 tonnes (3).

Les commerçants auraient pu se plaindre à plus juste titre qu'un certain nombre de syndicats livraient à leurs adhérents des produits autres que ceux nécessaires à l'exploitation du sol. Mais les Unions de syndicats, en favori-

(1) Mabillean. Le mouvement agraire, Revue de Paris, 1^{er} juillet 1897.

(2) Mabillean. Le mouvement agraire, Revue de Paris, 1^{er} juillet 1897.

(3) Grandeau. Rev. agronomique. Le Temps du 19 janv. 1900.

sant la création des coopératives agricoles, ont précisément permis aux cultivateurs de se procurer à meilleur compte et sans commettre d'illégalité, toutes les denrées nécessaires à la vie.

Le préjudice qui a été causé de ce fait au commerce n'est certainement pas niable. Mais s'ensuit-il que la patente doive être imposée aux coopératives? Nous ne le pensons pas; tant du moins qu'elles ne cherchent pas à réaliser de bénéfices, la patente étant un impôt prélevé sur les bénéfices du commerce, de l'industrie et des professions libérales. N'est-il pas à craindre en outre que ces sociétés, qui actuellement opèrent en dehors de tout esprit de lucre, une fois soumises à la patente ne se transforment en sociétés commerciales qui pourraient vendre à tout venant et causeraient ainsi au commerce un préjudice bien plus considérable.

Comment, enfin, ne pas trouver véritablement excessive cette prétention du syndicat de l'alimentation parisienne d'interdire aux fonctionnaires de l'Etat de former des sociétés coopératives pour se procurer à meilleur compte les objets de première nécessité?

Nous croyons, quant à nous, que le développement de la coopération est un progrès. « Il n'est pas douteux, disait M. Méline à la tribune de la Chambre, en 1897, que, dans l'alimentation publique, l'intermédiaire joue un rôle trop considérable au détriment de l'agriculteur; il n'est pas douteux qu'entre le producteur et le consommateur il y a trop d'échelons..... Le nombre des intermédiaires a augmenté depuis quinze ans dans des proportions excessives; il en résulte ce phénomène étrange que, pendant que l'agriculteur vend ses produits à des prix de plus en plus avilis,

le consommateur les paye toujours aussi cher ou presque aussi cher (1). »

On compte en France 106.401 épiciers, soit en moyenne 1 pour 90 familles, 52.957 boulangers et à peu près autant de bouchers, soit à peu près 1 pour 184 familles, et si l'on ne prenait que les villes, la proportion serait encore bien supérieure. En somme, plus de la dixième partie de la population française s'adonne au commerce sous différentes formes. On peut évaluer à plus de 7 milliards et demi le tribut prélevé par ces intermédiaires qui ne parviennent à vivre d'ailleurs, par suite de la concurrence qu'ils se font, qu'en ayant recours à la falsification des denrées pour le plus grand préjudice de la santé publique (2).

Le véritable remède à cette situation est de mettre en relations directes le producteur et le consommateur, afin de réduire au minimum le nombre des intermédiaires. C'est à quoi tendront heureusement les coopératives de production et de consommation créées par les Unions de syndicats agricoles, surtout si elles arrivent à s'entendre avec les coopératives de consommation des villes.

Le développement de ces institutions aura un autre avantage. Il pourra arrêter dans une certaine mesure l'émigration de la population rurale vers les villes, car c'est parmi les petits boutiquiers des cités qu'on retrouve une grande partie des petits journaliers propriétaires qui tendent à désertir les campagnes (3).

(1) Méline. Discours à la Chamb. des dép., 20 nov. 1897.

(2) Gide. Princip. d'écon. polit., p. 216 (6^e édit.).

(3) Méline. Discours cité.

L'élimination par les coopératives d'une partie de la multitude des intermédiaires actuels n'aura pas d'ailleurs, comme on le prétend, pour conséquence nécessaire la disparition de la classe moyenne et la rupture de l'équilibre social. La coopération permettra bien plutôt l'accession à cette classe moyenne d'une grande quantité d'ouvriers sérieux ou de petits employés. Il y aura non pas suppression mais déplacement des éléments constitutifs de cette classe de la société.

Quelle que soit enfin l'importance au point de vue économique de l'apparition inattendue de la coopération dans les campagnes, ce n'est que dans un avenir bien lointain que pourront se produire les résultats que l'on dénonce actuellement avec tant d'âpreté. Le nombre des sociétés coopératives de consommation qui, en 1889, était de 800 environ (1) s'est élevé il est vrai, en 1899, à 1489 (2), mais c'est par milliers qu'il les faudrait compter pour que le petit commerce fût sérieusement atteint.

Le vote du projet de loi sur les coopératives aurait certainement favorisé l'éclosion de ces sociétés. C'est bien pourquoi il a été attaqué avec tant de vigueur par les commerçants.

Ceux-ci qui dirigent des critiques si acerbes contre les syndicats et particulièrement contre les Unions de syndicats agricoles ont formé d'ailleurs depuis longtemps eux-mêmes des Unions de syndicats puissantes. Il suffit pour s'en rendre

(1) Chiffre indiqué par M. Fougèrouse. Cauwès, t. III, p. 301 (3^e édit.).

(2) Almanach de la coopération française, année 1900.

compte de parcourir l'annuaire des syndicats professionnels que publie chaque année le ministère du Commerce. On peut y voir qu'au 31 décembre 1898, il existait 49 Unions de syndicats patronaux, groupant 915 syndicats et 96.585 membres, et ces chiffres sont probablement inférieurs à la réalité (1).

Citons notamment : l'Union générale des syndicats girondins à Bordeaux, comprenant 15 chambres syndicales et 1.062 membres, qui groupe les marchands de meubles, les commissionnaires en bestiaux, les marchands de conserves alimentaires, les cafetiers-restaurateurs, les marchands de saindoux et salaisons, les marchands de vins et spiritueux, etc...

L'alliance des chambres syndicales patronales de la ville de Lyon qui compte 20 chambres syndicales et 1.415 membres : approvisionneurs, charbonniers, coquetiers, charcutiers, tripiers, herboristes, laitiers, limonadiers, etc...

A Paris, mentionnons seulement le Comité de l'alimentation parisienne comprenant 17 chambres syndicales et 23.000 membres. Le syndicat général de la Boucherie française groupant 50 chambres syndicales et 5.119 membres. Le syndicat général de la boulangerie française réunissant 71 syndicats et 5.864 membres. Le syndicat général de la charcuterie française comptant 54 chambres syndicales et 2.305 membres.

Le Comité central des chambres syndicales qui groupe 48 chambres syndicales et 8.125 membres. L'alliance du

(1) Annuaire des synd. profess., année 1898-99, renseignements généraux, p. 32.

commerce et de l'industrie dans laquelle figurent 90 chambres syndicales et 7.635 membres, etc...

Ces fédérations n'ont pas apparemment été formées en vue de la défense des intérêts des consommateurs et on comprend aisément comment les prix des denrées alimentaires sont demeurés toujours aussi élevés depuis le commencement de la crise agricole. Les intermédiaires seuls ont profité de la mévente des produits du sol. La réduction des droits sur les boissons hygiéniques aura aussi pour unique effet d'augmenter encore leurs bénéfices. Elle ne profitera pas aux consommateurs (1).

Il convient enfin de faire remarquer que le petit commerce est actuellement beaucoup plus battu en brèche par les grands magasins que par les coopératives.

Nous ne croyons donc pas justifiées les critiques qui ont été dirigées contre les Unions de syndicats agricoles pour avoir fondé à côté d'elles des coopératives de production et de consommation.

Nous pensons toutefois qu'il eût été plus sage de créer des Unions moins vastes avec des coopératives moins importantes. Le commerce ne fait pas de différence en effet entre le gros et le très gros acheteur (2). Or si les coopératives sont gros acheteurs, elles peuvent s'adresser aux manufactures de la région et accroître leur prospérité ; si elles sont au contraire très gros acheteurs, elles ne peuvent s'adresser qu'aux grandes manufactures et risquent de provoquer ainsi la ruine des premières.

(1) Revue d'écon. polit., avril 1898, article de Gide.

(2) Congrès de Lyon, p. 102.

Cette ruine consommée, les agriculteurs seraient alors à la merci des grands manufacturiers qui pourraient facilement s'entendre pour leur imposer des prix excessifs.

La dénonciation des traités de commerce a-t-elle été également aussi néfaste que les économistes orthodoxes le prétendent ?

Nous ne pensons pas que ce soit ici le lieu de reprendre une fois de plus la discussion des théories libre-échangiste et protectionniste.

Nous nous bornerons à faire observer que, même sous l'empire des traités de 1860, toutes les industries qui avaient besoin de protection s'étaient fait protéger et que l'agriculture seule, alors prospère, était restée sans défense (1). Cette situation ne pouvait durer lorsque, par suite de la concurrence des pays neufs, l'agriculture nationale fut menacée dans son existence même. L'industrie agricole, malgré l'extrême développement des autres branches de la production, est en effet la source de richesse par excellence. Elle donne le gagne-pain à plus de 4 millions d'individus, elle produit à elle seule 13 milliards et demi (2). L'effondrement des cours du blé et des autres denrées agricoles, l'abaissement aux plus extrêmes limites des bénéfices des cultivateurs, des salaires des ouvriers ruraux ou même des revenus des propriétaires fonciers, auraient amené une crise très grave qui se serait répercutée sur l'ensemble du corps social, par l'extrême diminution du pouvoir d'achat des populations

(1) Durand. Le Crédit agricole, p. 27.

(2) Cauwès, t. I, p. 432 (3^e édit.).

rurales qui forment près de la moitié de la population totale. Une nation ne saurait impunément consentir à sacrifier une industrie aussi vitale.

Aussi les adversaires même du système protectionniste, malgré le préjudice qu'il peut temporairement causer au commerce et à l'industrie et que nous ne songeons pas à nier, sont-ils obligés de reconnaître qu'il est « un mal nécessaire (1). »

Le relèvement des droits sur les produits agricoles n'a pas eu d'ailleurs pour conséquence, comme on le prétend, une hausse des objets d'alimentation les plus nécessaires.

Bastiat, dans son livre « Cherté et bon marché », reconnaissait déjà que « contre toute attente, la protection avait amené plutôt la baisse, la concurrence plutôt la hausse des produits. »

La cherté des denrées alimentaires s'est accentuée depuis le régime de liberté inauguré en 1860, tandis que l'abaissement des prix s'est produit en France depuis 1880 à la suite de plusieurs mesures restrictives dont ont été l'objet diverses denrées de consommation : le sucre, les viandes salées, les céréales. Une surtaxe de 7 francs sur les sucres bruts n'a pas empêché les cours de s'abaisser de 50 fr. 75 les 100 kilogr. en 1883, à 35 fr. 50 en 1891. A la suite de la prohibition des viandes de porc américaines, le prix de celles-ci est tombé de 1 fr. 71 en 1881 à 1 fr. 43 en 1891 (2). De même, la baisse des prix du blé a été presque continue depuis l'établissement de droits protecteurs. La

(1) Gide, Principes d'écon. polit., 6^e édit., p. 315.

(2) Cauwès, t. II, p. 510 et 581.

moyenne de l'hectolitre de blé est descendue de 19 fr. 05 en 1890, à 14 fr. 14 en 1895.

Cette baisse est si évidente que les libre-échangistes eux-mêmes l'invoquent pour démontrer l'inefficacité des droits de douane. Mais c'est oublier « qu'un droit peut être protecteur même au cas où il n'opère aucun relèvement des prix, par cela seul qu'il prévient ou arrête l'avalissement des cours. » Si des surtaxes n'avaient pas été établies sur les blés, l'agriculture française, débordée par les importations américaines et n'obtenant plus un prix rémunérateur, aurait été contrainte d'abandonner la culture de cette céréale (1).

Sous l'influence des mesures protectrices, la culture du blé s'est au contraire développée et le rendement par hectare a augmenté, si bien que le moment est proche où la France pourra devenir exportatrice (2).

Si le prix des denrées alimentaires est resté stationnaire ou même a augmenté, malgré la baisse continue des produits du sol, la cause en est en réalité dans la multiplication croissante du nombre des intermédiaires et dans les abus de la spéculation. Or c'est précisément contre les intermédiaires et contre les spéculateurs que les Unions de syndicats agricoles ont entrepris la lutte, en essayant de mettre en relations directes producteurs et consommateurs.

Enfin, il convient de faire observer que les tarifs protecteurs établis en faveur de l'agriculture n'auront probablement qu'une durée temporaire. Le moment est peut-

(1) Cauwès, t. II, p. 508.

(2) Grandeau. Revue agronomique. Le Temps du 19 janvier 1900.

être plus proche qu'on ne le suppose, où, par suite de l'accroissement de la population, de l'abandon de la culture extensive et de l'accroissement des charges publiques dans le nouveau monde, les produits américains ne pourront plus venir concurrencer avec les mêmes avantages les produits nationaux (1).

Nous reconnaissons d'ailleurs que l'existence d'un régime protecteur est de nature à favoriser la formation et la réussite d'ententes agricoles en vue de provoquer une hausse des produits du sol. Les tarifs de douane qui limitent ou suppriment la concurrence des pays étrangers ne sauraient être admis qu'autant que la concurrence subsiste sur le marché entre les producteurs nationaux.

Que le désir secret d'un certain nombre d'agriculteurs, en favorisant la création des Unions de syndicats, ait été d'arriver un jour à la formation de ces ententes, cela est probable. Mais la réalisation de ce désir est-elle prochaine ou même possible, c'est ce qu'il importe de rechercher.

Ceux qui ont émis cette opinion nous paraissent avoir été induits en erreur par l'importance excessive qu'ils ont attribuée à la puissance des Unions de syndicats agricoles. Nous avons vu qu'en fait les Unions ne groupent qu'une partie seulement des agriculteurs et que, dans les Unions même les plus fortes, on peut apercevoir des germes de dissolution. On conçoit que, dans ces conditions, la formation des ententes soit rendue beaucoup plus difficile qu'on ne le supposerait à première vue, car il suffirait de la résis-

(1) Cauwès, t. I, p. 472.

tance de quelques syndicats ou de quelques agriculteurs non syndiqués pour faire échouer toute tentative.

Mais, même en admettant que les Unions arrivent à former une organisation plus puissante, les ententes seraient-elles possibles et véritablement dangereuses ?

Nous ne croyons pas que les agriculteurs puissent, au moyen des Unions de syndicats, arriver à s'entendre jamais pour fixer le prix du blé, en raison du grand nombre de propriétaires qui se livrent à la culture de cette céréale et des variétés de qualité qu'elle présente. Tout au plus les ententes pourraient-elles se constituer pour des produits spéciaux à une région, par exemple pour les vins de Bourgogne, de Champagne, de Bordeaux, ou pour les eaux-de-vie des Charentes, etc... Mais ces ententes ne pourraient avoir qu'une courte durée. En présence de prix excessifs, le consommateur ou bien restreindrait ses acquisitions ou bien, en vertu de la loi de substitution (1), se contenterait d'un produit similaire. Il adresserait par exemple ses commandes de vins aux vigneron bordelais au lieu de les adresser aux vignerons bourguignons et les détenteurs coalisés seraient obligés de baisser leurs prix de vente pour ne pas perdre leur clientèle (2).

(1) On entend par *Loi de substitution* « la double possibilité de remplacer la satisfaction d'un besoin ou d'un désir par la satisfaction d'un besoin ou d'un désir différent, et de faire appel, pour la satisfaction d'un même désir ou d'un même besoin, à des moyens très variés » (Brouilhet. La loi de substitution et son rôle en économie politique).

(2) La loi de substitution, dit M. Leroy-Beaulieu (Traité d'économie politique, t. IV, p. 45) fait que toute hausse anormale d'une

La loi réprime d'ailleurs de pareils agissements. L'article 419 du code pénal punit tous ceux qui, par des faits faux ou calomnieux, par des suroffres, *par réunion ou coalition entre les principaux détenteurs d'une même marchandise ou denrée* tendant à ne pas la vendre ou à ne la vendre qu'à un certain prix, ou qui, par des voies ou des moyens frauduleux quelconques auront opéré la hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises au-dessus des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce. L'art. 420 augmente même la pénalité au cas où « ces manœuvres auraient été pratiquées sur grains, grenailles, farines, substances farineuses, pain, vin ou toute autre boisson. »

Certains auteurs (1), il est vrai, ont prétendu que ces articles étaient tombés en désuétude ou qu'ils avaient été abrogés implicitement par la loi du 25 mai 1864, reconnaissant le droit de coalition entre ouvriers ou patrons en ce qui concerne la réglementation des salaires, et par la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels. Mais nous croyons cette interprétation erronée. Aucun article de nos codes ne saurait être abrogé par désuétude. C'est là un des principes incontestables de notre droit.

C'est intentionnellement que le législateur n'a pas abrogé ces articles et ils subsistent entièrement (2). La jurispru-

marchandise porte à l'emploi d'autres marchandises d'une autre nature et d'une autre origine, mais pouvant servir au même objet.

(1) Boullay. Code des synd. profess. — Claudio Jannet. Le Socialisme d'Etat et la réforme sociale, p. 340.

(2) Babled. Les syndicats producteurs et détenteurs de marchan-

dence est en ce sens (1). On ne saurait donc trop conseiller aux syndicats agricoles de ne pas s'engager dans cette voie dangereuse.

Il y aurait d'ailleurs un moyen facile de briser sûrement les ententes agricoles si elles venaient à se produire, sans même avoir besoin de recourir aux tribunaux, il suffirait d'ouvrir les frontières aux produits étrangers en abaissant les droits de douane.

Le danger des ententes agricoles pouvant naître de l'organisation des syndicats en Unions, n'est donc ni aussi proche, ni aussi grave qu'on l'a prétendu.

Ce n'est que dans un avenir lointain que de pareilles ententes pourraient se former et nous croyons qu'il suffira au gouvernement, pour les empêcher, de veiller à la rigoureuse application des lois.

Nous ne pensons pas qu'il y ait lieu dès lors de se préoccuper de la possibilité d'une intervention future de l'Etat venant substituer à un monopole privé quasi-irréalisable un monopole public.

Quant à la formation de grands domaines ruraux constitués par la mise en commun des terres, qu'on a présentée comme devant correspondre à l'évolution subie par les syndicats agricoles qui se sont rapprochés dans les unions, nous la croyons une pure chimère.

C'est un fait remarquable que tous les essais d'exploita-

dises au double point de vue économique et pénal. — Gain. Les synd. profess. — Boullaire. Manuel des synd. prof. agr.

(1) Paris, 28 février 1888, S. 89, 2, 49 ; 5 août 1890. Gaz. Pal. 90, 2, 247 (Affaire des métaux).

tion en commun des terres ont abouti à un échec, probablement parce que, comme l'avait déjà fait remarquer l'un des plus grands esprits de l'antiquité : « on porte très peu de sollicitude aux propriétés communes, chacun songeant vivement à ses intérêts particuliers et beaucoup moins aux intérêts généraux (1) ». Les communautés agraires créées par le maréchal Bugeaud en Algérie, en 1842, les associations rurales de Norfolk et de Warwick (2), les sociétés rurales de Pinschin près de Dantzig (3) et de l'Australie du Sud n'ont pas tardé à périr ou sont appelées à disparaître (4).

On ne trouve pas d'ailleurs en France d'exemples de réunion de propriétés par des capitalistes ou par des sociétés anonymes ; c'est plutôt le contraire qui se produit. « Dans l'Indre-et-Loire il y a bien une certaine tendance chez les vignerons à donner plus de cohésion à leurs propriétés. La propriété viticole était autrefois morcelée à l'excès ; la nécessité de traiter assidûment les vignes a amené les vignerons à ressouder leurs parcelles, voilà tout (5). »

Les sympathies pour la petite propriété rurale sont d'ailleurs nombreuses parmi les promoteurs du mouvement syndical agricole.

Au huitième Congrès du Crédit populaire tenu à Caen

(1) Aristote. Politique, II.

(2) Cauwès, t. III, p. 217, note.

(3) Blondel. Etudes sur les populations rurales de l'Allemagne et la crise agraire.

(4) Pierre Leroy-Beaulieu. Les Communautés agraires en Australie. Réforme sociale, juin 1896.

(5) Deschanel. Discours à la Chambre des dép., 10 juillet 1897.

en 1896, un projet présenté par M. Paul Drouet, en vue de la formation de vastes domaines collectifs auxquels les propriétaires fédérés auraient aliéné leurs droits pendant une période de 99 ans et qui auraient été gérés par une délégation d'administrateurs, à l'exemple des sociétés civiles, a été repoussé sur les protestations des représentants des syndicats agricoles (1).

Au Congrès d'Orléans, M. Johanet, dans un rapport « sur le morcellement de la petite propriété rurale et les moyens d'y remédier », ayant demandé une modification de la loi tendant à interdire le partage des terres au-dessous d'une certaine étendue, a vu également ses propositions rejetées (2).

Le rapport de M. Milcent, secrétaire général de l'Union de Bourgogne et de Franche-Comté, « sur la défense de la petite propriété rurale au point de vue législatif, » a au contraire été approuvé sans opposition (3).

Aussi, bien que le mouvement syndical ait eu principalement à sa tête jusqu'à présent, nous le reconnaissons, les grands propriétaires ruraux et que tous les intérêts de la petite propriété n'aient pas toujours été assez vigoureusement soutenus, nous ne pensons pas cependant qu'il doive aboutir, grâce aux Unions de syndicats, à la formation de vastes domaines sur lesquels l'Etat pourrait être tenté un jour de mettre la main.

(1) V. 8^e Congrès du Crédit populaire, p. 38 et suiv.

(2) V. Congrès d'Orléans, p. 228 et suiv.

(3) V. Congrès d'Orléans, p. 269 et suiv.

CONCLUSION

Nous avons vu que la meilleure circonscription pour les syndicats agricoles, celle qui d'ailleurs tendait à prévaloir, paraissait être la commune ou le canton, cette circonscription présentant l'avantage de permettre la constitution d'associations mixtes et se prêtant le mieux au développement dans les campagnes des institutions diverses basées sur la mutualité. Mais pour que ces petits syndicats disséminés et sans forces ne fussent pas condamnés à l'impuissance, il fallait qu'ils se rapprochent pour former entre eux des Unions comme les y autorisait la loi du 21 mars 1884, ces Unions devant leur permettre de se prêter un enseignement mutuel, d'accroître leur influence et de créer des institutions exigeant pour fonctionner utilement une circonscription plus vaste.

Les promoteurs du mouvement syndical agricole l'ont compris, mais ils ont voulu faire trop grand. L'édifice qu'ils ont construit, comprenant à la base les syndicats, au-dessus les Unions régionales et au sommet l'Union centrale qui en forme comme la clef de voûte, présente au premier abord une belle apparence. Malheureusement cet

édifice est presque entièrement en façade ; il manque de profondeur.

Plusieurs Unions régionales végètent ou n'ont qu'une existence nominale. Il y a plus ; même dans les parties les plus solides on peut apercevoir des signes inquiétants de ruine. Les Unions régionales embrassant des étendues trop grandes, il s'est formé dans leur sein des groupements secondaires qui menacent de les détruire et de se substituer à elles. Ces groupements, s'ils subsistaient seuls, constitueraient d'ailleurs une base de décentralisation trop étroite.

Nous avons vu, en outre, que dans l'Union de l'Ouest, à la suite d'un conflit aigu avec le syndicat agricole d'Aujou, la coopérative avait fini par se séparer complètement de l'Union qui l'avait fondée. La même scission pourrait bien se produire dans les autres Unions régionales.

Il eût été préférable, croyons-nous, de former des Unions moins vastes, embrassant seulement trois ou quatre départements. Leur vitalité eût été plus grande, car le lien reliant les syndicats entre eux eût été plus étroit. Les coopératives fonctionnant dans ces circonscriptions auraient permis de rendre aux agriculteurs des services identiques à ceux des coopératives actuelles sans risquer de ruiner les manufactures locales. Les caisses régionales de crédit agricole, les caisses de réassurance contre la mortalité du bétail y auraient trouvé un cadre mieux approprié. L'existence de l'Union centrale étendant son action sur tout le territoire rendait d'ailleurs moins nécessaire la fondation d'Unions régionales aussi étendues.

Malgré ces imperfections, les Unions de syndicats agricoles ont réussi, nous l'avons vu, à rendre des services

importants aux cultivateurs. Elles ont favorisé l'organisation du crédit et des assurances, la diffusion des connaissances agricoles, la réalisation des vœux les plus chers aux populations rurales. Les essais qu'elles ont tentés pour l'organisation de la vente des produits du sol ont été moins heureux. Cette question nous paraît cependant capitale. Il ne suffit pas en effet au cultivateur de produire plus et à meilleur compte, il réclame surtout pour ses récoltes des débouchés avantageux. C'est dans ce sens que devront tendre à l'avenir tous les efforts des Unions. Le problème ne pourra être résolu que par l'établissement de relations suivies entre les coopératives agricoles et les coopératives urbaines de consommation. La transformation qui en résultera n'ira pas sans doute sans quelques froissements individuels mais nous croyons qu'elle aboutira à une organisation meilleure. Il est certain que le nombre des intermédiaires s'est développé dans des proportions excessives au détriment des producteurs et des consommateurs. Leur élimination partielle et progressive serait un bien.

Cette transformation sera conforme d'ailleurs aux enseignements de la sociologie qui nous apprend que, du jour où une fonction sociale est devenue inutile, elle est appelée à disparaître peu à peu.

Elle permettra de réaliser la vie à bon marché. Ce sera là un nouveau bienfait de l'association.

Mais si l'association est toute-puissante pour le bien, elle est également toute-puissante pour le mal. C'est à l'Etat qu'incombe le devoir de veiller à ce qu'elle ne devienne pas un instrument d'oppression au profit exclusif d'une catégorie de citoyens. Si les agriculteurs, groupés dans des

Unions régionales plus fortes, tentaient un jour de former des ententes en vue de dicter des prix de famine aux consommateurs, il conviendrait de briser ces ententes par l'application rigoureuse des lois pénales ou par l'ouverture des frontières aux produits étrangers.

Il est un autre danger que les Unions de syndicats agricoles doivent éviter avec soin et sur lequel, dans leur intérêt même, on ne saurait trop appeler leur attention. Elles doivent se renfermer strictement dans la défense des intérêts professionnels agricoles. Si elles sortaient de leur rôle économique pour se transformer en associations politiques, violant l'article 5 de la loi du 21 mars 1884 ainsi que leurs propres statuts, il appartiendrait au gouvernement d'en faire prononcer la dissolution par les tribunaux.

Une tâche plus élevée incombe aux Unions de syndicats agricoles. Elles doivent s'efforcer de diriger les syndicats dans la voie féconde de la mutualité, de faire éclore plus nombreuses dans les campagnes les institutions de crédit, d'assurance, de prévoyance, d'assistance qui ont pris déjà un si grand développement à la fin de ce siècle. Ce sera le moyen le plus efficace d'arrêter l'émigration croissante vers les villes des classes rurales qui forment la plus riche réserve de la population du pays. Cette tâche est assez grande et assez belle pour espérer que les Unions de syndicats agricoles sauront s'y renfermer.

Vu : *Le Président de la thèse,*
A. SOUCHON.

Vu : *Le Doyen,*
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

Almanach de la Coopération française. Année 1900.

Annuaire des Syndicats professionnels publié par le ministère du Commerce (1898-1899).

Babled : Les Syndicats de producteurs et de détenteurs de marchandises, au double point de vue économique et pénal. Paris, 1892.

Barbery : La Banque de France et le Crédit agricole. Paris, 1899.

Boullay : Code des Syndicats professionnels agricoles. Paris, 1886.

Blondel : Etude sur les populations rurales de l'Allemagne et la crise agraire. Paris, 1897.

Boullaire : Manuel des Syndicats professionnels agricoles. Paris, 1888.

Bourgogne agricole (Journal de la) n^{os} du 4 février 1899 et du 13 juin 1900.

Brouilhet : Essai sur les ententes commerciales et industrielles. Paris, 1895.

Brouilhet : La loi de substitution et son rôle en économie politique. Paris, 1896.

Bulletin de l'Union Centrale des Syndicats agricoles.

Bulletin de l'Union du Sud-Est des Syndicats agricoles.

Bulletin de l'Union des Alpes et de Provence.

Bulletin de l'Union du Midi.

Bulletin de l'Union des Alpes-Maritimes.

Bulletin de l'Union du Jura ou de Dôle et de Poligny.

Bulletin du Syndicat agricole d'Anjou.

Cauwès : Cours d'économie politique, 3^e édition. Paris 1893.

Chappedelaine (de) : Rapport sur les Syndicats de vente de grains en Allemagne. Bulletin du ministère de l'agriculture, 1896, p. 636.

Châtillon : Rapport sur l'assurance du bétail, présenté à l'Assemblée générale de l'Union Centrale des Syndicats agricoles. Paris, 1899.

Claudio Jannet : Le Socialisme d'Etat et la réforme sociale. Paris, 1890.

1^{er} Congrès national des Syndicats agricoles. Lyon, 1894.

2^e Congrès national des Syndicats agricoles. Angers, 1895.

3^e Congrès national des Syndicats agricoles. Orléans, 1897.

Congrès international d'agriculture, tenu à Bruxelles, les 8-16 sept. 1895.

Congrès des Sociétés coopératives de consommation. Tours, 1887.

Congrès des Sociétés coopératives de consommation. Marseille, 1890.

Congrès des Sociétés coopératives de consommation. Grenoble, 1893.

2^e Congrès de l'Alliance coopérative internationale. Paris, 1896.

3^e Congrès de l'Alliance coopérative internationale. Delft, 1897.

Concours entre les Syndicats agricoles au Musée social. Distribution des récompenses. Paris, 1897.

Correspondance mensuelle de l'Union Centrale, 1^{er} décembre 1896 au 1^{er} mars 1899.

Coulet (Élie) : Le Mouvement syndical et coopératif en agriculture. Montpellier, 1898.

Démocratie rurale (Journal de la). Année 1889 à 1900.

Deschanel : Discours à la Chambre des députés. Séance du 10 juillet 1897.

Doumer (Paul) : Rapport fait au nom de la Commission du travail chargée d'examiner le projet de loi adopté par le Sénat, sur les Sociétés coopératives. *J. Off. Docum. parlem. Chambre*, 1894, p. 182.

Droit rural (le), n^{os} de juillet, août et novembre 1899.

Drouet (Paul) : Rapport sur les moyens d'atténuer la crise agricole, présenté au 8^e Congrès du Crédit populaire. Caen, 1896.

Durand (Louis) : Le Crédit agricole en France et à l'Etranger. Paris, 1891.

Etat général des Syndicats agricoles, classés par départements au 1^{er} avril 1898, publié par le Musée social.

Gain : Les Syndicats professionnels agricoles. Paris, 1891.

Gide : Principes d'économie politique, 6^e édition. Paris, 1898.

Gide : Vicissitudes d'un projet de loi ou histoire d'un volant entre deux raquettes (Almanach de la coopération française 1895).

Glas (Joseph) et Léon Riboud : Simples notes sur les assurances contre les accidents agricoles. Lyon, 1896.

Grandeau : Revue agronomique. Le *Temps* du 19 janvier 1900.

Guinand : Rapport sur l'enseignement agricole, présenté à l'Assemblée générale de l'Union Centrale. Année 1899.

Hautefeuille : Annuaire des Syndicats professionnels agricoles, 1894-95.

Hautefeuille : Annuaire des Syndicats professionnels agricoles, 1897-98.

Henry (René) : Le Parti rural organisé et mobilisable. Revue politique et parlementaire. 10 juillet 1897.

Journal de l'Agriculture nouvelle, n^o du 21 avril 1900.

Journal de l'Agriculture, n^{os} des 15 et 29 juil. 1899 et du 5 août 1899.

Journal des coopérateurs et mutualistes. 18 juin 1893.

Jonnart : Discours prononcé à Arras. Novembre 1896.

Kirch : Etude sur le Crédit agricole mobilier. Paris, 1899.

Ledru et Worms : Commentaire de la loi du 21 mars 1884, sur les Syndicats professionnels. Paris, 1885.

Lyon-Caen et Renault : Manuel de droit commercial, 4^e édition. Paris, 1896.

Lyon-Caen et Renault : Précis de droit commercial. Paris, 1895.

Leroy-Beaulieu (Paul) : Traité d'économie politique. Paris, 1896.

Leroy-Beaulieu (Pierre) : Les Communautés agraires en Australie, la Réforme sociale. Juin 1896.

Mabilleau (Léopold) : Le Mouvement agraire. Revue de Paris du 1^{er} juillet 1897.

Marchand : Les concours agricoles. Paris, 1899.

Maurin (Georges) : Les Sociétés de Crédit agricole mutuel. Chronique du Musée social. Juillet 1899.

- Méline* : Discours à la Chambre des députés. Séance du 20 nov. 1897. Ministère de l'Agriculture. Relevé des Syndicats professionnels agricoles (1899).
- Pochon* : Les Syndicats agricoles. Lyon, 1894.
- Riboud (Léon)* : L'assurance contre la mortalité du bétail dans l'Union du Sud-Est. Lyon, 1898.
- Rocquigny (de)* : Les Syndicats agricoles et le socialisme agraire. Paris, 1893.
- Rocquigny (de)* : La Coopération de production dans l'agriculture. Paris, 1896.
- Rocquigny (de)* : L'Assurance mutuelle du bétail. Paris, 1899.
- Rocquigny (de)* : L'Intervention des Syndicats agricoles dans l'assurance contre la mortalité du bétail. Rapport à la Société des agriculteurs de France. Paris, 1894.
- Ronna* : Le blé aux États-Unis. Paris, 1890.
- Salle (Emile)* : Rapport sur l'assurance grêle, présenté à la Société des agriculteurs de France. Paris, 1894.
- Silvestre (Claude)* : Monographie de l'Union du Sud-Est. Lyon, 1894.
- Souchon.* : La Propriété paysanne. Paris, 1899.
- Statistique agricole décennale de 1882. Paris, 1887.
- Statistique agricole décennale de 1892. Paris, 1897.
- Thaller* : Traité élémentaire de droit commercial. Paris, 1898.
- Tisserand* : Rapport sur l'enseignement agricole en France. Paris. 1894.
- Tisserand* : Rapport présenté au nom de la Commission supérieure du phylloxéra. Bulletin du ministère de l'Agriculture, 1885.
- Tripard* : Les Associations agricoles et particulièrement les associations fruitières dans l'est de la France. Paris, 1890.
- Waldeck-Rousseau* : Circulaire du ministre de l'Intérieur aux préfets relativement à l'application de la loi des Syndicats professionnels. *J. Off.*, 28 août 1884.
- Waldeck-Rousseau* : Projet de loi portant modifications à la loi du 21 mars 1884 sur les Syndicats professionnels, déposé le 14 nov. 1899. Doc. parlam. Chambre, 1899. Annexe 1185.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Le mouvement syndical agricole.

CHAPITRE I. — Situation de l'agriculture en 1884. Création et développement des syndicats agricoles.	3
CHAPITRE II. — Utilité des Unions de syndicats agricoles . .	15
CHAPITRE III. — Légalité des Unions de syndicats. Leur ca- pacité juridique.	23
CHAPITRE IV. — Diverses sortes d'Unions de syndicats agri- coles	36

DEUXIÈME PARTIE

Services rendus par les Unions de syndicats agricoles.

CHAPITRE I. — Achats et ventes. Recherche de débouchés aux produits du sol.	61
CHAPITRE II. — Rôle des Unions dans l'organisation du Cré- dit agricole	103

CHAPITRE III. — Rôle des Unions dans l'organisation des as- surances agricoles	118
CHAPITRE IV. — Rôle des Unions dans la diffusion des con- naissances agricoles	132
CHAPITRE V. — La défense des intérêts agricoles	140

TROISIÈME PARTIE

Critiques auxquelles ont donné lieu les Unions
de syndicats agricoles.

1 ^o Exposé des critiques	165
2 ^o Examen des critiques	171
CONCLUSION	189
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	193

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE, BUSSIÈRE
